

# **BILAN STATISTIQUE DES NOUVEAUX PRETS A 0% EMIS EN 2010**

## **SYNTHESE**

Au 31 mars 2011, 286 256 Nouveaux Prêts à 0% (NPTZ) ont été déclarés émis en France métropolitaine en 2010 pour un montant prêté global de 6 405.4 M€ soit une hausse de 32.2% en effectif par rapport à l'année précédente et la plus forte production depuis la création du dispositif en 2005 (1115 NPTZ ont par ailleurs été émis dans les DOM).

Conséquence de la majoration **du NPTZ dans le neuf** (doublement jusqu'en juin 2010 et majoration de 50 % ensuite), la hausse est plus marquée dans le neuf avec 44.9%, contre 25.9% dans l'ancien. Pour la même raison, le montant moyen du NPTZ est en légère hausse (2.6%) passant de 21 810 € en 2009 à 22 380 € en 2010 (37 030 € dans le neuf contre 36 990 € en 2009), pour une durée moyenne en hausse de 1.3% (passant de 15.5 ans à 15.7 ans en 2010). Le montant moyen d'opération en 2010 est en légère hausse (+2.9 % à 153 480 €) par rapport à 2009. Sa progression est positive aux deux premiers trimestres : +5.1% puis +5.7% au deuxième puis rechute avec -0.9% au troisième mais repart avec +1.4% au quatrième trimestre.

Après plusieurs années de hausse, les taux nominaux des prêts principaux, quel que soit le type du prêt, sont en baisse par rapport à l'année 2009. En 2010, le taux moyen du prêt principal<sup>1</sup> est compris dans une fourchette de 3.65% pour les autres prêts libres éligibles ou non au marché hypothécaire à 3.77% pour les PAS (contre une fourchette de 4.26% pour les PC à 4.59% pour les PAS en 2009). Compte tenu de la hausse parallèle des coûts d'opération et de la hausse du montant moyen du PTZ, la quotité moyenne de financement<sup>2</sup> reste stable à 14.6%.

---

<sup>1</sup> Le taux moyen étudié ici concerne les prêts à taux fixes d'une durée de 20 ans.

<sup>2</sup> Elle exprime le rapport entre le montant du NPTZ et le coût de l'opération financée par ce prêt.

Au regard du **type de bien financé** avec un NPTZ, l'ancien, avec ou sans travaux, représente un peu moins de deux tiers des opérations mais perd une nouvelle fois du terrain avec 3.2 points de moins par rapport à 2009, pour revenir à 63.5% (44.5% sans travaux et 19.0% avec travaux). Le neuf progresse pour atteindre 36.5% de l'ensemble (33.3% en 2009, 30.7% en 2008, 32.0% en 2007 et 34.4% en 2006). La quotité moyenne de financement est toujours supérieure dans le neuf à ce qu'elle est dans l'ancien (22.1% contre 9.6%). S'agissant du type de logement, l'individuel représente toujours la majorité des opérations avec 1.2 points de plus par rapport à l'année précédente (69.2% des opérations contre 68.0% en 2009).

Concernant la répartition en trois **zones géographiques**, la zone C concentre 45.7% des prêts, suivie de la zone B avec une part de 37.7% découpée en 2 zones : B2 avec 20.3% et B1 avec 17.4%, puis de la zone A avec 16.6% des opérations financées, soit sensiblement la même répartition que l'année précédente. Le coût moyen de l'opération s'élève à 196 810 € en zone A, 157 360 € en zone B1, 142 020 € en zone B2 et 141 470 € en zone C.

S'agissant de la **répartition géographique par type de commune** selon la nomenclature spatiale définie par l'INSEE déclinant le territoire métropolitain en 4 catégories selon le caractère plus ou moins urbain des communes, les NPTZ sont concentrés dans les zones les plus urbaines (52.3% en pôle urbain, 21.2% dans la couronne périurbaine) plutôt que dans les zones les plus rurales (6.6% dans les communes multi-polarisées et 19.9% en espace rural). En 2010, on recense 30.0% des maisons individuelles neuves dans les espaces ruraux alors qu'en 2007, ce type de communes représentait 37.4% des maisons individuelles. A l'inverse, la part des maisons individuelles neuves dans les pôles urbains, qui reste cependant stable par rapport à 2009, a augmenté : elle est de 26.1% en 2010 alors qu'elle était de 20.4% en 2007. Les maisons individuelles neuves dans les couronnes périurbaines ont augmenté de 1.8% pour atteindre 34.1% alors que les communes multipolarisées perdent 0.3% et ne représentent plus que 9.9%. L'évolution des effectifs des maisons individuelles neuves dans l'ensemble pôle urbain - couronne périurbaine est de 49.4% par rapport à 2008 (50.6% par rapport à 2007) tandis que pour les communes multipolarisées - espaces ruraux, elle est de 40.0% (7.0% par rapport à 2007).

Par ailleurs, le nombre d'opérations dans les **zones à réglementation particulière** continue à augmenter : alors qu'en 2004 seulement 101 PTZ concouraient au financement des acquisitions dans les Zones Franches Urbaines et Zones Urbaines Sensibles, leur nombre s'est accru à 465 en 2005, à 861 en 2006, 1 573 en 2007, 2 791 en 2008, 3 313 en 2009 et 3 967 en 2010. En ce qui

concerne les prêts majorés, grâce à l'intervention d'une collectivité locale, on observe une légère surreprésentation des ZUS/ZFU avec 3.3% de l'effectif des prêts majorés alors que la moyenne nationale des ZUS/ZFU dans le neuf n'est que de 2.2%.

Le présent bilan est également l'occasion de donner un aperçu des principales caractéristiques des **PTZ majorés**, déclarés en Métropole en 2010, au titre de loi portant Engagement National pour le Logement (ENL) et des majorations Bâtiment Basse Consommation (BBC). Ces majorations ont fortement progressé en 2010 (p 56 et suivantes), avec 19 455 prêts ENL (+128 %) et 10 742 prêts BBC(contre 64 en 2009)

Concernant **les ménages bénéficiaires** du NPTZ, il s'agit principalement de ménages aux revenus modestes ou intermédiaires, majoritairement concentrés dans la première et la quatrième tranche du barème (cf. pages 50 et suivantes pour plus de détails).

Les emprunteurs sont, dans 52.9% des cas, âgés de 25 à 35 ans. Ils vivent le plus souvent en couple (55.4%), qu'ils soient mariés ou non. La majorité des ménages accédants sont composés d'au plus 2 personnes (55.8%). En 2010, la part des familles (ménages avec plus de deux personnes) perd 0.4 point avec 44.2% des opérations contre 44.6% en 2009. En revanche, la part des ménages composés d'une personne au plus, après avoir gagné un point en 2007 et 1.2 points en 2006, a diminué légèrement en 2008 (-0.3 point) et en 2009 (-0.5 point) puis augmente à nouveau (+1.2 points) en 2010. Toutefois le nombre moyen des personnes composant le ménage a peu évolué par rapport à 2007 et demeure à 2.5 en moyenne et 2 en médiane. De façon générale, on constate de 2005 à 2008 que la proportion des ménages composés de deux personnes augmente ; en 2009, elle diminue mais au profit des familles mais en 2010, ce sont les personnes isolées qui bénéficient de cette nouvelle diminution. 78.3% des emprunteurs étaient locataires du parc privé avant l'accession à la propriété avec un NPTZ. Enfin, les emprunteurs sont pour la majorité d'entre eux employés ou ouvriers (60.2% au total) ; en ajoutant les professions intermédiaires, ces 3 CSP cumulent 82.3% des NPTZ émis en 2010.

Si on s'intéresse au niveau de vie des emprunteurs en tenant compte de la taille du ménage (revenu de l'année N **par unité de consommation**), les bénéficiaires de NPTZ ont un revenu disponible par unité de consommation qui diminue très légèrement en 2010 par rapport à 2009 (-0.2%), sachant que ceux pour lesquels le revenu par unité de consommation est inférieur ou égal à 1.5 SMIC voient leur revenu augmenter de 0.8% par rapport à l'année dernière.

S'agissant des revenus renseignés de l'année N, sans tenir compte de la taille du ménage, 37.1% des ménages ont des revenus inférieurs à 2 SMIC.

La hiérarchie des **parts de marché** du NPTZ par établissement de crédit reste stable par rapport à l'année dernière: le groupe BPCE/Crédit Foncier reste en tête avec 40.9% de la production, suivi du Crédit Agricole (dont LCL) avec 23.6%, puis du groupe Crédit Mutuel/CIC avec une part de marché s'élevant à 17.4%, en augmentation de 1.7 points par rapport à 2009. Le Crédit Immobilier de France occupe la 4<sup>ème</sup> position avec 7.2% de part de marché devant le groupe BNP Paribas (dont BNP Paribas Personal Finance) avec 4.5% (soit -0.7 point par rapport à 2009). Enfin la part de la Société Générale s'élève à 4.2%, en baisse de 0.7 point par rapport à 2009. La Banque Postale, dont les NPTZ étaient distribués par le Crédit Foncier jusque fin juin 2010, a une part de marché qui s'élève à 1.3%, ce qui explique en partie la baisse du Crédit Foncier en 2010 (20.9% contre 24.7% en 2009).

Le **prêt principal** accompagnant les opérations financées avec un NPTZ est un prêt libre dans presque deux tiers des cas (63.3% contre 61.7% en 2009, 66.7% en 2008, 66.2% en 2007, 64.6% en 2006 et 61.8% en 2005). Les NPTZ accompagnés d'un autre prêt libre éligible<sup>3</sup> au marché hypothécaire (MH) occupent la deuxième position avec une part de 17.1%. La part des prêts NPTZ accompagnés d'un PAS en 2010 s'élève à 12.4% (contre 18.0% en 2009, 10.1% en 2008, 9.6% en 2007, 12.0% en 2006 et 14.4% en 2005), alors que les prêts conventionnés (hors PAS) ne représentent que 2.5%. La proportion des prêts NPTZ avec un PEL baisse de 0.4 point en un an pour atteindre 0.2%.

La durée moyenne du prêt principal se stabilise en 2010 autour de 23.5 ans, contre 23.0 ans en 2009, 23.7 ans en 2008, 23.7 ans en 2007, 22.5 ans en 2006, et 21.0 ans en 2005.

Le montant moyen du prêt principal<sup>4</sup> associé à un prêt à 0% atteint 98 960 € en 2010 (soit une hausse de 2.1% par rapport à 2009) et sa quotité s'établit à 64.5% du coût de l'opération. S'agissant du taux d'apport personnel moyen, il représente 10.4% du plan de financement. Enfin, la quotité moyenne des montants de l'ensemble des prêts complémentaires qui accompagnent un NPTZ associé au prêt principal s'élève à 10.5%, étant rappelé que la quotité du NPTZ est de 14.6%.

---

<sup>3</sup> Désigne tout prêt hypothécaire autre qu'un prêt conventionné.

<sup>4</sup> Les déclarations cumulant des prêts non réglementés ne sont pas prises en compte

## **BILAN STATISTIQUE DES NOUVEAUX PRETS A 0% EMIS EN 2010**

<b>1</b>	<b>ÉMISSIONS DE NOUVEAUX PTZ EN METROPOLE .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1</b>	<b>Caractéristiques des logements .....</b>	<b>13</b>
	Caractéristiques globales .....	13
	Caractéristiques par zone géographique .....	17
	Caractéristiques par type de communes .....	18
<b>1.2</b>	<b>Caractéristiques des ménages bénéficiaires .....</b>	<b>22</b>
	Caractéristiques sociodémographiques .....	23
	Typologie des ménages .....	24
	Tranches du barème, revenu de l'année de référence .....	26
	Évolution du revenu mensuel des ménages entre l'année de référence et l'année N .....	30
<b>1.3</b>	<b>Parts de marché des établissements et plans de financement .....</b>	<b>36</b>
	Plans de financement .....	38
	Allongement de la durée des prêts et lissage .....	46
<b>1.4</b>	<b>Répartition géographique des émissions de NPTZ .....</b>	<b>51</b>
	Comparaison des émissions Ile-de-France / Province .....	51
	Comparaison des émissions PTZ / NPTZ .....	53
<b>1.5</b>	<b>Prêts A Taux 0% Majorés .....</b>	<b>55</b>
<b>2</b>	<b>ÉMISSION DE NOUVEAUX PTZ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER</b>	<b>60</b>
<b>2.1</b>	<b>Caractéristiques des logements .....</b>	<b>61</b>
<b>2.2</b>	<b>Caractéristiques des ménages bénéficiaires .....</b>	<b>62</b>
<b>2.3</b>	<b>dispositif spécifique aux DOM .....</b>	<b>63</b>
<b>2.4</b>	<b>Comparaison entre les emprunteurs dans les DOM et en métropole .....</b>	<b>64</b>
<b>3</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>65</b>

## Notes méthodologiques

*Les chiffres du bilan statistique sur les nouveaux prêts à taux zéro sont fournis, pour chaque année, au même stade d'avancement (soit au 31 mars de l'année N+1), ce qui était déjà le cas pour le bilan 2009, mais pas pour les bilans antérieurs à 2009. Les statistiques sont établies à partir des émissions de prêts (offres acceptées par les emprunteurs).*

*Calcul de l'apport personnel : il est déterminé en calculant la différence entre le montant d'opération et le montant de tous les prêts. Quand cette différence est strictement inférieure à zéro, on considère que l'apport personnel est nul.*

*Les moyennes prenant en compte plusieurs variables présentes dans ce bilan (comme la quotité) sont déterminées en prenant le rapport de chacune des moyennes.*

**Evolution du marché immobilier**

En 2010, le nombre de ventes de logements neufs par les promoteurs s'élève à 115 000, soit une hausse de 8.6% par rapport à 2009 (après +33.9% en 2009, -37.6% en 2008, +0.6% en 2007, +3.9% en 2006 et +8.3% en 2005). Les mises en vente ont été d'environ 109 600 (dont 52 100 au 2<sup>ème</sup> semestre contre 57 500 au 1<sup>er</sup> semestre), soit 41.4% de plus qu'en 2009. En 2010, les mises en vente sur le marché d'appartements et de maisons ont augmenté respectivement de 44.5% et de 22.9% par rapport à l'année 2009<sup>5</sup>.

Au niveau de la construction, un peu plus de 450 000 logements ont été autorisés en 2010, soit 15.1% de plus qu'en 2009. Il faut remonter à mars 2009 pour observer un cumul sur douze mois aussi élevé. La hausse est légèrement plus marquée pour les logements collectifs (+16.9%) que pour les logements individuels (+16.6%). Les mises en chantier atteignent 346 000 logements, soit une hausse de 3.5% par rapport aux chiffres constatés l'année précédente<sup>6</sup>.

Alors qu'ils avaient baissé de -3.1% en 2008 et de -4.9% en 2009, les prix des logements ont en moyenne progressé de +1.5% en 2010.

Le mouvement de hausse des prix aura été plus net sur le marché des appartements que sur celui des maisons, en hausse respectivement de 7.6% et de 3.0% entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2010<sup>7</sup>.

**La production de NPTZ.**

Après les très bonnes années de 2005 à 2007 bénéficiant de l'effet positif de l'ouverture à l'ancien sans travaux (depuis février 2005), le dispositif de prêts à 0% avait connu un fléchissement en fin d'année 2008. En 2009 à partir du second trimestre, les émissions de NPTZ reprennent et se stabilisent jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. En 2010, la progression se poursuit. Sur l'année 2010, le nombre de nouveaux prêts à 0% émis s'élève à 286 256 en France métropolitaine pour un montant prêté global de 6.4 milliards d'euros et un coût total d'opérations

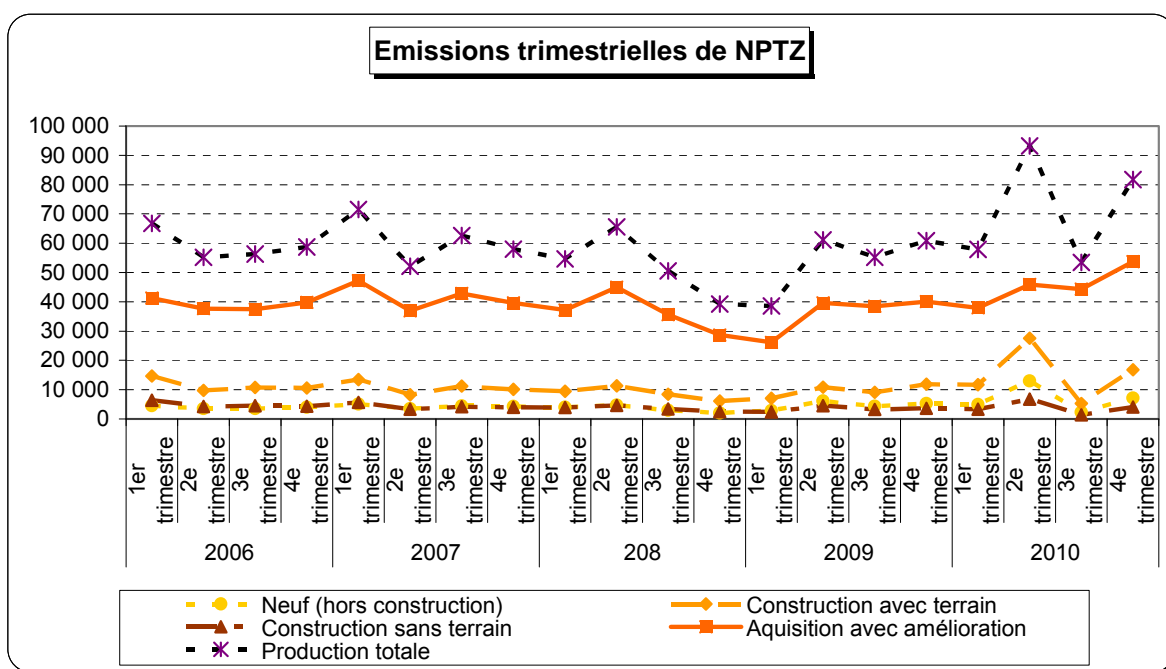
---

<sup>5</sup> Source : Chiffres & statistiques n°195 – Février 2010, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

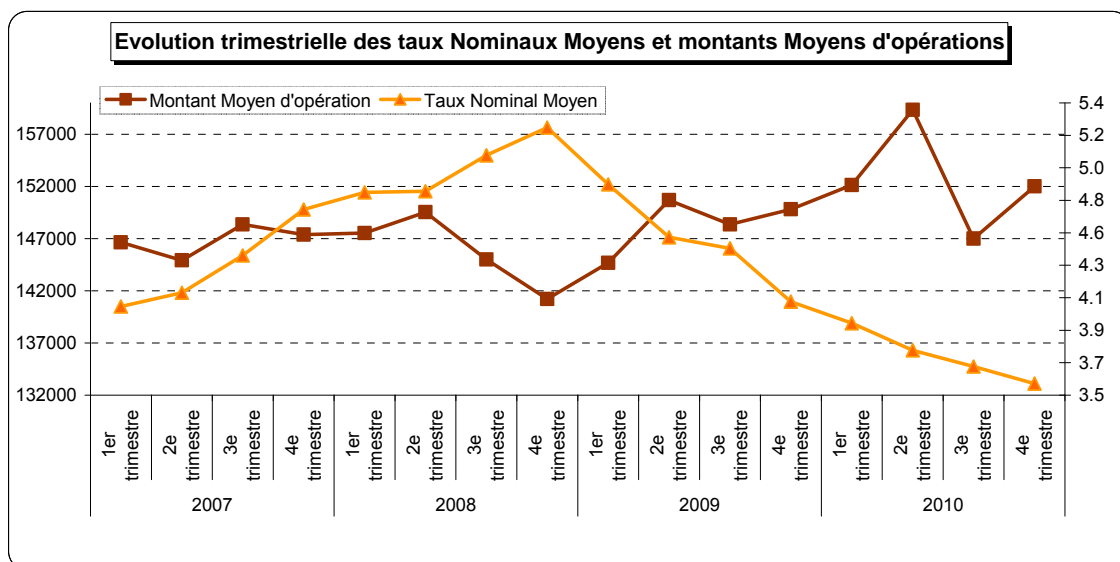
<sup>6</sup> Source : Chiffres & statistiques n°187 – Janvier 2011, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

<sup>7</sup> FNAIM - L'observatoire des marchés de l'ancien – Lettre de conjoncture N°63.

financées d'environ 44 milliards d'euros, soit une hausse en effectif de 32.2%, par rapport à l'année dernière. Le 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, correspondant à la fin du doublement strict dans le neuf, atteint un pic de 93 212 prêts. Le dernier trimestre, qui voyait quant à lui la fin du NPTZ et des crédits d'impôts TEPA, présente également une forte production avec 81 747 prêts. La hausse de la production de NPTZ constatée en 2010 affecte aussi bien le neuf (+44.9%) que l'ancien (+25.9%). Ainsi, la part du neuf, après plusieurs années de baisse, remonte en 2009 et 2010 pour atteindre 36.5% (contre 33.3% en 2009, 30.7% en 2008 et 32.0% en 2007), au détriment de l'ancien avec amélioration qui perd 4.0 points avec 19.0%. L'ancien seul reste en tête avec 44.5% de l'ensemble des opérations.







Le montant moyen de l'opération financée est en légère hausse, de 2.9%, par rapport à l'année précédente contre une hausse de 1.8% en 2009, une baisse de 0.3% en 2008 et des augmentations de 4.3% en 2007 et 8.3% en 2006. Il atteint 153 500 € avec un montant moyen du PTZ qui augmente pour sa part de 2.8% à 22 400 €. La quotité du PTZ se stabilise autour de 14.6%. La forte part du neuf en fin de second et de quatrième trimestre affecte nettement l'évolution de la hausse moyenne du NPTZ au cours de l'année.

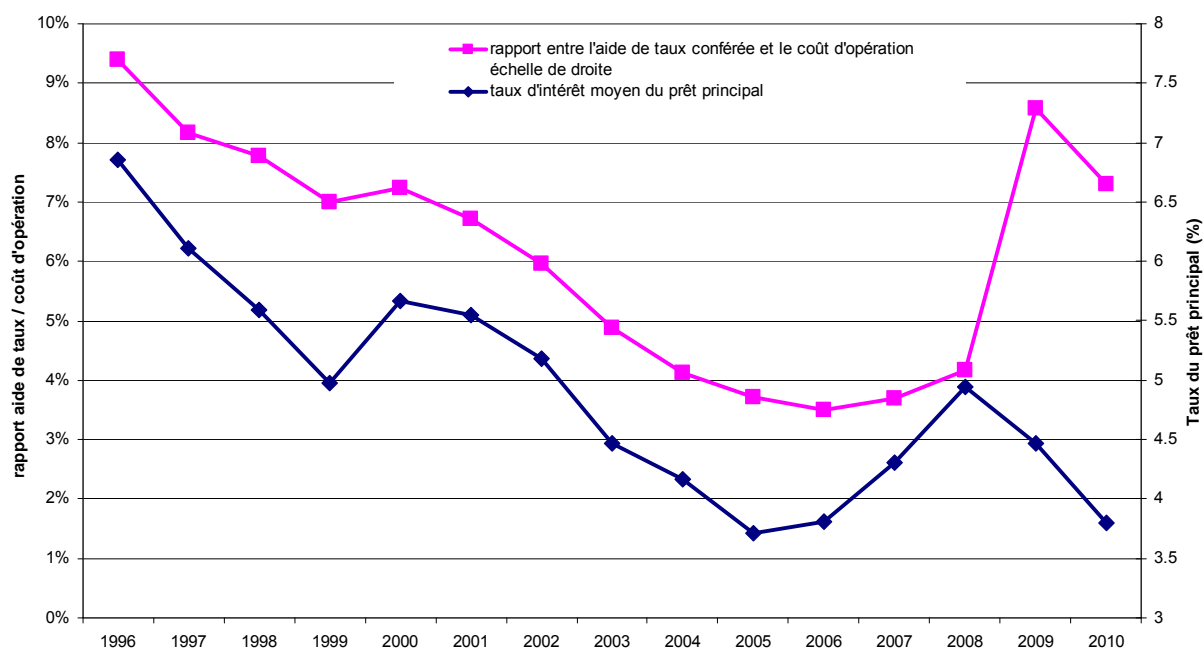
Les taux nominaux des prêts principaux ont diminué tout au long de 2010 pour atteindre au dernier trimestre une moyenne<sup>8</sup> de 3.58%.

### **L'évolution de l'aide perçue par les bénéficiaires.**

*Le graphique suivant, retraçant l'évolution du rapport entre l'aide perçue par le ménage et le taux du prêt principal depuis la création du PTZ, se base sur les seuls prêts dans le neuf, ou dans l'ancien avec une quotité de travaux supérieure à 35%, ce qui permet d'avoir un graphique homogène sur une longue période.*

<sup>8</sup> Taux nominal moyen quelque soit le type et la durée du prêt principal

*Aide perçue par les ménages et taux d'intérêt du prêt principal pour les prêts dans le neuf,  
ou dans l'ancien avec une quotité de travaux > 35%*



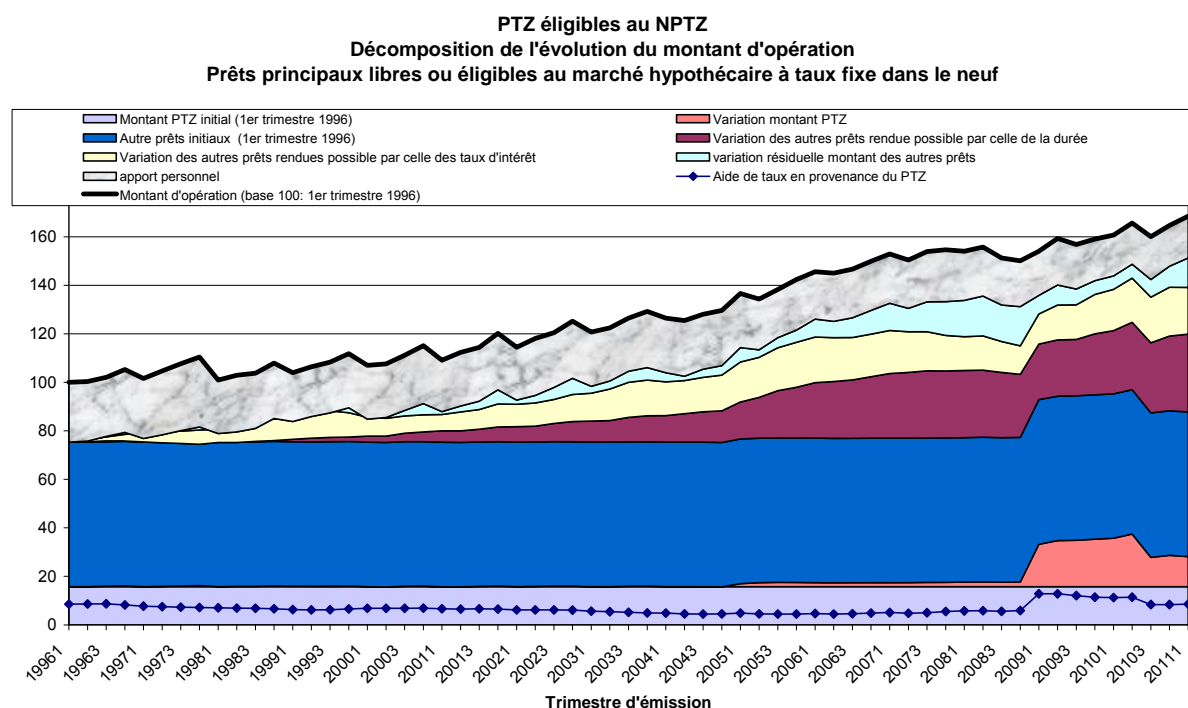
En 2009, grâce au doublement du PTZ dans le neuf, l'aide de taux conférée aux ménages a été multipliée par 2.12 entre 2008 et 2009 et est quasiment revenue à son niveau d'origine. En 2010 elle diminue légèrement du fait de l'atténuation du doublement au 2<sup>ème</sup> semestre (qui ne consiste plus qu'en une multiplication par 1.5) mais reste au dessus des 7%.

On constate sur le graphique suivant, plus détaillé que le précédent, que :

- ➔ les coûts d'opération n'ont cessé d'être orientés à la hausse ;
- ➔ l'apport personnel n'a cessé de baisser à la fois en valeurs absolue et relative (page 38);
- ➔ du fait de la baisse continue des taux, l'aide de taux à l'emprunteur représentée par le PTZ n'a cessé de baisser mis à part l'épisode du doublement du PTZ plus grâce d'ailleurs à l'augmentation du montant du PTZ qu'à l'effet taux proprement dit ;
- ➔ les durées n'ont augmenté et commencé à produire des effets qui ont fini par dépasser l'effet baisse des taux que lorsque le montage des opérations a commencé à se tendre sous le double effet des évolutions de prix et de réduction de l'apport personnel mentionné ci-avant ;
- ➔ pendant le doublement, le surcroît de PTZ a permis de diminuer d'autant le montant des autres prêts et leur quotité.

➔ l'aide de taux (totale sur l'ensemble du PTZ y compris doublement) est sans commune mesure, à la fois en montant et variation, avec les augmentations de prix constatées sur la période (cf. sur ce sujet Jacques FRIGGIT mai 2011<sup>9</sup>)

A noter que les petites « crêtes » situées à 12 mois d'écart sur le début de la série « montant d'opération » sont dues au fait suivant : la référence de revenu changeait tous les ans et en conséquence tous les ménages qui avaient connu une amélioration de leur revenu entre N-1 et N-2 anticipaient leur date d'achat pour profiter de la référence N-2.



<sup>9</sup> dans un Article publié dans la revue « Regards croisés sur l'économie », mai 2011 intitulé « Quelles perspectives pour le prix des logements après son envolée ? » dont on trouvera le lien ci-après :

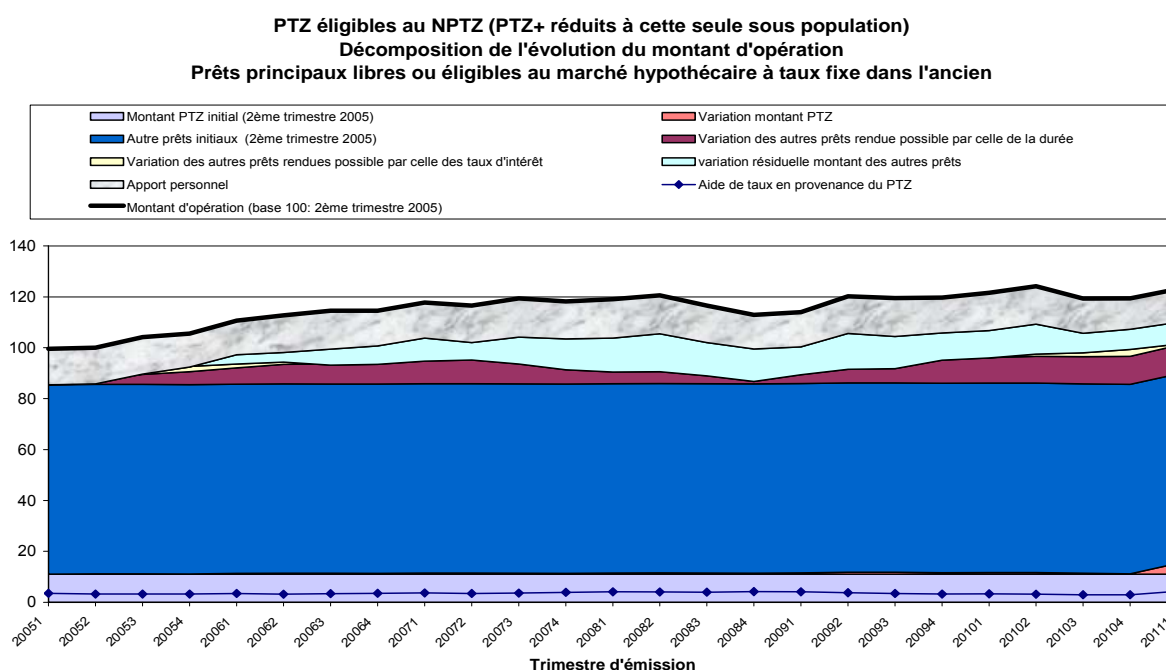
[http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/prix-immobilier-mai-2011\\_cle8262f1.pdf](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/prix-immobilier-mai-2011_cle8262f1.pdf)

*Pour rappel, dans l'ancien, on ne peut faire de série historique longue que pour l'ancien avec une quotité de travaux supérieure à 35% ce qui présente l'inconvénient de ne pas disposer d'effectifs assez nombreux.*

*Aussi, le graphique présenté est similaire à celui présenté pour le neuf mais ne démarre qu'en 2005 seulement (pour les raisons exposées ci-avant) et prend comme base de départ le 2<sup>ème</sup> trimestre 2005 parce que le premier trimestre était de deux mois seulement et que d'autre part les EC n'étaient pas tous opérationnels pour distribuer le nouveau produit dans toutes ses dimensions, et en retirant pour le 1<sup>er</sup> T 2011 les emprunteurs non éligibles au NPTZ (afin de garantir l'homogénéité de la série).*

Sur ce graphique qui part donc d'une référence beaucoup plus tardive on ne distingue quasiment plus d'effet taux puisque ceux-ci n'ont pas connu ni d'amélioration ni de dégradation aussi sensible que depuis 1996.

On retrouve l'effet déterminant des ajustements (à la hausse) de la durée des prêts et de montants prêtés dans les différents ajustements pour accompagner l'évolution des prix à apport personnel (moyen) relativement stabilisé et jamais orienté à la hausse. On voit aussi que comme pour le neuf, les ajustements de montants opérés par les prêteurs complètent ce qui ne peut être assumé ni par les surcroîts d'aide publique ni par les aides apportées par les évolutions de durée ou de taux, l'apport personnel n'étant à priori pas une variable d'ajustement pour les primo-accédants sous plafonds de ressources.



## 1.1 CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

### CARACTERISTIQUES GLOBALES

En 2009, le nombre de NPTZ émis était en augmentation de 2.4% par rapport à 2008 sans pour autant être revenu aux résultats de 2007. Ce n'est qu'en 2010 que la production dépasse celle de 2007 avec une augmentation par rapport à 2009 de 32.2%, soit 286 256 NPTZ émis, ce qui est le plus fort résultat depuis la création du dispositif.

La hausse se retrouve quel que soit le type d'opération :

- ➔ Dans le neuf (+44.9% contre +10.9% en 2009).
- ➔ Dans l'ancien seul, avec +34.6% après une baisse de 8.6% en 2009.
- ➔ Dans l'ancien avec amélioration :
  - Avec un montant de travaux supérieur à 35% du montant de l'opération, la hausse est de +42.0% contre -8.9% en 2009.
  - Avec un montant de travaux ne dépassant pas 35% du montant de l'opération, la hausse est de +7.4% contre +17.9% en 2009.

*Evolution des types d'opérations financées avec un NPTZ*

	2007		2008		2009		2010		07/08	08/09	09/10
Individuel Neuf	66 408	27.1%	55 023	26.0%	59 130	27.3%	86 044	30.1%	-17.1%	7.5%	45.5%
Collectif Neuf	12 136	4.9%	9 887	4.7%	12 882	6.0%	18 304	6.4%	-18.5%	30.3%	42.1%
Individuel Acquisition amélioration	33 996	13.9%	31 822	15.0%	35 858	16.6%	39 649	13.9%	-6.4%	12.7%	10.6%
Collectif Acquisition amélioration	11 030	4.5%	11 063	5.2%	13 884	6.4%	14 740	5.1%	0.3%	25.5%	6.2%
Individuel Acquisition seule	63 720	26.0%	55 610	26.3%	52 187	24.1%	72 494	25.3%	-12.7%	-6.2%	38.9%
Collectif Acquisition seule	57 948	23.6%	48 073	22.7%	42 562	19.7%	55 025	19.2%	-17.0%	-11.5%	29.3%
Neuf	78 544	32.0%	64 910	30.7%	72 012	33.3%	104 348	36.5%	-17.4%	10.9%	44.9%
Acquisition amélioration, dont :	45 026	18.4%	42 885	20.3%	49 742	23.0%	54 389	19.0%	-4.8%	16.0%	9.3%
- quotité travaux < 35%	41 013	16.7%	39 855	18.8%	46 982	21.7%	50 469	17.6%	-2.8%	17.9%	7.4%
- quotité travaux >= 35%	4 013	1.6%	3 030	1.4%	2 760	1.3%	3 920	1.4%	-24.5%	-8.9%	42.0%
Acquisition seule	121 668	49.6%	103 683	49.0%	94 749	43.8%	127 519	44.5%	-14.8%	-8.6%	34.6%
Individuel	164 124	66.9%	142 455	67.4%	147 175	68.0%	198 187	69.2%	-13.2%	3.3%	34.7%
Collectif	81 114	33.1%	69 023	32.6%	69 328	32.0%	88 069	30.8%	-14.9%	0.4%	27.0%
Ensemble	245 238	100%	211 478	100%	216 503	100%	286 256	100%	-13.8%	2.4%	32.2%

Par ailleurs, la hausse par rapport à 2009 affecte plus les opérations dans l'individuel (+34.7%) que dans le collectif (+27.0%).

La part des maisons individuelles remonte de 1.2 points en 2010 (69.2% contre 68.0% en 2009, 67.4% en 2008 et 66.9% en 2007) et prévaut toujours sur les appartements. L'individuel neuf reste l'opération dominante (30.1% contre 27.3% en 2009), suivi de l'individuel dans l'ancien seul qui regagne 1.2 point par rapport à 2009 (25.3% en 2010 contre 24.1% en 2009). Le collectif dans l'ancien seul perd quant à lui 0.5 point, passant de 19.7% en 2009 à 19.2% en 2010. L'individuel et le collectif dans l'ancien avec amélioration perdent respectivement 2.7 points et 1.3 point et représentent chacun 13.9% et 5.1%. Ces baisses profitent au neuf (individuel et collectif) qui subit une hausse avec respectivement +2.8 points et + 0.4 point et représentent 30.1% et 6.4% de l'ensemble des opérations.

La surface habitable moyenne augmente légèrement en 2010, passant à 87.5 m<sup>2</sup>. Cependant, on constate une diminution de la surface dans l'individuel neuf (-1.1 m<sup>2</sup>), l'individuel ancien seul (-0.6 m<sup>2</sup>) et le collectif ancien seul avec -0.3 m<sup>2</sup>. A l'inverse, dans le collectif neuf et ancien avec amélioration, on constate une augmentation de la surface (+1.5 m<sup>2</sup> et +0.7 m<sup>2</sup>), tout comme dans l'individuel ancien avec amélioration (+1.2 m<sup>2</sup>).

*Evolution de la surface moyenne et du nombre de pièces des logements financés avec un NPTZ*

	2007	2008	2009	2010
Individuel Neuf	108.7 m <sup>2</sup> 4.5	108.8 m <sup>2</sup> 4.5	105.7 m <sup>2</sup> 4.5	104.6 m <sup>2</sup> 4.5
Collectif Neuf	60.8 m <sup>2</sup> 2.7	59.8 m <sup>2</sup> 2.7	59.0 m <sup>2</sup> 2.8	60.5 m <sup>2</sup> 2.9
Individuel Acquisition amélioration	95.9 m <sup>2</sup> 4.0	95.3 m <sup>2</sup> 4.1	96.6 m <sup>2</sup> 4.2	97.8 m <sup>2</sup> 4.2
Collectif Acquisition amélioration	66.5 m <sup>2</sup> 3.0	63.2 m <sup>2</sup> 2.9	62.5 m <sup>2</sup> 3	63.2 m <sup>2</sup> 3
Individuel Acquisition seule	92.4 m <sup>2</sup> 4.0	93.8 m <sup>2</sup> 4.1	95.4 m <sup>2</sup> 4.2	94.8 m <sup>2</sup> 4.1
Collectif Acquisition seule	60.4 m <sup>2</sup> 2.8	59.9 m <sup>2</sup> 2.8	59.6 m <sup>2</sup> 2.8	59.3 m <sup>2</sup> 2.8
Ensemble	87.0 m <sup>2</sup> 3.7	87.0 m <sup>2</sup> 3.8	87.1 m <sup>2</sup> 3.8	87.5 m <sup>2</sup> 3.8

Le nombre moyen de pièces en 2010 reste stable avec 3.8 pièces pour une valeur médiane de 4 pièces. Pour le collectif, le nombre est inférieur ou égal à 3 pièces, tandis qu'il dépasse 4 pièces pour l'individuel.

Les pièces des habitations neuves sont les plus spacieuses avec 22.8 m<sup>2</sup> alors que celles des autres habitations anciennes (ancien avec ou sans amélioration) sont de 22.5 m<sup>2</sup> en moyenne. En 2010, la surface moyenne du neuf a diminué de 0.5 m<sup>2</sup> par rapport à 2009. Par ailleurs, l'individuel offre des logements plus spacieux et avec un plus grand nombre de pièces que le collectif, ce quelque soit le type d'acquisition.

*Coût moyen de l'opération par m²*

	2007	2008	2009	2010
Neuf	1 717 €	1 726 €	1 829 €	1 892 €
Acquisition amélioration	1 618 €	1 662 €	1 685 €	1 660 €
Acquisition seule	2 231 €	2 217 €	2 178 €	2 210 €
Ensemble	1 954 €	1 954 €	1 949 €	1 990 €

Le coût moyen par m² de surface habitable augmente légèrement en 2010, passant à 1 990 € par m² (contre 1 949 € en 2009, 1 954 € en 2008 et 2007). On constate une hausse dans le neuf de +3.5% en un an (contre +5.9% en 2009, +0.5% en 2008 et +7.4% en 2007). L'ancien avec amélioration diminue avec -1.5% en un an (contre +1.4% en 2009, +2.7% en 2008 et +7.5% en 2007), alors que dans l'ancien seul on enregistre une hausse de +1.5% par rapport à 2009 (contre -1.8% en 2009, -0.6% en 2008 et +6.8% en 2007).

Cet indicateur demeure sensiblement plus élevé dans l'ancien seul (2 210 € contre 1 660 € pour les opérations dans l'ancien avec travaux et 1 892 € dans le neuf) en raison d'une concentration plus forte de ce type d'opérations dans les zones où le prix immobilier est le plus élevé. En effet, 69.5 % des opérations de la zone A sont effectuées dans l'ancien sans travaux, 53.3% pour la zone B1, 46.7% pour la zone B2 et seulement 31.2% pour la zone C.

		2007	2008	2009	2010
Neuf	A	3 391 €	3 372 €	3 215 €	3 316 €
	B1	2 302 €	2 296 €	2 333 €	2 423 €
	B2	1 847 €	1 824 €	1 801 €	1 870 €
	C	1 442 €	1 452 €	1 495 €	1 556 €
Acquisition amélioration	A	3 640 €	3 652 €	3 437 €	3 582 €
	B1	1 881 €	1 904 €	1 929 €	2 053 €
	B2	1 531 €	1 554 €	1 512 €	1 494 €
	C	1 273 €	1 299 €	1 274 €	1 271 €
Acquisition seule	A	3 463 €	3 468 €	3 287 €	3 555 €
	B1	2 187 €	2 171 €	2 147 €	2 265 €
	B2	1 737 €	1 735 €	1 695 €	1 696 €
	C	1 490 €	1 493 €	1 457 €	1 437 €
Ensemble		1 954 €	1 954 €	1 949 €	1 990 €

Dans le neuf, l'augmentation a lieu quelque soit la zone par rapport à 2009 (de 3.2% en zone A à 4.1% en zone C). En revanche, dans l'ancien seul, on remarque une baisse dans les zones B2 et C, respectivement de 1.2% et 0.2% alors que les zones A et B1 progressent de 4.2% et 6.4%. L'ancien avec amélioration augmente de 8.1% en zone A alors qu'il diminue de 1.4% en zone C.

*En termes de méthode, il s'agit de prix TTC, étant rappelé que dans les opérations « PASS-Foncier », la construction est taxée à un taux TVA de 5.5% alors que dans les autres opérations*

neuves, les prix de constructions sont taxés à hauteur de 19.6%. Hormis les opérations de constructions sans terrain, la base (qui de toute façon ne permet d'identifier que les opérations « Prêt PASS Foncier » à l'exclusion de celles menées dans le cadre d'un bail à construction) n'offre pas la possibilité d'opérer un redressement.

Coût moyen d'opération et montant moyen du NPTZ par type d'opération

	2007			2008			2009			2010		
	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	153 100	12.1%	18 500	153 300	12.1%	18 600	158 700	23.4%	37 100	166 400	22.1%	36 700
Collectif Neuf	168 900	9.8%	16 600	167 800	10.4%	17 400	166 000	22.0%	36 500	171 100	22.6%	38 600
Individuel Acquisition amélioration	125 400	10.7%	13 400	126 000	10.6%	13 400	129 300	10.5%	13 600	129 300	10.4%	13 400
Collectif Acquisition amélioration	126 400	10.4%	13 200	126 800	10.4%	13 200	128 400	10.5%	13 500	129 400	10.2%	13 200
Individuel Acquisition seule	152 000	9.3%	14 100	152 400	9.3%	14 200	157 000	9.2%	14 500	155 200	9.1%	14 100
Collectif Acquisition seule	146 400	10.0%	14 600	145 500	10.0%	14 600	144 900	10.1%	14 700	149 100	9.6%	14 300
Ensemble	147 000	10.5%	15 400	146 500	10.5%	15 400	149 200	14.6%	21 800	153 500	14.6%	22 400

Le montant moyen d'opération reste supérieur dans le neuf (167 200 € en 2010), particulièrement pour les logements collectifs, où il atteint 171 100 €. L'écart avec l'ancien est en hausse de 33.6% par rapport à l'année dernière et s'élève à 21 600 € en 2010 (contre 16 200 € en 2009, 13 000 € en 2008 et 12 700 € en 2007 et 2006). L'ancien avec amélioration reste l'opération la moins coûteuse avec un montant identique dans l'individuel et dans le collectif.

Si on considère les montants de l'opération et du prêt à 0% en fonction du revenu mensuel de l'année N, le coût représente 5.1 années et le NPTZ 0.7 année pour l'ensemble des données exploitables (contre respectivement 4.9 et 0.7 années en 2009, 5.1 et 0.5 années en 2008 et 2007). La différence des coûts est très marquée entre le neuf et l'ancien puisqu'ils sont respectivement de 5.5 et 4.9 années (contre 5.2 et 4.8 années en 2009, 5.5 et 5.0 années en 2008, 5.3 et 5.0 années en 2007) alors que le NPTZ représente respectivement 1.2 et 0.5 années comme en 2009 (contre 0.6 et 0.5 année en 2008 et 2007), on y retrouve la mesure du doublement du NPTZ dans le neuf.

La quotité passe de 23.1% en 2009 à 22.1% en 2010 dans le neuf et de 9.9% en 2009 à 9.6% en 2010 dans l'ancien.



## CARACTERISTIQUES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE<sup>10</sup>

Le découpage en zones géographiques, au sens du zonage Robien, comprend :

1. la zone A : Paris, petite couronne et deuxième couronne jusqu'aux limites de l'agglomération parisienne, Côte d'Azur (littoral Hyères-Menton), Genevois français.
2. la zone B1 : Agglomérations de plus de 250 000 habitants, la grande couronne autour de Paris, quelques agglomérations chères (Annecy, Bayonne, Chambéry, Cluses, la Rochelle, Saint-Malo), pourtour de la Côte d'Azur, DOM, Corse et îles.
3. la zone B2 : Le reste de la zone B c'est-à-dire les autres agglomérations de plus de 50 000 habitants, les autres zones littorales ou frontalières chères, le reste de l'Ile-de-France.
4. la zone C : Les autres communes.

*Caractéristiques des opérations par zone géographique*

	2010		
	Effectifs	Montant moyen opération	Montant moyen NPTZ
Zone A	47 606	196 800 €	24 500 €
Zone B1	49 696	157 400 €	21 000 €
Zone B2	58 119	142 000 €	21 300 €
Zone C	130 835	141 500 €	22 600 €
Ensemble	286 256	153 500 €	22 400 €

Il est à noter que dans le barème du NPTZ, les zones B1 et B2 ne sont pas différenciées.

La zone C, favorisée par le prix plus faible du foncier, propice aux constructions neuves, concentre 45.7% (45.1% en 2009) des prêts suivie de la zone B avec une part de 37.7% (36.7% en 2009), découpée en zone B1 (17.4% contre 18.4% en 2009) et B2 (20.3% contre 18.3% en 2008). La zone A reste la moins importante avec 16.6 % des opérations financées (18.3% en 2009). Au niveau des prix, le poids prédominant de la zone C, qui est la moins urbaine des trois zones, et dans une moindre mesure la zone B2 (l'ensemble des deux zones B2 et C représentant 66.0% des NPTZ) où les prix moyens d'acquisition sont les plus bas, tirent l'ensemble à la baisse. Le coût de l'opération s'élève à 142 000 € en zone B2 et 141 500 € en zone C contre 157 400 € en zone B1, alors qu'il atteint 196 800 € dans la zone A, pour un coût moyen d'opération toutes zones confondues de 153 500 €. En 2010, le coût moyen d'opération augmente de 3.0% en

---

<sup>10</sup> Au sens zonage Robien

zone C et de 3.6% en zone B2 mais l'augmentation la plus forte est pour les zones A et B1 (4.5% et 4.2%).

Le coût d'opération ramené en années de revenus<sup>11</sup> de l'année N est caractérisé par une différence sensible d'une zone à l'autre avec respectivement 5.8, 5.5, 5.0 et 4.8 années pour les zones A, B1, B2 et C.

S'agissant du montant moyen du NPTZ, il reste légèrement plus élevé en zone A avec 24 500 € (+9.7% par rapport au montant moyen toutes zones confondues). En zone C, le montant moyen du NPTZ s'élève à 22 600 € et dépasse ceux des zones B (21 000 € en zone B1 et 21 300 € en zone B2). Ceci peut être expliqué par la part du neuf nettement plus importante en zone C avec 47.3% des opérations contre seulement 30.4% et 31.0% en zones B1 et B2.

Le montant du NPTZ en fonction de mois de revenus de l'année N varie selon les zones entre 8.7 mois pour la zone A et 9.2 mois pour la zone C.

#### CARACTERISTIQUES PAR TYPE DE COMMUNES

Est ici utilisée la notion de zonage en aires urbaines élaborée par l'INSEE, qui décline le territoire métropolitain en 4 catégories : pôles urbains, couronnes périurbaines, communes multipolarisées et espaces à dominante rurale<sup>12</sup>.

Une aire urbaine est constituée :

- d'un **pôle urbain** représentant une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus, et assurant une continuité du bâti.
- d'une **couronne périurbaine** regroupant l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

Les communes attirées par plusieurs aires urbaines, sans être sous l'influence majeure d'aucune d'entre elles, sont considérées comme périurbaines. Ce sont les **communes dites multipolarisées** que l'INSEE définit comme communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines.

---

<sup>11</sup> On prend en compte uniquement les données exploitables.

<sup>12</sup> [http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=zonages/aires\\_urbaines.htm](http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=zonages/aires_urbaines.htm)

L'**espace à dominante rurale** est l'ensemble des communes rurales ou unités urbaines n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine.

Dès le bilan 2005, il avait été noté que le phénomène de glissement progressif des opérations financées avec un PTZ des zones les plus urbaines vers les zones à dominante rurale observé sous l'ancien dispositif s'était inversé en 2005 avec le passage au NPTZ et l'ouverture à l'ancien. Ce renversement s'est confirmé entre 2006 et 2009. En effet, en 2009, le pôle urbain représente 54.3% des opérations (+0.8 point par rapport à 2008, après +0.2 point en 2008 et +1.6 points en 2007). Cette hausse se fait au détriment des espaces ruraux. En 2010, l'évolution est inverse car le pôle urbain perd 2 points et représente 52.3% des opérations. Ce recul se fait au profit des couronnes périurbaines (+1.1%) et des espaces ruraux (+0.8%).

*Évolution des émissions de NPTZ par type de communes*

	2007		2008		2009		2010		07/08	08/09	09/10
Pôle urbain	130 583	53.2%	113 062	53.5%	117 566	54.3%	149 604	52.3%	-13.4%	4.0%	27.3%
Couronne périurbaine	46 254	18.9%	39 856	18.8%	43 604	20.1%	60 726	21.2%	-13.8%	9.4%	39.3%
Commune multipolarisée	16 110	6.6%	13 424	6.3%	13 961	6.4%	18 884	6.6%	-16.7%	4.0%	35.3%
Espace rural	52 291	21.3%	45 136	21.3%	41 372	19.1%	57 042	19.9%	-13.7%	-8.3%	37.9%
Ensemble	245 238	100%	211 478	100%	216 503	100%	286 256	100%	-13.8%	2.4%	32.2%

La hausse de 32.2% du nombre de NPTZ distribués en 2010 est due essentiellement aux communes périurbaines (+39.3%) puis aux espaces ruraux (+37.9%) et aux communes multipolarisées (+35.3%). Les espaces ruraux sont en hausse, de 27.3% par rapport à 2009. La hausse dans les pôles urbains et dans les communes périurbaines est à rapprocher du doublement du PTZ dans le neuf. Dans les pôles urbains, le nombre de NPTZ dans l'individuel neuf augmente de 44.6% contre 27.3% pour l'ensemble des prêts dans ce type de communes ; dans les communes périurbaines elle est de 53.4% contre 39.3% dans l'ensemble. Le nombre de NPTZ dans le neuf augmente de 43.4% dans les pôles urbains et de 53.5% dans les communes périurbaines contre 40.6% dans les communes multipolarisées et 39.0% dans les espaces ruraux.

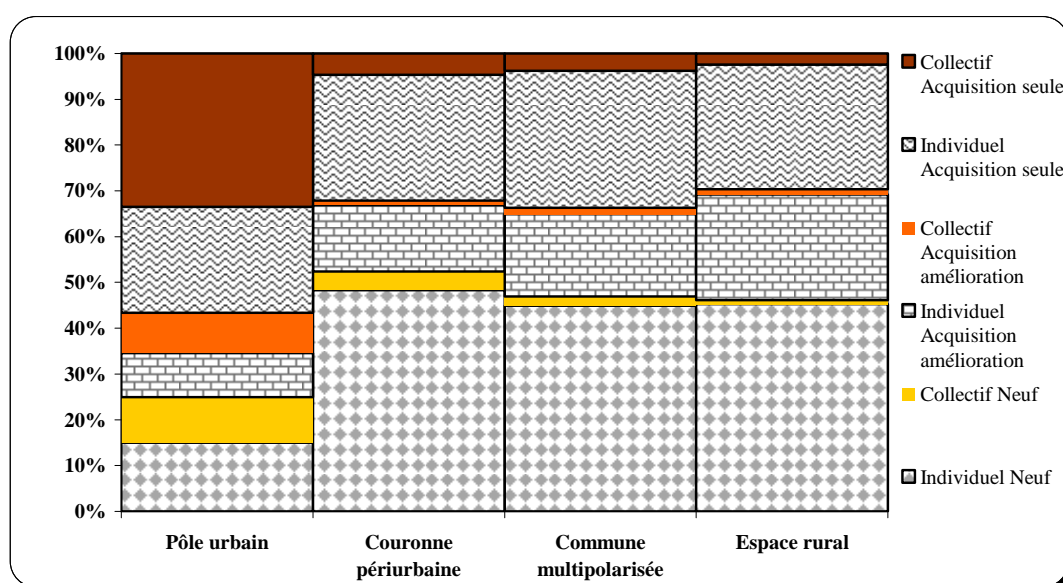
Plus de la moitié des opérations se concentre dans les pôles urbains alors que l'espace rural et les couronnes périurbaines représentent chacun environ un cinquième des opérations. Enfin seulement 6.6% des opérations se réalise dans les communes multipolarisées.

Le montant moyen d'opération en 2010, en hausse globale de 2.9%, est en hausse dans l'ensemble des catégories de communes (+2.7% en pôle urbain, +3.4% pour les couronnes périurbaines, +4.0% pour les communes multipolarisées et +2.6% dans l'espace rural).

En 2010, le montant moyen du NPTZ est en hausse dans l'ensemble (2.8%), la plus forte hausse se réalisant dans les couronnes périurbaines (+3.7%) suivies des pôles urbains (+3.4%), alors que les espaces ruraux ainsi que les communes multi polarisées perdent chacune 0.9%.

De même, la quotité du NPTZ est en hausse dans les couronnes périurbaines et les pôles urbains et en baisse dans les espaces ruraux et les communes multipolarisées.

*Répartition des émissions de NPTZ par type d'opération et de commune en 2010*



Au regard du graphique ci-dessus, la part des maisons neuves est majoritaire sauf dans les pôles urbains (avec 48.3% pour les couronnes périurbaines, 44.9% pour les communes multi polarisées et 45.2% dans l'espace rural). L'individuel ancien seul représente environ un quart des opérations (avec respectivement 23.1%, 27.5%, 30.0% et 27.3%) et l'individuel ancien avec amélioration concentre presque un quart des opérations dans l'espace rural et un sixième dans les communes multi polarisées.

Tout comme les années passées, le poids du collectif (dans l'ancien comme dans le neuf) diminue quand le caractère urbain décroît et inversement, plus le caractère rural s'accroît, plus la part de l'individuel (dans l'ancien comme dans le neuf) est importante.

Une étude permettant de croiser la catégorie de commune de l'ancien logement et celle du nouveau a été réalisée (annexe 7). Il ressort de cette analyse que les flux d'une catégorie à l'autre varient selon la commune d'origine. Les plus stables sont les ménages issus du pôle urbain avec 80.6% dans la même catégorie, alors que 12.5% des accédants de cette catégorie emménagent vers la couronne périurbaine. Les originaires des couronnes périurbaines et communes multi polarisées restent respectivement à 45.8% et 36.0% en moyenne dans la même catégorie, et s'en éloignent pour aller respectivement à 36.9% et 30.1% vers les pôles urbains et 10.8% et 17.7% vers l'espace rural. Enfin, s'agissant des ménages issus de l'espace rural, ils restent stables à 63.9%, sinon migrent vers les pôles urbains (19.1%) et les couronnes périurbaines (12.2%).

En 2010, les caractéristiques marquantes des acquéreurs selon le type de communes sont les suivantes (annexes 4 à 6) :

- Dans les pôles urbains : sont présents en proportions plus importantes les cadres (74.2% des cadres bénéficiaires d'un NPTZ sont dans cette catégorie de commune), mais aussi les professions intermédiaires et les employés. Les personnes seules sont majoritairement représentées (67.6% en baisse de 2.2 points par rapport à 2009) ; les emprunteurs ayant un revenu mensuel N supérieur ou égal à 4 SMIC sont présents en proportion significative (par rapport aux autres types de communes), à l'inverse des 2 et 3 SMIC qui sont proportionnellement moins présents.
- Dans les couronnes périurbaines et communes multi-polarisées, les emprunteurs sont relativement plus homogènes, certaines particularités se détachant tout de même : présence plus importante des ouvriers, des agriculteurs et des familles et sous représentation des ménages à revenus supérieurs à 4 SMIC.
- Enfin, dans les espaces ruraux, outre bien entendu les agriculteurs (61.1% des agriculteurs bénéficiaires d'un NPTZ sont dans cette catégorie mais seulement 2.4% de toutes les opérations financées par un NPTZ en 2010 dans les espaces ruraux concernent les agriculteurs), les ouvriers sont surreprésentés (38.3% des accessions avec un NPTZ dans les zones rurales sont octroyés aux ouvriers contre seulement 18.6% dans les pôles urbains) ; les familles sont proportionnellement plus représentées, au détriment des personnes seules et les emprunteurs avec des revenus inférieurs ou égaux à 3 SMIC sont présents en proportion plus importante.

## 1.2 CARACTERISTIQUES DES MENAGES BENEFICIAIRES

La description des accédants qui ont bénéficié d'un NPTZ en 2010 met en évidence un profil de ménage particulièrement fréquent (identique à celui de l'année 2009) :

- le revenu de référence pris en compte pour l'éligibilité est compris dans les deux premières tranches du barème pour 38.9% de l'ensemble des prêts (85.7% en incluant les tranches 3 et 4 et 51.6% en regroupant les tranches 1 et 4) ;
- dans la plupart des cas, le ménage est composé d'au plus deux personnes, soit 55.8% de l'ensemble, alors que les ménages de trois personnes et moins représentent 77.1%. La taille moyenne des ménages est de 2.5 personnes ;
- le revenu mensuel de l'année N est inférieur strictement à 3 SMIC à hauteur de 79.6% de la population traitée ;
- le taux d'apport<sup>13</sup> est inférieur à 5% dans 59.8% des cas, alors qu'il est inférieur à 15% dans 77.4% des cas (cf page 38) ;
- l'âge de l'emprunteur est inférieur ou égal à 35 ans dans 68.8% des cas et le plus souvent compris entre 26 et 35 ans (52.9%) ;
- 55.4% des emprunteurs vivent en couple ;
- l'emprunteur est le plus souvent employé (34.0%), sa CSP est parmi les employés, ouvriers et professions intermédiaires dans 82.3% des cas ;

---

<sup>13</sup> Le calcul exclut les frais de notaire et les coûts hypothécaires. On se reportera également à la note méthodologique en tête de bilan

## CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

La part des emprunteurs âgés de moins de 25 ans (annexe 8) ayant souscrit un NPTZ en 2010 est stable (15.9% contre 15.8% en 2009) et reste en-dessous de 2007 (16.3%). Bien qu'elle reste majoritaire, la part des emprunteurs âgés de 26 à 35 ans continue de diminuer en 2010 pour atteindre 52.9% de l'ensemble, au profit de la classe d'âge de 36 ans à 45 ans avec 22.5% contre 21.9% en 2009.

En ce qui concerne le statut matrimonial, les personnes seules (par opposition aux couples mariés ou pas) voient leur part à nouveau augmenter en 2010 (+1.8%), les célibataires restant toujours les plus représentés avec 38.2%. Les couples mariés ou vivant maritalement représentent plus de la moitié des effectifs en 2010 (55.4% avec respectivement 25.8% et 29.6%) mais perdent 1.8% par rapport à 2009. Les veufs conservent leur part avec 0.4% et les divorcés ou séparés atteignent 6.0%, soit 0.3 point de plus que l'année précédente.

S'agissant du précédent statut d'occupation de l'emprunteur en 2010, la proportion des locataires HLM se stabilise avec 4.0% en 2010 contre 3.9% en 2009. La proportion des autres locataires (issus du secteur privé) reste la plus importante avec 78.3% de l'ensemble des émissions (en hausse de 0.2 point). Les personnes vivant chez leurs parents représentent 10.2% (en hausse de 0.3 point) alors que les autres statuts se situent à 7.5%.

S'agissant de la taille du ménage (annexe 5), le poids des ménages de petite taille se stabilise. En effet, les ménages composés de 1 et 2 personnes restent largement majoritaires avec 55.8% des prêts (dont plus de la moitié pour les personnes seules) contre 55.4% en 2009, 57.2% en 2008 et 57.1% en 2007. La part des ménages de 3 personnes et plus, appelés familles, est en légère baisse par rapport à 2009 avec 44.2% de l'ensemble.

Enfin, de l'étude de la CSP de l'emprunteur (annexe 8), il ressort que les employés restent en tête des emprunteurs avec 34.0% des prêts, contre 33.5% en 2009. La part des ouvriers (26.2%) augmente de 0.2 point. Les cadres perdent du terrain et représentent 11.6% de l'ensemble (contre 12.2% en 2009). Les employés, ouvriers et professions intermédiaires regroupent 82.3% de l'ensemble des opérations NPTZ en 2010.

## TYPLOGIE DES MENAGES SELON LE REVENU

La typologie des ménages, établie selon le nombre de personnes composant le ménage et le revenu mensuel de l'année N, donne une vision globale des accédants aidés. Les types de ménages sont définis selon les critères suivants :

	Petit ménage (1 ou 2 personnes)	Famille (au moins 3 personnes)
Revenus modestes	moins de 1.5 SMIC (1)	moins de 2 SMIC
Revenus moyens	de 1.5 à 2 SMIC	de 2 à 2.5 SMIC
Revenus intermédiaires	de 2 à 3 SMIC	de 2.5 à 3.5 SMIC
Revenus aisés	plus de 3 SMIC	plus de 3.5 SMIC

(1) Sur la base d'un SMIC mensuel net pour 151.67h de travail à 1005.37€ en 2007, 1037.53€ en 2008, 1050.63€ en 2009, 1055.40€ en 2010

En 2010 (annexe 9), la proportion de ménages selon leur catégorie de revenus varie. En effet, les revenus modestes représentent 21.4% de l'ensemble (contre 21.2% en 2009, soit une hausse de 0.2 point) et les revenus moyens 25.4% (contre 24.1% en 2009, soit une hausse d'environ 1.3 points). La proportion des ménages à revenus intermédiaires atteint 41.0% contre 41.4% en 2009, alors que la part des ménages aux revenus aisés s'élève à 12.2% (contre 13.2% en 2009).

Le graphique ci-après, relatif au croisement des catégories de revenus avec les catégories de ménages, permet d'observer qu'entre 2009 et 2010 les parts sont restées relativement stables, hormis pour les revenus moyens et aisés dans les petits ménages, passant respectivement de 14.7% à 15.8% et de 7.0% à 6.3%.

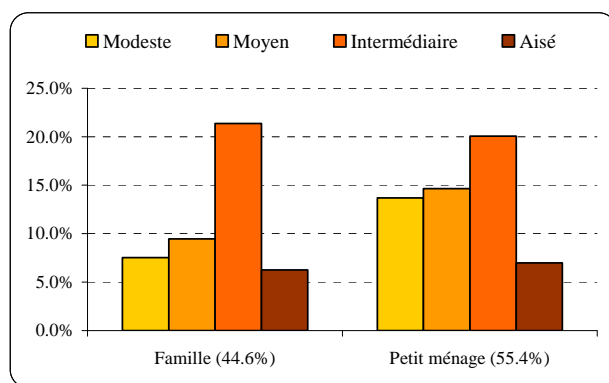
Pour les bénéficiaires étudiés<sup>14</sup>, parmi les familles (44.2% de l'ensemble), les revenus modestes, intermédiaires et aisés perdent respectivement 0.2, 0.1 et 0.4 point alors que la classe moyenne gagne 0.2 point.

---

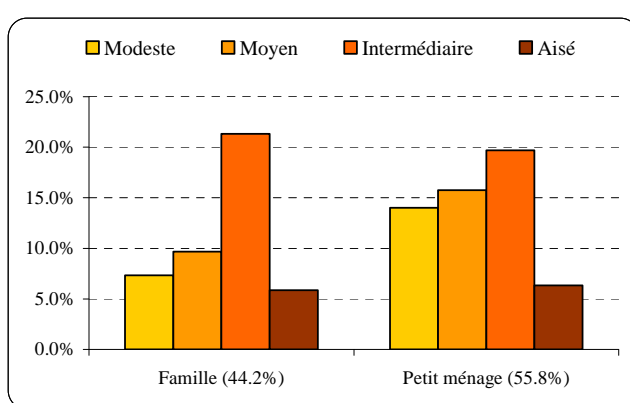
<sup>14</sup> Il s'agit des bénéficiaires dont le revenu de l'année N est bien renseigné



*Poids des catégories de ménages en 2009*



*Poids des catégories de ménages en 2010*



Par ailleurs, il ressort des deux derniers tableaux de l'annexe 9, permettant de croiser les catégories de ménages selon le revenu avec le type d'acquisition, que les familles investissent plus dans l'individuel (84.7% des familles accèdent dans l'individuel contre 69.4% pour l'ensemble). A l'inverse, les petits ménages opteront plus facilement pour un achat dans le collectif (42.8% des petits ménages investissent dans le collectif contre 30.6% dans l'ensemble). Les investissements des familles sont proportionnellement plus présents dans le neuf (45.2% contre 36.5% pour l'ensemble) et ceux des petits ménages dans l'ancien (70.3% contre 63.5% pour l'ensemble).

### Structure de répartition des opérations par type de ménage

	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010
<b>Petits ménages</b>	<b>56.8%</b>	<b>56.8%</b>	<b>55.4%</b>	<b>55.8%</b>	<b>Familles</b>	<b>43.2%</b>	<b>43.2%</b>	<b>44.6%</b>	<b>44.2%</b>
Revenus modestes	23.3%	26.7%	24.7%	25.1%	Revenus modestes	17.4%	22.6%	16.9%	16.6%
Acquisition amélioration	22.4%	23.6%	28.1%	23.3%	Acquisition amélioration	23.0%	20.5%	24.2%	19.4%
Acquisition seule	56.9%	53.8%	47.8%	50.4%	Acquisition seule	39.0%	39.7%	33.6%	33.3%
Neuf	20.7%	22.7%	24.0%	26.3%	Neuf	38.0%	39.9%	42.2%	47.2%
Revenus moyens	24.7%	23.3%	26.5%	28.2%	Revenus moyens	20.3%	19.7%	21.2%	21.9%
Acquisition amélioration	18.7%	21.2%	24.5%	19.4%	Acquisition amélioration	20.7%	23.5%	23.2%	19.7%
Acquisition seule	60.3%	58.7%	51.4%	53.8%	Acquisition seule	38.1%	37.6%	32.9%	31.9%
Neuf	21.0%	20.1%	24.0%	26.8%	Neuf	41.2%	38.9%	43.9%	48.5%
Revenus intermédiaires	37.6%	36.5%	36.2%	35.3%	Revenus intermédiaires	46.8%	44.0%	47.9%	48.2%
Acquisition amélioration	18.6%	20.9%	23.2%	19.2%	Acquisition amélioration	16.7%	19.3%	20.7%	17.3%
Acquisition seule	52.4%	51.2%	44.9%	46.0%	Acquisition seule	41.8%	42.2%	37.6%	36.9%
Neuf	29.0%	27.9%	31.9%	34.8%	Neuf	41.5%	38.6%	41.7%	45.8%
Revenus aisés	14.4%	13.5%	12.6%	11.4%	Revenus aisés	15.5%	13.7%	14.0%	13.3%
Acquisition amélioration	13.5%	16.1%	18.5%	15.9%	Acquisition amélioration	13.0%	15.4%	18.2%	15.1%
Acquisition seule	61.9%	60.5%	54.3%	55.8%	Acquisition seule	56.5%	56.3%	50.7%	49.7%
Neuf	24.6%	23.4%	27.2%	28.3%	Neuf	30.5%	28.3%	31.2%	35.2%

Le tableau ci-dessus reprend les conclusions des pages précédentes : la proportion des petits ménages se stabilise autour 55.8% et reste largement majoritaire (contre 55.7% en 2006, 56.8% en 2007 et 2008 et 55.4% en 2009), au détriment des familles. En 2010, la part des revenus modestes ainsi que celle des revenus aisés perd du terrain par rapport à l'année précédente pour les familles (respectivement -0.3 point et -0.7 point) au profit des revenus moyens et intermédiaires qui gagnent respectivement 0.7 point et 0.3 point. Concernant les petits ménages, les revenus modestes et moyens voient leur part augmenter de 0.4 point et 1.8 points alors que les revenus intermédiaires et aisés la voient baisser de 0.9 point et 1.3 points.

La proportion des opérations dans le neuf continue d'augmenter en 2010, pour les familles avec 45.2% contre 40.8% en 2009 et 37.5% en 2008 et pour les petits ménages avec 29.7% contre 27.3% en 2009 et 24.1% en 2008.

### TRANCHES DU BAREME, REVENU DE L'ANNEE DE REFERENCE

En 2010, la part de la première tranche diminue de 1.0 point par rapport à l'année précédente tandis que celle de la deuxième tranche augmente de 0.6 point, l'ensemble des deux tranches représente 38.9% (39.2% pour les mois de janvier à mai 2010 correspondants à l'année de référence N-2 et 38.6% de juin à décembre, l'année N-1 se substituant à l'année N-2).

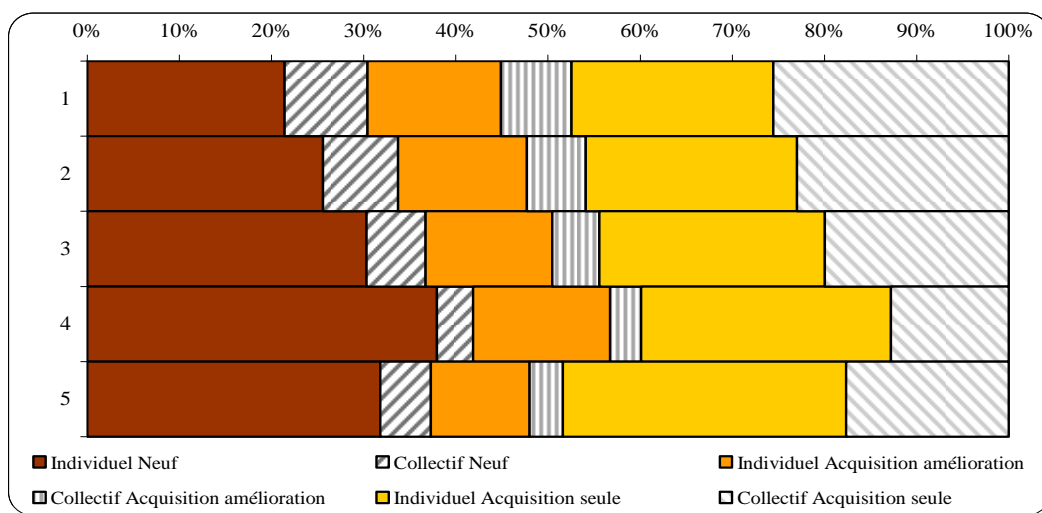
Evolution de la répartition des ménages par tranche du barème<sup>15</sup>

	2007	2008	2009	2010
Tranche 1	24.9%	25.3%	22.7%	21.7%
Tranche 2	17.1%	17.1%	16.6%	17.1%
Tranche 3	17.9%	17.7%	17.2%	17.0%
Tranche 4	28.9%	28.8%	29.7%	29.9%
Tranche 5	11.2%	11.1%	13.9%	14.3%
<b>Ensemble</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Pour l'année 2010, si on compare la répartition par tranche avant et après le 1<sup>er</sup> juin, on constate une diminution de 1.1 points de la proportion de la première tranche au profit des trois suivantes.

En 2010, les emprunteurs appartenant à la tranche 4 sont les plus représentés avec 29.9% des opérations devançant la tranche 1 avec 21.7% des opérations (21.3% pour la période juin-décembre 2010).

Poids en 2010 des types d'opérations des ménages selon la tranche du barème

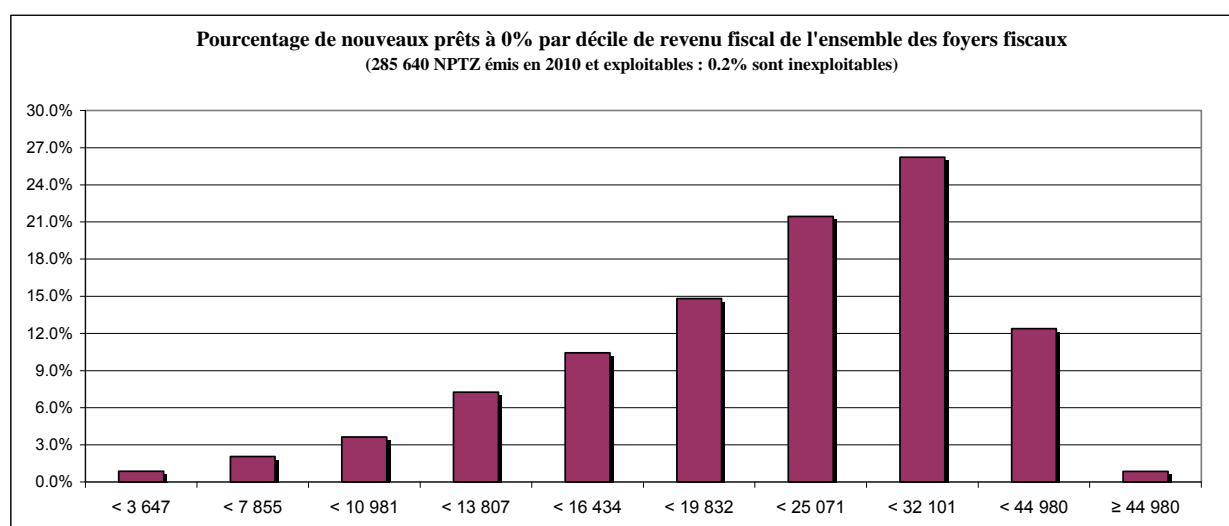


<sup>15</sup> Dans le présent barème, on adopte la répartition en cinq profils d'amortissements bien distincts (et cinq niveaux d'aides publiques bien distincts également). Dans cette répartition, les anciennes tranches 4 et 5 constituent la nouvelle tranche 4, et les deux anciennes tranches 6 et 7 sont rassemblées dans la nouvelle tranche 5.

Au regard de la distribution des opérations selon la tranche de revenu de l'année de référence pris en compte pour l'éligibilité :

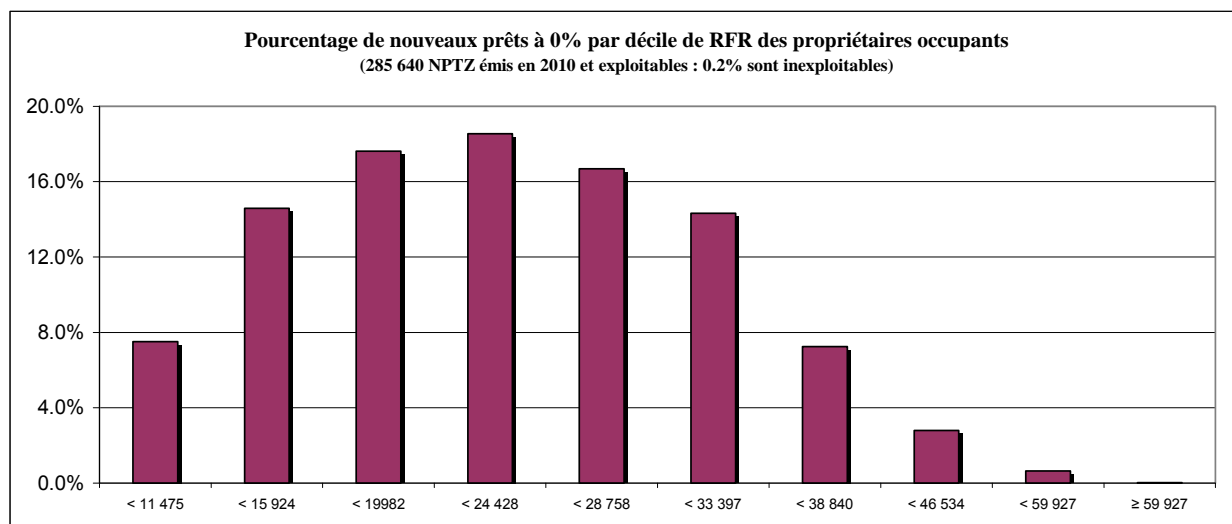
- L'individuel neuf est prépondérant dans les tranches 2, 3, 4 et 5, devancé par le collectif dans l'ancien seul dans la première tranche.
- Globalement, plus la tranche de revenu est élevée plus la part de l'individuel est importante (à l'exception de la dernière tranche).
- Plus la tranche de revenu est élevée, plus les proportions dans le collectif quelque soit le type d'opération (à l'exception de la dernière tranche) sont faibles. A l'inverse, l'individuel neuf (à l'exception de la dernière tranche) et l'individuel ancien seul voient la proportion d'acquéreurs grandir avec le revenu par tranche du barème. L'individuel ancien avec amélioration est stable (à l'exception de la dernière tranche).

La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des NPTZ dont le RFR est exploitable est inégale. 39.1% des NPTZ sont accordés aux six premiers déciles de revenus. Par contre, les emprunteurs ayant un RFR compris entre 19 833 € et 44 980 € (correspondant aux déciles 7 à 9) représentent 60.1% des emprunteurs<sup>16</sup>.



<sup>16</sup> Source des déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux : Ministère de l'Économie, de l'emploi et de l'industrie

La répartition selon les déciles de RFR des propriétaires occupants des NPTZ dont le RFR est exploitable est inégale. 74.9% des NPTZ sont accordés aux cinq premiers déciles de revenus. Par contre, les emprunteurs ayant un RFR supérieur à 28 759 €(correspondant aux déciles 6 à 10) représentent 25.1% des emprunteurs<sup>17</sup>.



<sup>17</sup> Source des déciles de revenu fiscal de l'ensemble des propriétaires occupants : ENL 2006, Insee, exploitation DGALN/DHUP/FLI/LP

## ÉVOLUTION DU REVENU MENSUEL DES MENAGES ENTRE L'ANNEE DE REFERENCE ET L'ANNEE N

Dans ce qui suit, les revenus insuffisamment renseignés et ceux où le revenu de l'année N est égal au revenu de l'année de référence N-1 ou N-2 ont été écartés. Ces revenus ont été également ventilés par tranches de SMIC net calculé sur 151,67 heures travaillées dans le mois (soit 35h/semaine), 1005.37 € en 2007, 1037.53 € en 2008, 1050.63 € en 2009 et 1055.40 € en 2010.

Pour la même raison que précédemment, c'est-à-dire le changement de l'année de revenu de référence pour l'éligibilité au NPTZ, les mois de janvier à mai 2010 d'une part et de juin à décembre 2010 d'autre part sont présentés séparément sur le tableau ci-après.

*Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence prise en compte pour l'éligibilité*

	Tranche du barème en N-2/N-1	1	2	3	4	5	Ensemble
<b>2007</b>	Revenu mensuel moyen N	1 720	2 050	2 370	2 810	3 540	2 420
	<i>Evolution par rapport à N-2/N-1</i>	59.3%	24.2%	17.9%	10.2%	4.1%	18.6%
<b>2008</b>	Revenu mensuel moyen N	1 750	2 080	2 380	2 770	3 500	2 410
	<i>Evolution par rapport à N-2/N-1</i>	63.6%	26.1%	18.4%	8.6%	2.9%	18.7%
<b>2009</b>	Revenu mensuel moyen N	1 780	2 070	2 420	2 870	3 590	2 510
	<i>Evolution par rapport à N-2/N-1</i>	64.8%	25.5%	20.4%	12.1%	5.3%	19.5%
<b>01-05</b>	Revenu mensuel moyen N	1 840	2 090	2 450	2 910	3 610	2 540
<b>2010</b>	<i>Evolution par rapport à N-2</i>	71.1%	26.9%	21.7%	13.6%	6.0%	21.0%
	Montant moyen d'opération	127 140	137 570	151 530	166 490	205 340	155 740
<b>06-12</b>	Revenu mensuel moyen N	1 740	1 990	2 350	2 820	3 510	2 460
<b>2010</b>	<i>Evolution par rapport à N-1</i>	59.7%	20.8%	16.7%	9.9%	3.5%	16.6%
	Montant moyen d'opération	121 520	132 250	146 760	163 400	201 830	151 640
<b>2010</b>	Revenu mensuel moyen N	1 780	2 030	2 390	2 860	3 550	2 500
	<i>Evolution par rapport à N-2/N-1</i>	64.8%	23.0%	18.9%	11.7%	4.4%	18.5%

Globalement sur 2010, le revenu mensuel moyen de l'année N est de 2 500 € en moyenne sur l'ensemble de l'année, soit une baisse d'environ 0.4% par rapport à 2009 (ce qui correspond à 10 euros de moins par mois). L'évolution<sup>18</sup> du revenu de l'année d'émission du NPTZ par rapport au revenu de référence est en légère baisse en 2010, et atteint 18.5% en moyenne (contre 19.5% en 2009).

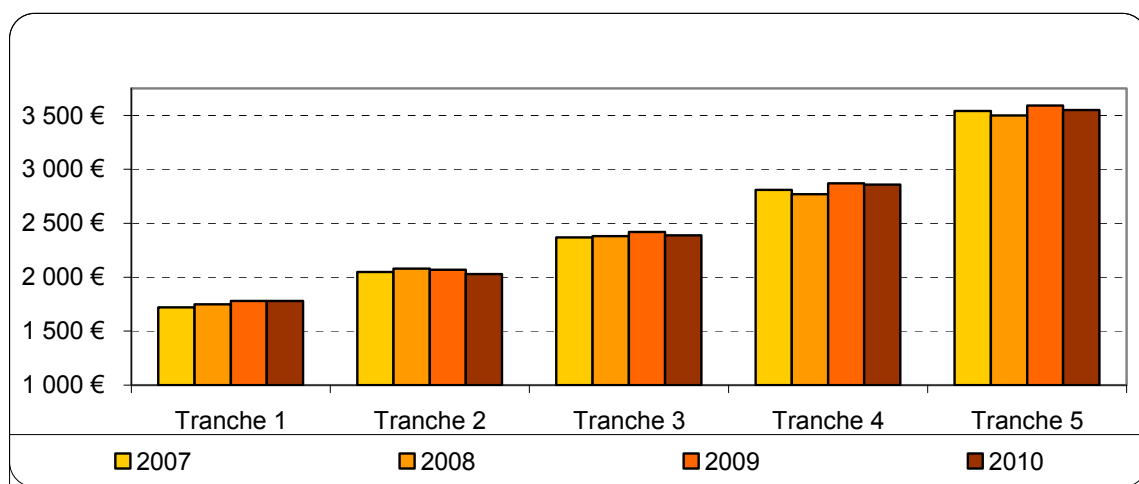
<sup>18</sup> Pour calculer cette évolution, on convertit au préalable le revenu de référence en son équivalent avant les abattements forfaitaires du régime salarié (20 et 10 % avant le 1<sup>er</sup> avril 2007 et 10% seulement au delà)

Le revenu mensuel moyen N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ pour les cinq premiers mois de l'année 2010 est supérieur à celui des sept mois suivants (à savoir respectivement 2 540 € et 2 460 € en moyenne), constat qui est vrai quel que soit la tranche du barème. Le ratio d'évolution des revenus par rapport à l'année de référence est de 21.0% pour les mois de janvier à mai alors qu'il est de 16.6% pour les mois où l'année de référence est N-1, le revenu de référence dépassant un peu celui de l'année courante.

L'écart entre le revenu mensuel moyen de l'année N et le revenu de l'année de référence diminue : s'agissant de l'année de référence N-2, il est compris entre 71.1% pour la première tranche à 6.0% pour la cinquième, cet écart s'étend de 59.7% pour la première tranche à 3.5% pour la cinquième tranche pour les mois avec revenu de référence de l'année N-1.

Par ailleurs, l'écart relatif entre le revenu mensuel moyen le plus élevé (5<sup>ème</sup> tranche) et celui le plus faible (1<sup>ère</sup> tranche) se stabilise en 2010 avec un coefficient de 1.99 (sensiblement identique à la valeur de 2009). Autrement dit le revenu moyen de l'année N des emprunteurs de la dernière tranche est, en moyenne, 2 fois plus important que celui des emprunteurs de la première tranche.

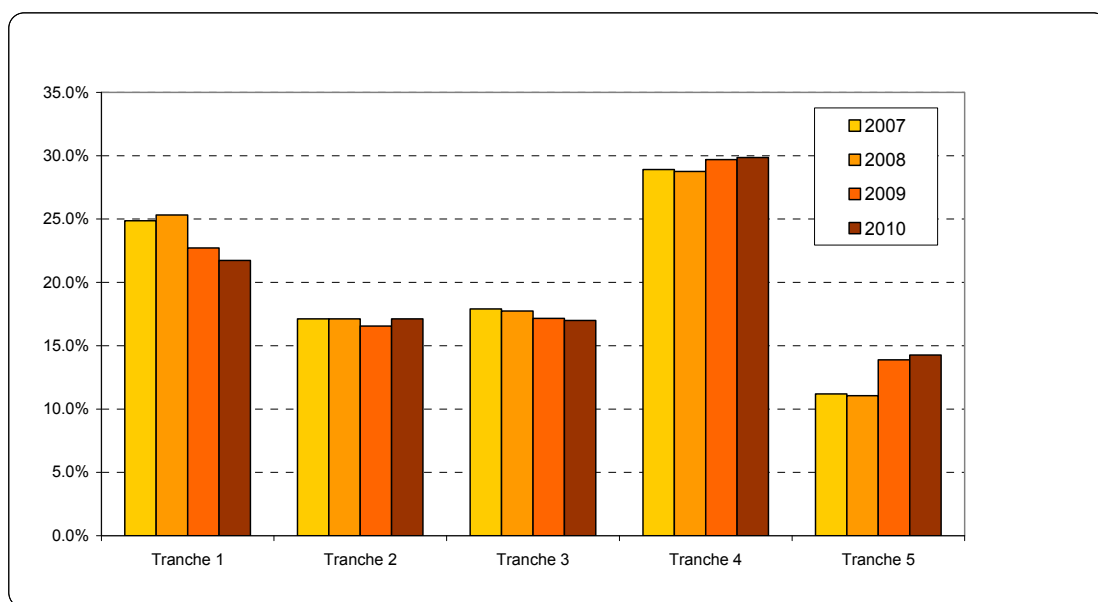
*Évolution du revenu moyen par tranches de revenu*



Au regard du graphique ci-dessus, il ressort que le revenu moyen a légèrement baissé entre 2009 et 2010 dans chacune des tranches 2 à 5 (de 0.3% pour la tranche 4, 1.1% pour la tranche 5, 1.2% pour la tranche 3 et 1.9% pour la tranche 2). Le revenu moyen reste stable dans la tranche 1.

Le graphique suivant permet de retracer l'évolution de la répartition par tranche du barème :

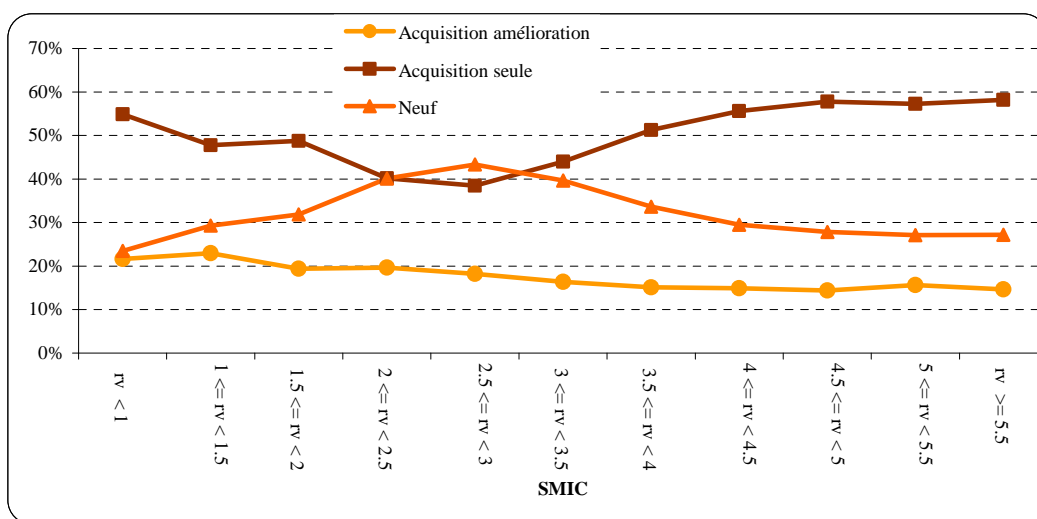
*Évolution du poids des ménages par tranches de revenu*



L'année 2010 est caractérisée par une baisse de la part des bénéficiaires appartenant aux tranches 1 et 3 au profit des deux autres tranches. Ce glissement est explicable en partie par la stabilité du barème, alors que les revenus augmentent.

De la même manière que précédemment, la taille des ménages n'étant pas stable au cours du temps, l'évolution des revenus doit être relativisée.

*Part en 2010 des opérations réalisées par les ménages selon leur revenu*



Le graphique ci-dessus montre une corrélation entre les revenus et le type d'acquisition.



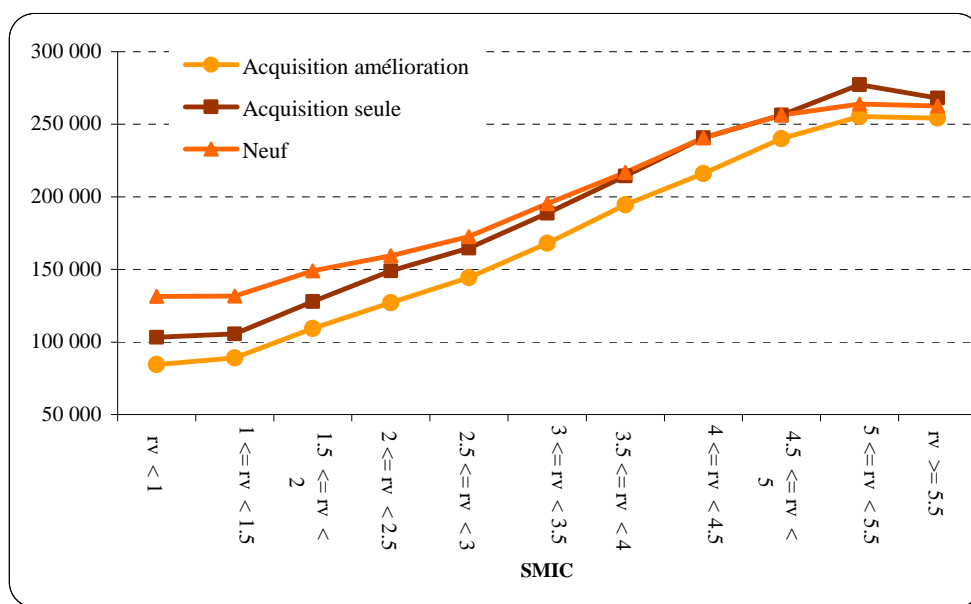
L'ancien seul reste majoritaire pour toutes les classes de revenus, sauf pour la classe de revenu compris entre 2.5 et 3 SMIC, sa part dépassant 55% des opérations pour les classes de revenus supérieurs à 4 SMIC. Toutes les classes de revenus ont des comportements d'achats se distinguant par une proportion plus importante des opérations dans le neuf que dans l'ancien seul.

Concernant les montants d'opérations, ils sont plus élevés de janvier à mai que de juin à décembre quand on compare tranche par tranche. La baisse entre la première et la deuxième partie de l'année va de 4.4% pour la tranche 1 à 1.7% pour la tranche 5.

Au regard du tableau du bas de l'annexe 13, le montant d'opération est une fonction croissante du revenu quel que soit le type d'opération à l'exception des revenus supérieurs à 5.5 SMIC, alors que la quotité a une tendance à la décroissance. Le coût de l'opération le plus faible est pour la tranche inférieure à 1 SMIC avec un montant moyen d'opération de 108 700 €. Pour les tranches de revenu inférieures à 4 SMIC, c'est dans le neuf que le coût d'opération est le plus important mais à partir 5 SMIC c'est l'ancien seul qui est le plus coûteux. Pour les emprunteurs ayant un revenu compris entre 4 et 5 SMIC, les montants dans le neuf et dans l'ancien seul sont identiques. L'ancien avec amélioration reste l'opération avec le coût le plus faible.

Le différentiel des montants moyens d'opération entre la tranche de revenu la plus faible et la plus importante est de 2.44, c'est-à-dire que le montant moyen d'opération est 2.44 fois plus important pour les emprunteurs ayant plus de 5.5 SMIC que ceux ayant moins d'1 SMIC. Cet écart s'agrandit dans l'ancien seul (2.60) et dans l'ancien avec amélioration (3.01) mais diminue dans le neuf (2.00).

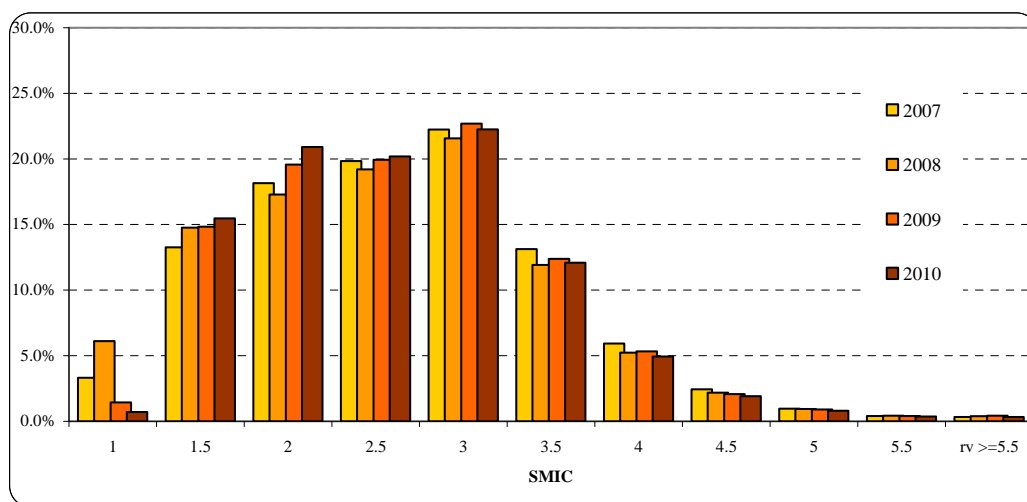
Montant moyen d'opération selon le revenu mensuel N en 2010



Ce graphique fait ressortir certains des constats précédents, comme le fait que le montant moyen d'opération dans le neuf augmente certes avec le déplacement vers le haut sur l'échelle de revenus, mais de façon moins significative (i.e. courbe plus plate) à l'inverse de l'ancien seul. Enfin, le montant moyen d'opération dans l'ancien avec amélioration reste le plus faible sur toutes les classes de revenus.

Le graphique ci-après rend compte de la répartition des ménages en fonction de leur revenu au moment de l'émission de l'offre de prêts exprimé en nombre de SMIC (cf. annexe 12). On observe de très sensibles variations par rapport à 2009, notamment pour les ménages sous 1 SMIC et entre 1.5 et 2 SMIC.

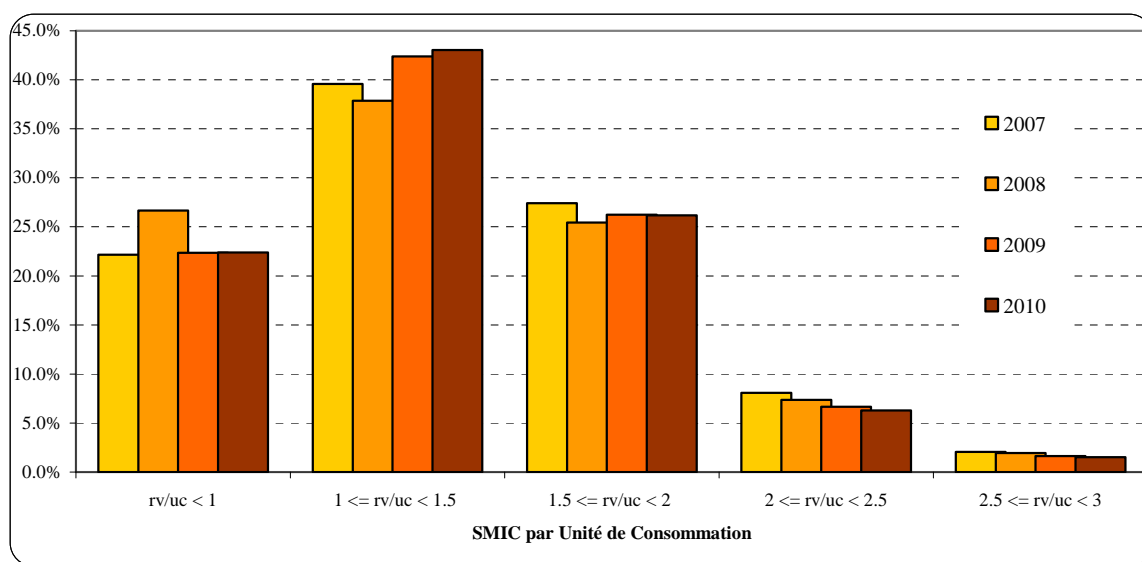
Évolution du poids des ménages selon leur revenu de l'année N comparé au SMIC



Ces constatations doivent être corrigées dès lors qu'on prend en compte la taille des ménages. C'est ce que fait le graphique suivant qui présente le revenu annuel de l'année N corrigé en s'appuyant sur l'échelle d'Oxford<sup>19</sup>.

*Évolution du poids des ménages selon leur revenu par unité de consommation de l'année N comparé au SMIC*

*(En abscisse : revenu mensuel par unité de consommation / SMIC mensuel de l'année considérée)*

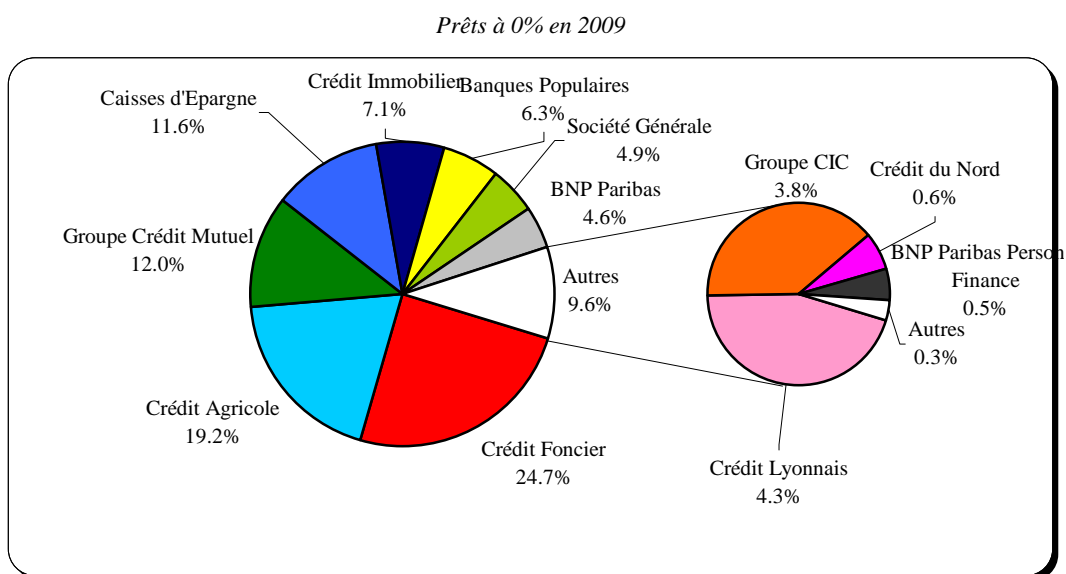


De 2009 à 2010, la part des ménages reste stable pour ceux ayant un revenu mensuel par unité de consommation inférieur à 1 SMIC, elle augmente entre 1 et 1.5 SMIC de 0.7 point au détriment des revenus mensuels par unité de consommation compris entre 2 et 2.5 SMIC, qui perdent 0.4 point.

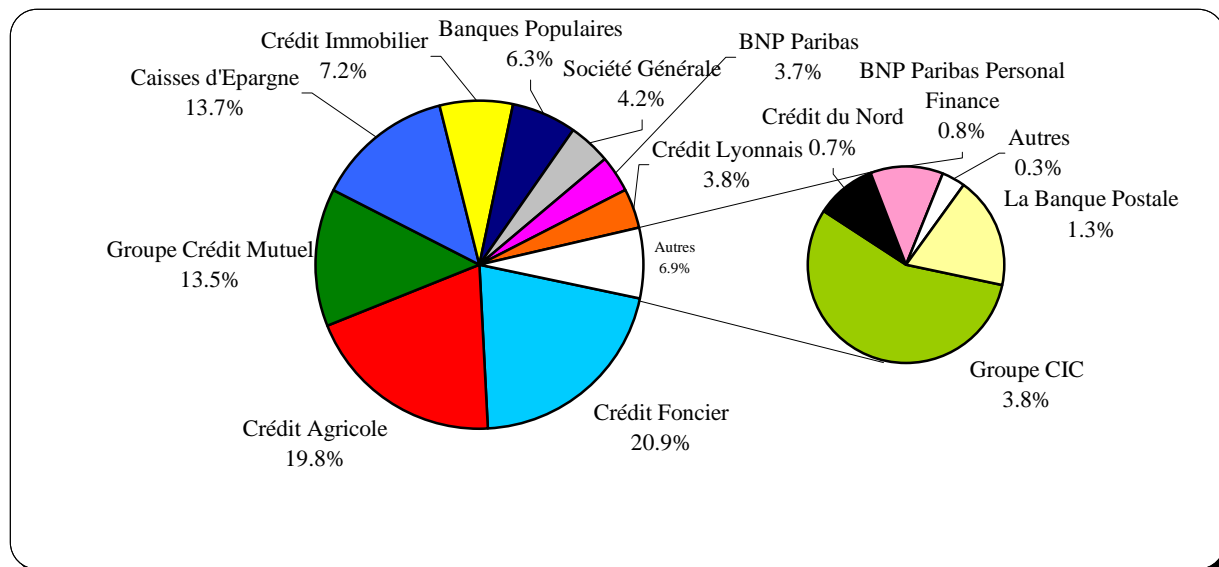
<sup>19</sup> Celle-ci attribue 1 unité de consommation pour la première personne, 0,7 pour la seconde (en supposant qu'il s'agisse du conjoint) et 0,5 pour chacune des suivantes (en supposant qu'il s'agisse d'enfants de moins de 14 ans). Le calcul de l'unité de consommation globale du ménage se fait en fonction du nombre de personnes sous réserve des éventuelles erreurs provenant d'incertitudes portant d'une part, sur les familles monoparentales (coefficient de 1.5 au lieu de 1.7) et d'autre part, les familles avec des enfants âgés de plus de 14 ans (les enfants âgés de plus de 14 ans coûtant 0.7 unités de consommation et non plus 0.5).

### 1.3 PARTS DE MARCHÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET PLANS DE FINANCEMENT

En 2010, la hiérarchie des parts de marché du NPTZ reste stable par rapport à 2009. Le groupe BPCE/Crédit Foncier reste en tête avec 41.4% de part de marché (contre 42.6% en 2009, soit une diminution de 1.2 points). Cette baisse peut s'expliquer par le fait que la Banque Postale, dont les NPTZ étaient distribués par le Crédit Foncier jusque fin juin 2010, apparaît ensuite directement avec une part de marché de 1.3% en 2010. Le Crédit Agricole (dont le Crédit Lyonnais) est stable en deuxième position avec 23.9% (23.5% en 2009) suivi du groupe Crédit Mutuel/CIC avec 17.6% (15.7% en 2009, soit une hausse de 1.9 points). Le Crédit Immobilier arrive en 4<sup>ème</sup> position avec 7.3% de l'ensemble des opérations suivi de BNP Paribas (dont BNP Paribas Personal Finance) qui s'élève à 4.6%, devant la Société Générale avec 4.3% de l'ensemble des opérations (en baisse de 0.6 point par rapport à 2009).

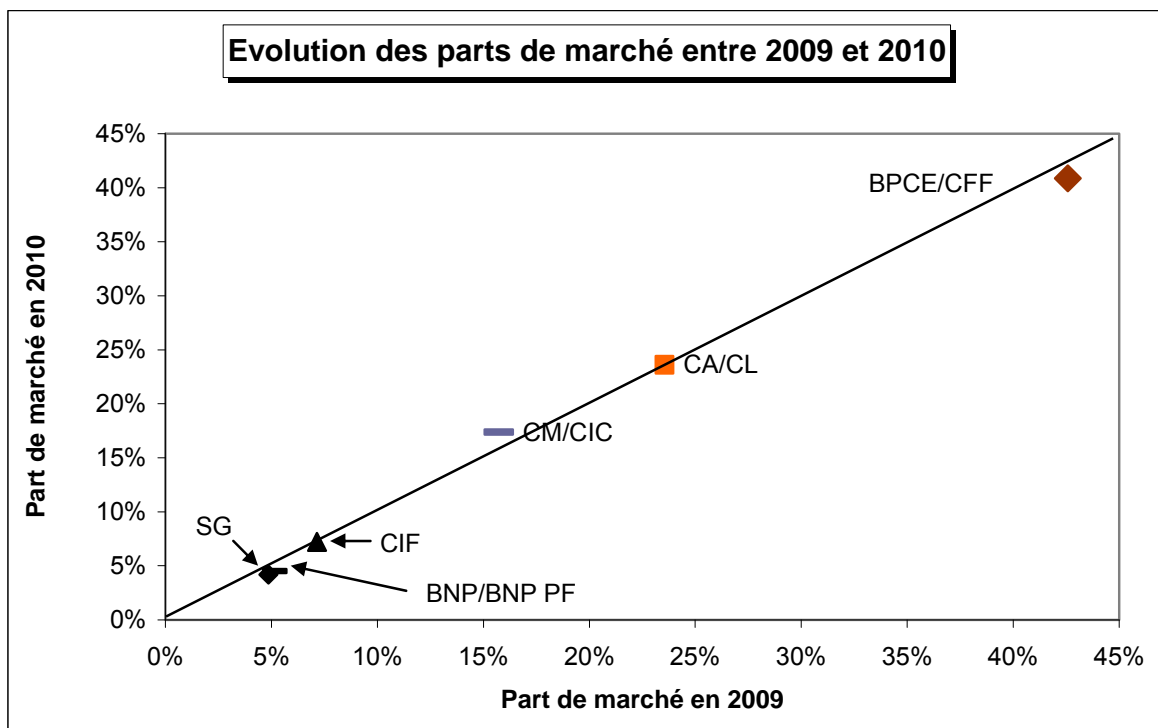


### Prêts à 0% en 2010



Le graphique suivant illustre l'évolution des parts de marché entre 2009 et 2010 pour les groupes ou réseaux ayant une part de marché supérieure ou égale à 3.6% entre 2009 et 2010. Les points, représentant les groupes situés sur la diagonale (droite d'équation  $Y=X$ ), indiquent une part de marché identique. Un point positionné au-dessus de cette droite signifie que le groupe ou réseau correspondant a enregistré une hausse de part de marché en 2010, un point positionné en-dessous révèle une diminution de part de marché du groupe ou réseau qu'il représente.

Ainsi, seul BPCE/Crédit Foncier, se situant au dessous de la droite, perd du terrain, passant de 42.6% de parts de marché en 2009 à 41.4% en 2010. A l'opposé, le Crédit Mutuel/CIC gagne 1.9 points. Tous les autres, situés sur la diagonale, restent relativement stables par rapport à 2009.

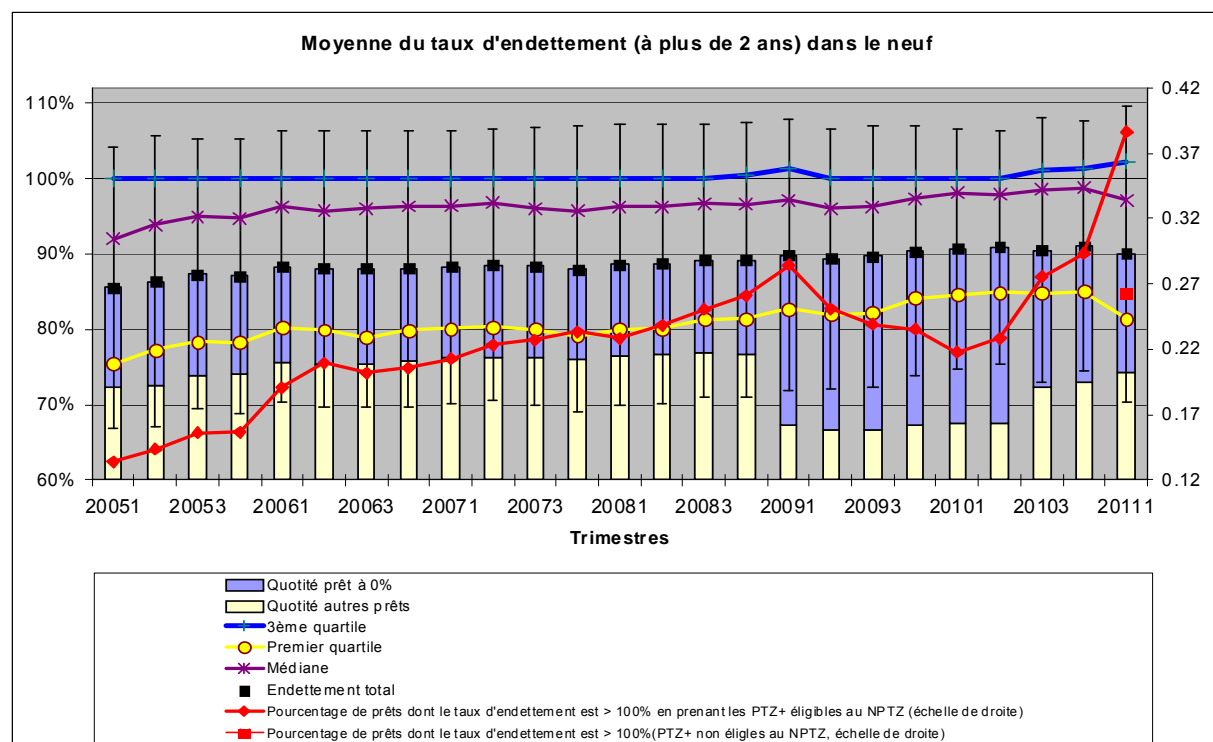


Avec les abréviations suivantes : CA pour le Crédit Agricole, CM pour le Crédit Mutuel, BPCE pour Banques populaires-Caisses d'Épargne, CFF pour le Crédit Foncier, CL pour le Crédit Lyonnais, CIF pour le Crédit Immobilier, CIC pour le groupe CIC, BNPPF pour BNP Paribas Personal Finance et BP pour les Banques Populaires.

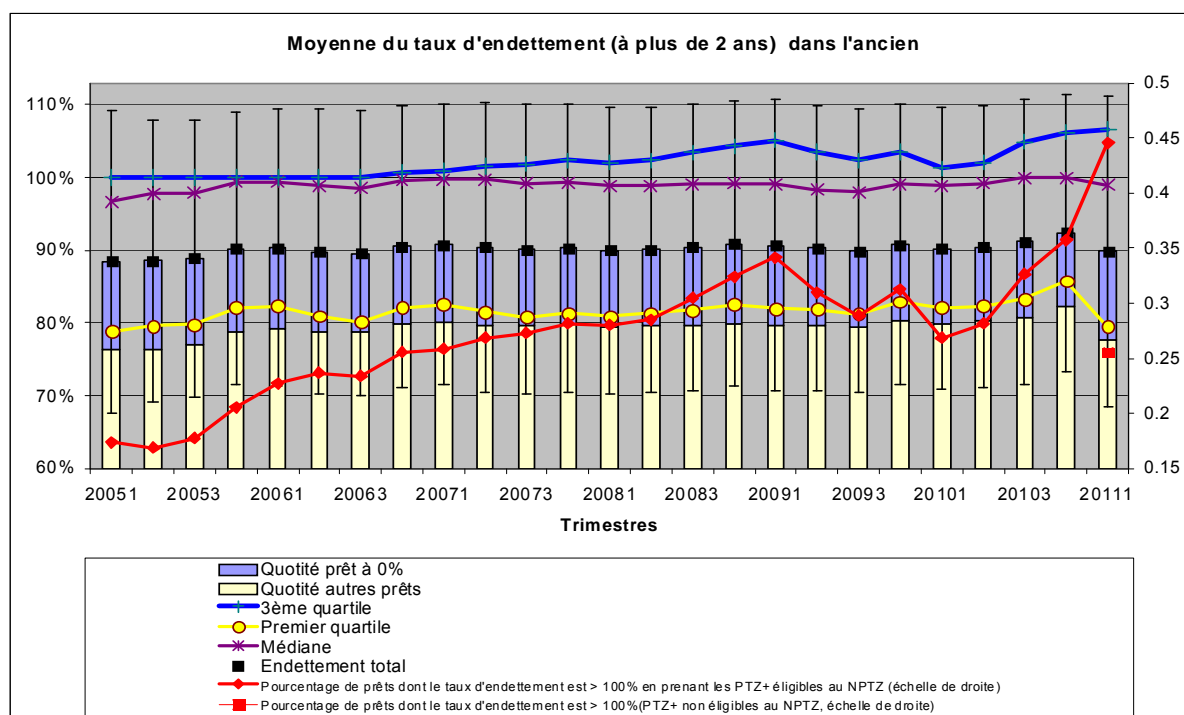
## PLANS DE FINANCEMENT

Le taux d'apport personnel a diminué en 2010 de 1,3 points par rapport à 2009 pour s'établir à 10.1%. La part des emprunteurs ayant moins de 5% d'apport personnel, (annexe 15) soit 59.8%, augmente de 4.1 points par rapport à 2009. Cette hausse concerne le neuf : 5.3 points de plus, l'ancien avec amélioration : 7.9 points de plus et l'ancien seul en hausse de 2.8 points. En raisonnant en nombre d'emprunteurs et non plus en proportion, la hausse est de 42.0% pour les ménages ayant moins de 5% d'apport, de 21.9% pour ceux ayant entre 5 et 15% d'apport, de 21.8% pour ceux ayant un apport compris entre 15 et 25%, de 19.7% pour ceux ayant un apport compris entre 25 et 50% et pour ceux ayant plus de 50% d'apport personnel, on observe une hausse de 10.6%.

On constate à l'aide de ces graphiques que le pourcentage de prêts dont le taux d'endettement<sup>20</sup> est supérieur strictement à 100% a considérablement augmenté depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2010, d'où un taux d'apport personnel inférieur à 5% présent dans 59.8% des cas.



<sup>20</sup> Le taux d'endettement moyen des ménages se calcule en faisant le rapport entre les encours de crédit accordés et le revenu disponible brut annuel. Ce rapport se calcule hors droit de mutation et frais de notaire.

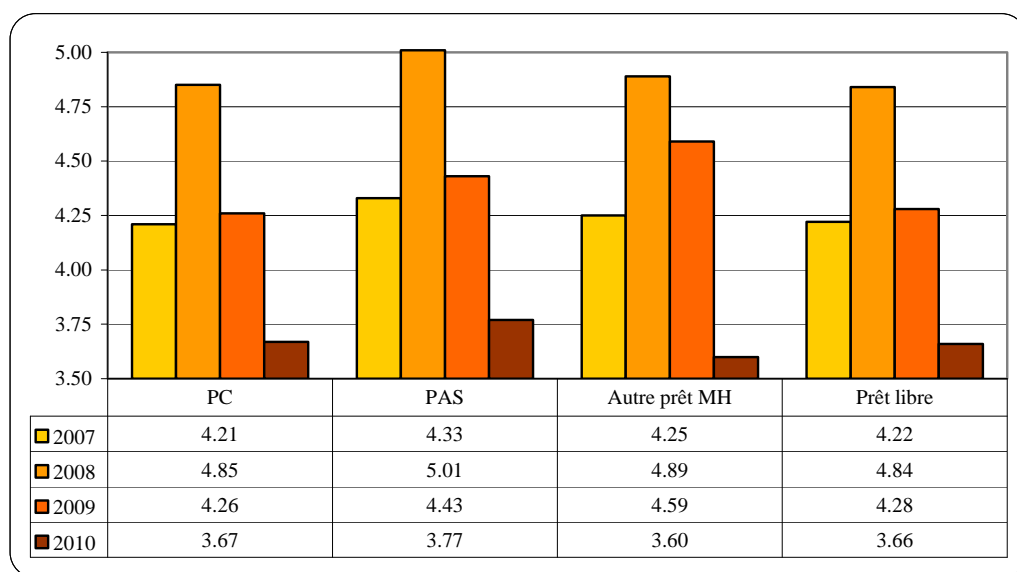


D'après le graphique ci-dessous, les taux nominaux des prêts principaux ont fortement diminué en 2010, quel que soit le type du prêt, avec un taux moyen du prêt principal<sup>21</sup> compris dans la fourchette de 3.60% pour les autres prêts éligibles au marché hypothécaire (MH) à 3.77% pour les PAS.

<sup>21</sup> Le taux moyen étudié ici concerne les prêts à taux fixes d'une durée de 20 ans.



Taux nominal fixe moyen du prêt principal



En 2009, le prêt PASS-Foncier en tant que prêt principal est créé avec un taux nominal moyen égal à 1.25. En 2010, 31.2% de ces prêts ont un taux nominal de 1.25 et dans 51.4% des cas, il est de 4.5 pour une moyenne égale à 3.43.

La durée moyenne des prêts principaux associés aux NPTZ se stabilise en 2010 autour de 23.4 ans (contre 23.0 ans en 2009).

Quel que soit le type de prêt, la durée est supérieure dans le neuf. La durée (annexe 16) est supérieure à 22 ans à l'exception des PC dans l'ancien, et même supérieure 25 ans pour les PAS en neuf. Quant aux prêts PASS-Foncier, leur durée moyenne est supérieure à 31 ans.

Au regard du type de garantie du prêt principal associé aux NPTZ la part de l'hypothèque se stabilise à 45% (contre 46% en 2008 et 49% en 2007) de l'ensemble.

Cependant, en 2009, la part de la garantie par un organisme de cautionnement redescend à 42%, une part qui continue de baisser en 2010 avec seulement 34%.

Type de garantie du prêt principal	2007	%	2008	%	2009	%	2010	%
<b>Hypothèque</b>	119 176	49%	96 584	46%	98 277	45%	130 065	45%
dont PAS	28 137	11%	25 260	12%	44 185	20%	45 180	16%
<b>Cautionnement (organisme)</b>	105 047	43%	96 981	46%	91 678	42%	98 253	34%
<b>Caution personnelle</b>	3 203	1%	2 556	1%	3 866	2%	4 489	2%
<b>Autre garantie</b>	6 822	3%	5 321	3%	3 449	2%	3 783	1%
<b>Pas de garantie</b>	10 990	4%	10 036	5%	19 233	9%	49 666	17%
<b>Ensemble</b>	245 238	100%	211 478	100%	216 503	100%	286 256	100%

S'agissant de la quotité du montant moyen du prêt principal, elle est en très légère baisse de 0.1 point par rapport à 2009, et s'établit à 65.1% (contre 65.2% en 2009, 68.2% en 2008, 70.0% en 2007 et 70.8% en 2006). La quotité moyenne de l'apport personnel est en baisse de 1.5 points. La quotité moyenne du NPTZ est en légère diminution par rapport à l'année dernière avec 14.1% (contre 14.4% en 2009, 10.5% en 2008 et 2007 et 10.9% en 2006). La quotité des autres prêts augmente quant à elle de 1.8% avec 8.5%.

*Quotités des montants moyens par année d'émission*

Année d'émission	2006	2007	2008	2009	2010
<b>NPTZ</b>	10.9%	10.5%	10.5%	14.4%	14.1%
<b>Prêt Principal</b>	70.8%	70.0%	68.2%	65.2%	65.1%
<b>Autres Prêts</b>	5.3%	5.9%	6.7%	6.7%	8.5%
<b>Apport Personnel</b>	13.1%	13.6%	14.6%	13.7%	12.2%
<b>Total</b>	100%	100%	100%	100%	100%

En 2010, la première tranche de revenu se caractérise par la quotité la plus élevée d'apport personnel (15.2%) et la quotité la plus faible de prêt principal (63.1%) et d'autres prêts (7.8%). A l'opposé, la quatrième tranche détient les plus fortes quotités de NPTZ (14.6%) et de prêt principal (66.5%). La dernière tranche se caractérise quant à elle par la quotité la moins importante de NPTZ (13.6%).

*Quotités des montants moyens par tranche de revenu en 2010*

Tranches de Revenus de l'année de référence	1	2	3	4	5
<b>NPTZ</b>	13.9%	14.2%	14.0%	14.6%	13.6%
<b>Prêt Principal</b>	63.1%	63.7%	64.0%	66.5%	66.4%
<b>Autres Prêts</b>	7.8%	8.5%	9.2%	8.8%	8.2%
<b>Apport Personnel</b>	15.2%	13.6%	12.7%	10.1%	11.7%
<b>Total</b>	100%	100%	100%	100%	100%

En distinguant le neuf et l'ancien, on constate que la quotité du NPTZ est systématiquement plus importante du fait du doublement de celui-ci dans le neuf (de 21.3% à 22.3%) alors que dans l'ancien, elle varie entre 9.2% à 9.7%. Cela a pour incidence une quotité du prêt principal plus grande dans l'ancien (de 67.2% à 70.8%) que dans le neuf (de 55.2% à 60.7%).

2010	Neuf	Ancien	Neuf	Ancien	Neuf	Ancien	Neuf	Ancien	Neuf	Ancien
	1		2		3		4		5	
NPTZ	22.1%	9.7%	22.3%	9.5%	21.9%	9.2%	21.8%	9.3%	21.3%	9.2%
Prêt Principal	55.2%	67.2%	56.1%	68.1%	57.7%	67.9%	60.7%	70.8%	60.6%	69.8%
Autres Prêts	8.7%	7.3%	9.5%	7.9%	9.7%	8.9%	9.2%	8.6%	8.1%	8.2%
Apport Personnel	13.9%	15.8%	12.0%	14.4%	10.6%	14.1%	8.3%	11.3%	10.0%	12.7%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Le tableau suivant présente les différents plans de financement des opérations avec un NPTZ en 2010.

*Plans de financement accompagnant le NPTZ en 2010*

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Pass-Foncier	Autre prêt social	Prêt 1%
<i>Seul</i>	8.8%	1.4%	8.9%	36.9%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	0.0%	0.0%	0.3%	15.5%	0.1%	0.5%	0.1%	0.1%
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	0.0%	0.0%	5.6%	2.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
... + 1 ou plusieurs prêts 1% (hors Pass-Foncier)	0.9%	0.2%	0.6%	2.9%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
... + 1 ou plusieurs PAS	1.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	0.2%
... + 1 ou plusieurs PEL	0.5%	0.2%	0.8%	1.7%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	0.3%	0.1%	0.2%	1.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
... + 1 ou plusieurs PC	0.0%	0.3%	0.0%	0.0%	0.0%	0.5%	0.0%	0.0%
... + 1 ou plusieurs Pass-Foncier	0.6%	0.1%	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
... + Autres combinaisons	0.4%	0.1%	0.8%	2.7%	0.0%	0.6%	0.0%	0.1%
<i>Ensemble (1)</i>	12.4%	2.5%	17.1%	63.3%	0.2%	3.9%	0.2%	0.4%

(1) Les 15 221 PTZ non exploités correspondent à des erreurs de déclaration des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

(\*) Autre prêt éligible au Marché Hypothécaire.

Les NPTZ associés à un prêt libre restent majoritaires avec 63.3% des opérations (soit une hausse de 0.3 point par rapport à 2009) tandis que les autres prêts accompagnés d'un autre prêt éligible au marché hypothécaire (MH) augmentent de 0.7 point par rapport à 2009. La part des prêts accompagnés d'un PAS diminue fortement avec 5.3 points de moins par rapport à 2009 et se situe à 12.4% alors que la part des prêts accompagnés d'un autre PC remonte à 2.5% (contre 1.1% en 2009). La part des NPTZ associés à un PEL reste stable (0.2% contre 0.9% en 2009), et en 2010, 3.9% des NPTZ sont accompagnés d'un prêt PASS-Foncier.

En 2010, on assiste à une augmentation du nombre de prêts dans le plan de financement des opérations (avec NPTZ). En effet, les prêts principaux seuls représentent 56.1% des opérations en 2010 contre 59.2% en 2009.

En distinguant les différents prêts principaux selon le type d'acquisition (annexes 17 et 18), il s'avère que le prêt libre intervient dans la majorité des opérations : 71.8% dans l'ancien et 47.7% dans le neuf. Il est en hausse dans l'ancien et en baisse dans le neuf par rapport à 2009 où il intervenait respectivement à hauteur de 68.4% et 51.3%.

En 2010, 24.6% des opérations dans le neuf sont accompagnés par un PAS ou un PC (contre 30.5% en 2009) mais seulement dans 9.7% des acquisitions dans l'ancien (contre 13.5% en 2009).

Concernant les NPTZ accompagnés d'un prêt PASS-Foncier (appelés dans ce qui suit par simplification « PASS Foncier » mais ne comprenant donc pas l'autre modalité de montage avec un bail à construction), ils sont au nombre de 13 372 en 2010 et représentent 4.7% de l'ensemble des NPTZ émis en 2010.

Les NPTZ accompagnés d'un PASS-Foncier ont un montant moyen de 47 200 € contre 22 400 € dans l'ensemble alors que le montant moyen d'opération est égal à 173 400 € contre 153 500 € dans l'ensemble.

Le taux nominal moyen du PASS Foncier en tant que prêt principal sans restriction de durée est de 3.90 alors que la médiane est quant à elle de 4.50.

*Caractéristiques des NPTZ accompagnés d'un PASS-Foncier en 2010*

	<b>PASS-Foncier</b>
<b>Effectif</b>	13 374
<b>Montant moyen du NPTZ</b>	47 213 €
<b>Montant moyen d'opération</b>	173 404 €
<b>Revenu moyen</b>	28 704 €
<b>RFR moyen</b>	23 046 €
<b>Durée totale du NPTZ (en mois)</b>	238
<b>Durée totale du prêt principal (en mois)</b>	355
<b>Nombre de personnes</b>	2.7
<b>Individuel / Collectif</b>	62% / 38%

Plus d'un tiers des NPTZ accompagnés d'un PASS Foncier se situent en zone C alors que seulement 11.8% se situent en zone A. En regroupant les zones B1 et B2, on retrouve 53.8% des NPTZ accompagnés d'un PASS Foncier.

Lorsqu'un NPTZ est accompagné d'un PASS Foncier, il est fait l'objet d'une majoration ENL dans 88.5% des cas.

*Répartition des NPTZ accompagnés d'un PASS Foncier par zone en 2010*

zone	Répartition
A	11.8%
B1	31.3%
B2	22.5%
C	34.3%

On constate sur le tableau ci-dessous que seuls sept établissements fournissent des PASS-Foncier.

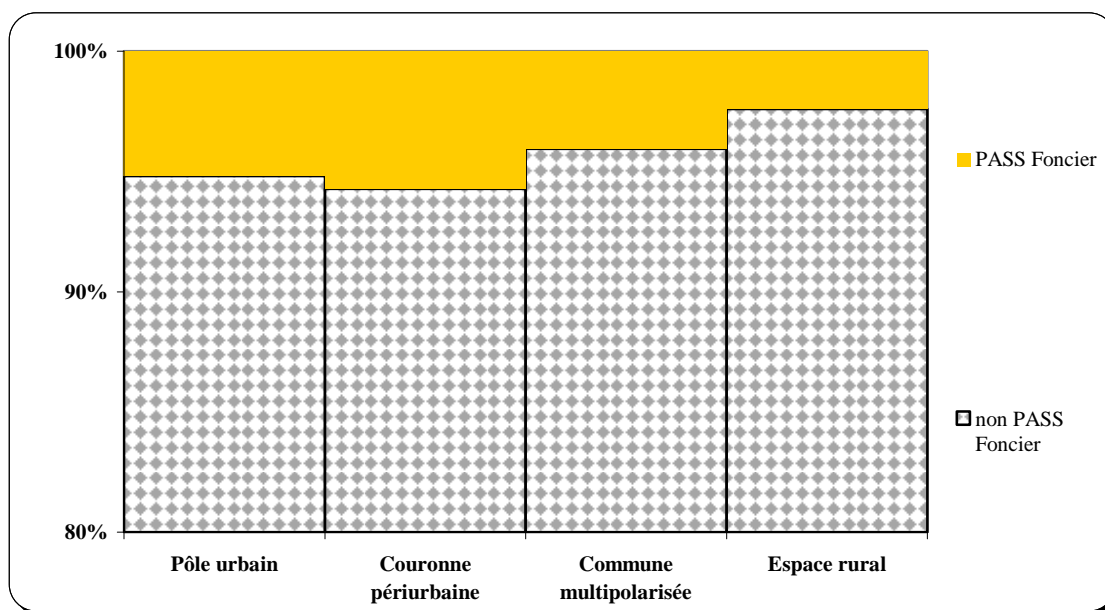
La part du Crédit Foncier de France, en termes de montant prêté, des NPTZ accompagnés d'un PASS-Foncier, est de pratiquement la moitié (48.6%) alors qu'elle n'est que de 20.9% dans l'ensemble des NPTZ.

*Parts de marché en montant prêté des NPTZ accompagnés d'un PASS-Foncier en 2010*

	<b>PASS-Foncier</b>
<b>Crédit Immobilier de France</b>	11.4%
<b>Crédit Foncier de France</b>	48.6%
<b>Caisse d'Epargne (BPCE)</b>	16.3%
<b>Banques Populaires (BPCE)</b>	0.2%
<b>Crédit du Nord</b>	0.0%
<b>Société Générale</b>	0.0%
<b>Crédit Agricole</b>	11.6%
<b>LCL</b>	0.0%
<b>Crédit Mutuel</b>	10.5%
<b>CIC</b>	1.5%
<b>BNP Paribas</b>	0.0%
<b>BNP Paribas Personal Finance</b>	0.0%
<b>Autres établissements</b>	0.0%

Le graphique suivant montre la répartition des NPTZ accompagnés d'un PASS Foncier par type de communes en 2010. Ce sont dans les pôles urbains ainsi que dans les couronnes périurbaines que sont présents en proportion le plus de PASS Foncier.

Répartition des NPTZ accompagnés d'un PASS Foncier par type de commune en 2010



#### ALLONGEMENT DE LA DUREE DES PRETS ET LISSAGE

Au fil des ans, il a été constaté que de moins en moins de prêts principaux s'inscrivaient parfaitement dans la durée du différé du PTZ, contrairement au schéma idéal d'origine qui supposait que la durée du prêt principal soit égale à celle du différé. Il convient de rappeler que le problème ne se pose que pour les trois premières tranches du barème, dans la mesure où le remboursement du NPTZ s'effectue sans aucun différé à partir de la tranche 4 (pour ces dernières, il y a d'emblée superposition).

D'après le tableau ci-dessous, la proportion des prêts principaux s'inscrivant dans la durée du différé du PTZ ancien dispositif (i.e. jusqu'en 2004) chute au cours du temps, chute ralentie en 2004, sans doute dû à l'allongement de la période 1, en vigueur depuis novembre 2003 mais qui a repris pour l'année 2005.

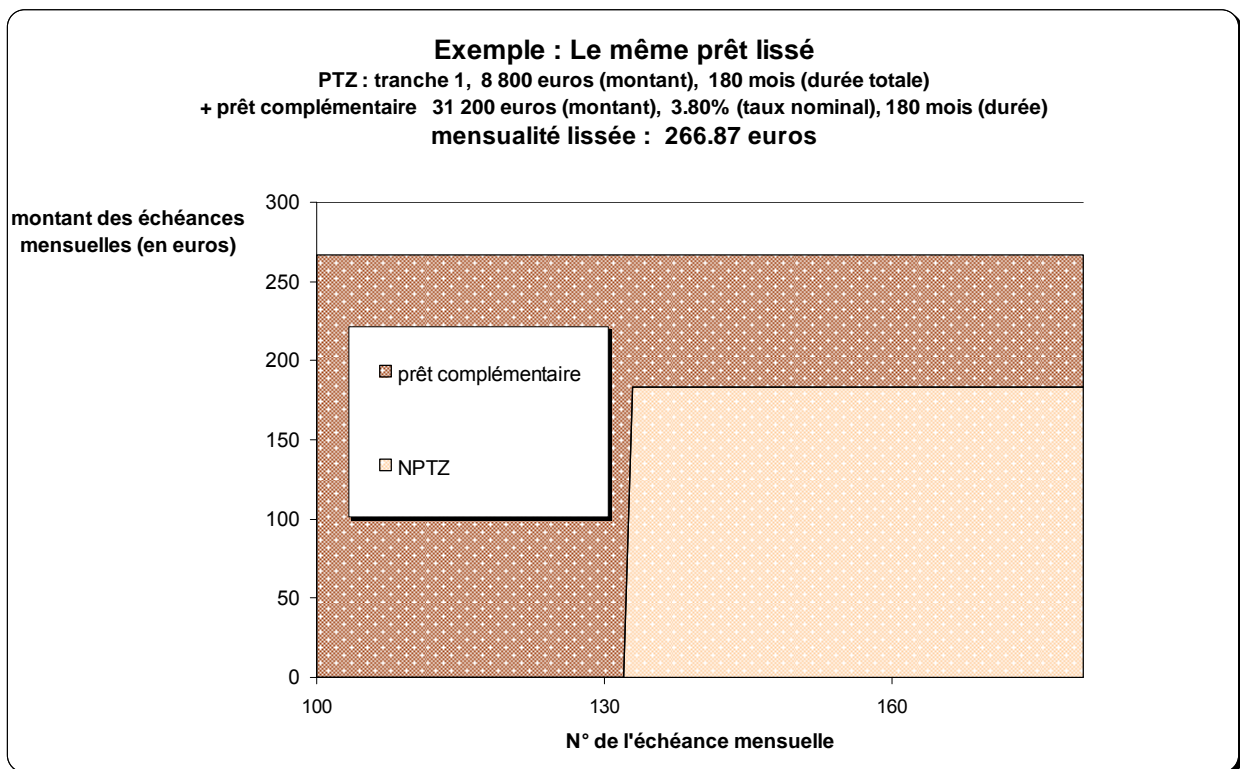
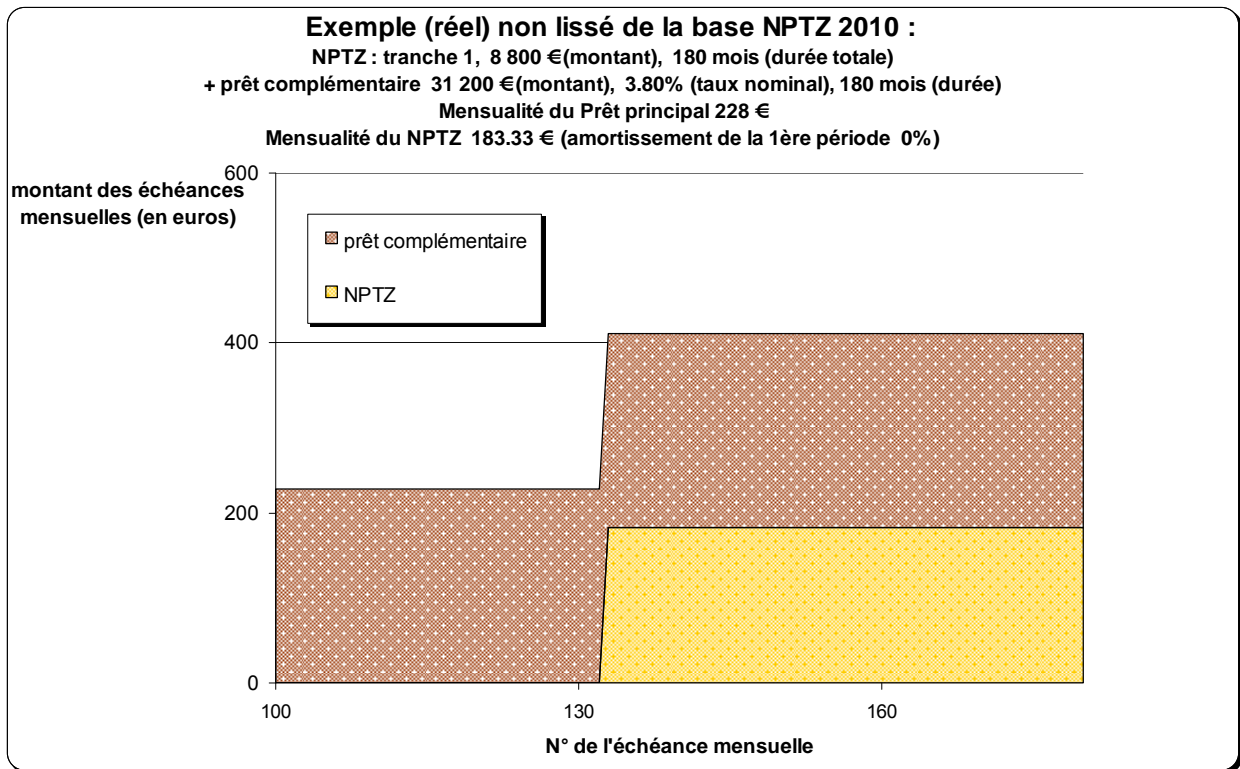
En 2010, les parts d'emprunteurs s'inscrivant dans la durée du différée du NPTZ sont en baisse avec 21.0% pour la tranche 1, 17.3% pour la tranche 2 et 11.6% pour la tranche 3 (contre respectivement 23.0%, 19.3% et 13.1% en 2009).

année d'émission	tranche 1	tranche 2	tranche 3
1996	91.2%	86.8%	85.5%
1998	77.3%	72.1%	69.4%
2002	44.1%	35.3%	12.9%
2004	40.7%	26.9%	7.6%
2005	35.6%	29.8%	17.8%
2006	25.2%	20.7%	12.2%
2007	19.2%	15.9%	10.0%
2008	19.5%	16.0%	10.8%
2009	23.0%	19.3%	13.1%
2010	21.0%	17.3%	11.6%

A noter que l'allongement réglementaire de la période de différé n'a pas été pleinement exploité par les établissements distributeurs puisque, par exemple, la durée moyenne observée pour la tranche 1 en 2010 est de 200 mois (200 mois en 2009, 205 mois en 2008, 206 mois en 2007, 205 mois en 2006 et 201 mois en 2005) alors que la durée réglementaire de la période 1 pour ces années a été portée à 216 mois.

Par ailleurs, l'étude sur l'éventuelle présence des prêts « lissés », dont les mensualités seraient révisées à la baisse lorsque le NPTZ entre en période d'amortissement maximum par souci d'éviter les brusques augmentations du taux d'effort par empilement de mensualités, a été reconduite cette année. Il convient de signaler que dans cette étude on se restreint aux primo-accédants ayant un seul prêt complémentaire au NPTZ dans la mesure où on ne connaît pas suffisamment les caractéristiques financières des autres prêts que le prêt principal.

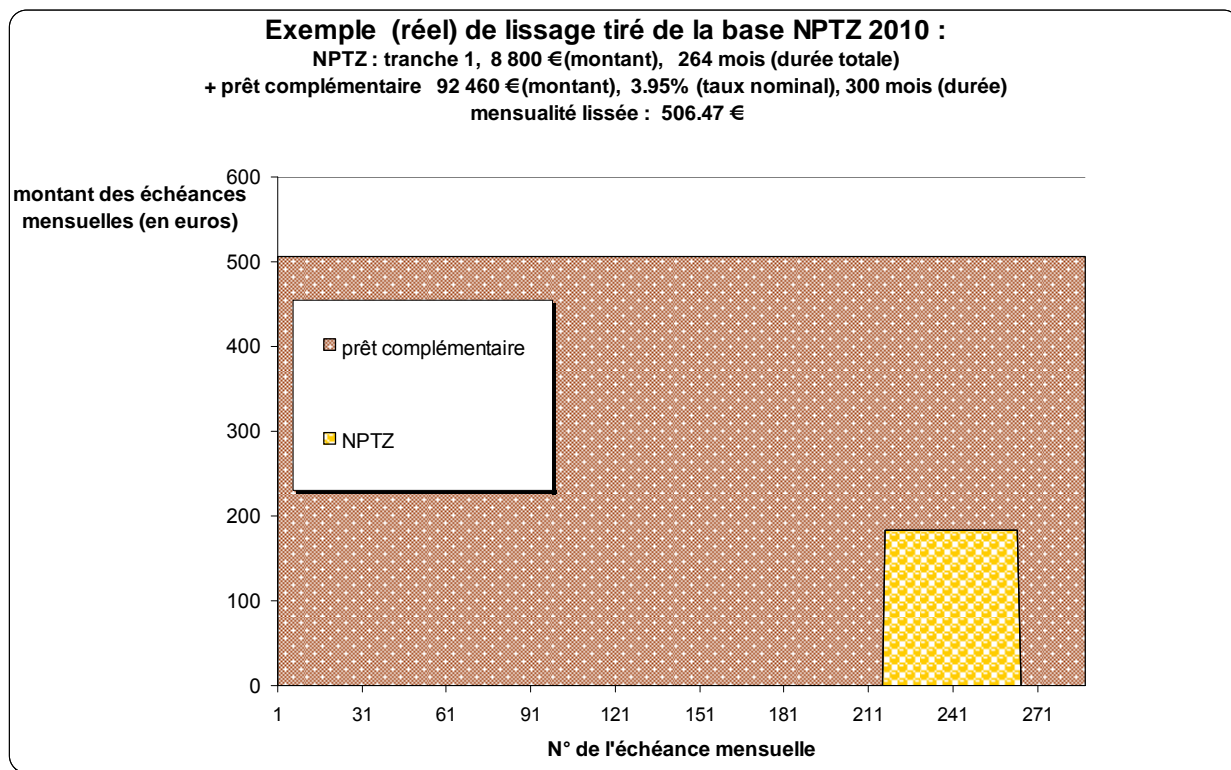
Il est clair que la présomption de lissage conduit à une meilleure reconstitution par le calcul de la 1<sup>ère</sup> mensualité déclarée par les établissements, que l'hypothèse d'une addition pure et simple des mensualités du prêt principal et du prêt à 0%. L'exemple réel ci-après extrait de la base NPTZ 2010 en est une bonne illustration :



En 2010, il existe seulement 21.9% des opérations examinées dont on peut déclarer de façon quasi-certaine qu'elles relèvent d'une opération de lissage dans la mesure où la première



mensualité déclarée par l'établissement du crédit est égale à la mensualité<sup>22</sup> lissée théorique calculée, tel l'exemple réel ci-après.



En outre, en prenant en considération d'autres cas pouvant être aperçus comme lissés, et notamment quand l'écart en valeur absolue entre la mensualité lissée théorique et la mensualité déclarée est moins importante que l'écart entre la mensualité non lissée théorique et la mensualité déclarée, on peut avoir une idée plus précise sur la part réelle de prêts faisant l'objet d'un lissage. Cette dernière hypothèse nous conduit à étudier la fiabilité des déclarations de la première mensualité : il ressort que, dans environ un cinquième des cas traités, le taux d'effort dépasse le tiers du revenu mensuel de l'année N (20.7% en 2010, 22.6% en 2009, 23.9% en 2008, 18.9% en 2007 et 16.9% en 2006), nous conduisant à réduire la taille de l'échantillon à examiner.

Une fois cette correction effectuée, on constate d'après le tableau ci-dessous que la proportion des prêts lissés suit une tendance croissante de 1996 à 2008 dans l'ensemble des tranches 1, 2 et 3 pour atteindre 57.4% des prêts examinés en 2008 tandis qu'en 2009, la proportion de prêts

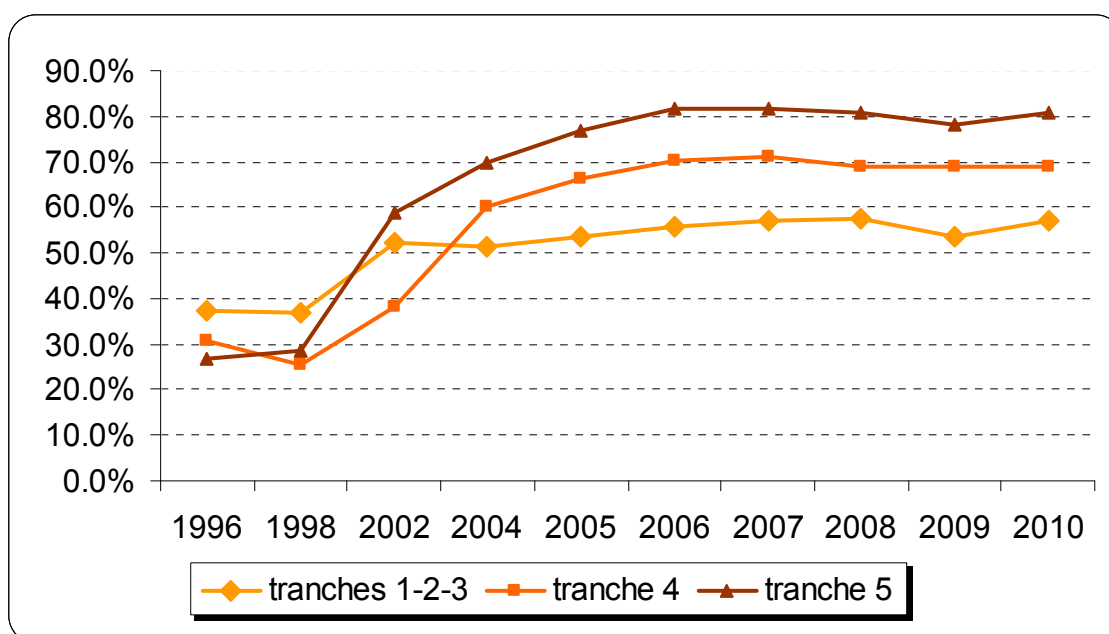
<sup>22</sup> Montants arrondis à la dizaine d'euros la plus proche.

lissés retombe à 53.3%. Cette proportion remonte à 57.0% en 2010. Dans la tranche 4, cette proportion reste relativement stable avec 68.7% et dans la tranche 5, elle augmente légèrement pour arriver à 80.8%.

*Proportion des prêts lissés par tranche et par année d'émission*

année d'émission	tranches 1-2-3	tranche 4	tranche 5
1996	37.3%	30.8%	26.7%
1998	36.7%	25.4%	28.6%
2002	52.2%	38.4%	58.8%
2004	51.3%	60.1%	69.9%
2005	53.4%	66.2%	76.6%
2006	55.9%	70.2%	81.6%
2007	57.1%	71.1%	81.5%
2008	57.4%	68.9%	80.7%
2009	53.3%	69.1%	78.3%
2010	57.0%	68.7%	80.8%

L'évolution des proportions des prêts lissés par tranche est illustrée dans le graphique ci-après :



#### **1.4 REPARTITION PAR REGIONS ET DEPARTEMENTS**

L'Ile de France a produit 16.2% des NPTZ et la région Rhône-Alpes 9.9%. Ces deux régions représentent donc plus du quart de l'ensemble des NPTZ émis en 2010.

La hausse en nombre (+32.2%) de NPTZ distribués en 2010 se retrouve dans toutes les régions. Les variations vont de +21.0%, en Ile-de-France à +45.9% en Basse-Normandie (annexes 19-1, 19-2 et 19-3).

Outre la basse Normandie les régions qui ont les plus fortes progressions sont la Bretagne avec +44.0%, la région Midi Pyrénées avec +40.5% et le Poitou Charente avec 40.2%. A l'inverse, outre l'Ile-de-France, la Corse (+22.5%) et le Nord (+28.4%), sont en moindre hausse.

En regroupant les données par type d'acquisition, les principales évolutions selon les régions métropolitaines françaises de 2009 à 2010 sont les suivantes :

- Le nombre des opérations dans l'ancien avec amélioration augmente de 9.3% entre 2009 et 2010, dans l'ensemble mais la part de l'ancien avec amélioration perd 4.0 points. Ce type d'acquisition représente une hausse remarquable dans certaines régions : 28.4% en Bretagne, 25.9% en Lorraine, 23.1% en Auvergne et 23.0% en Alsace.
- L'ancien seul (44.5% des opérations) est prédominant dans 12 régions sur 22. Son poids varie entre 28.7% en Corse et 68.3 % en Ile de France ; pour trois régions (Ile de France, Provence Alpes Cote d'Azur, Picardie), il est supérieur ou égal à 50%.
- Dans le neuf, (44,9 % de hausse au niveau national) on enregistre la plus faible hausse en Corse avec +22.5% et la plus forte hausse (+61.9 %) en Alsace.
- Les opérations dans le neuf sont majoritaires en Corse (63.5% des NPTZ) et en Aquitaine (51.0%).

#### **COMPARAISON DES EMISSIONS ILE-DE-FRANCE / PROVINCE**

La part de l'Ile de France est en progression depuis 2005, en lien avec l'extension du PTZ à l'ancien sans restriction cette année là. En effet, si l'Ile de France ne représentait plus que 6% en 2004 en termes d'effectif, sa part double en 2005 (12.3%) et atteint 15.2% en 2006, puis se

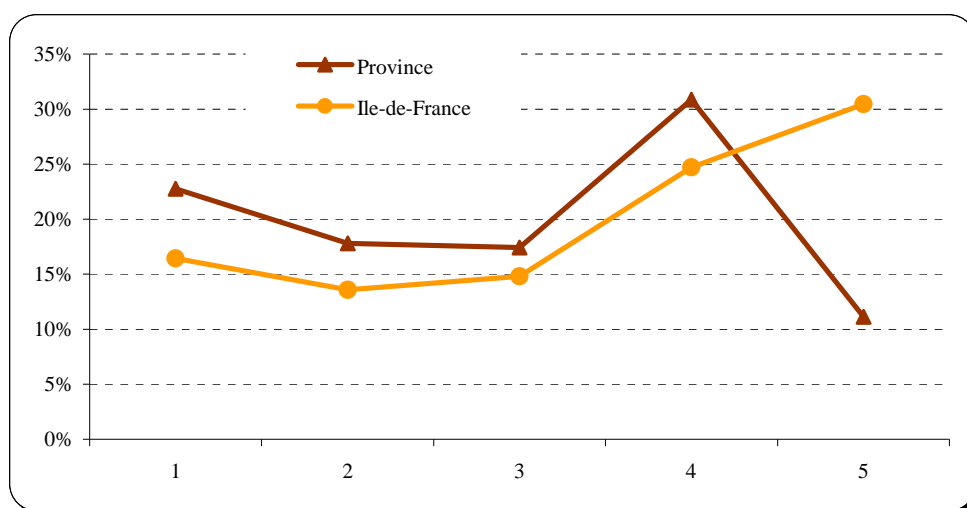
stabilise avec 16.1% en 2007 et 2008 pour atteindre 17.7% en 2009 puis 16.2% en 2010 (annexes 20 et 21). La part de l'Ile de France est de 17.8% pour les montants prêtés en 2010.

Les montants moyens d'opération sont supérieurs de 35.3% et ceux du NPTZ de 11.7% en Ile de France par rapport à ceux de la province, alors que la quotité de financement moyenne est respectivement de 12.5% et 15.1%.

Le graphique ci-dessous permet d'observer la répartition des ménages par tranche de revenus en province et en Ile de France.

En province, la première tranche concentre 22.8% des emprunteurs et la dernière seulement 11.1% alors que les 3 premières tranches concernent 58.0% des ménages. La courbe d'Ile de France se situe légèrement en dessous de celle de la province pour les quatre premières tranches (69.6%), mais largement au dessus pour la dernière tranche (30.4%).

*Structure de répartition des ménages selon les tranches du barème en 2010*



La comparaison entre Ile de France et province montre une répartition par type d'opération sensiblement différente. Le neuf, qu'il s'agisse d'achats ou de constructions, est minoritaire en Ile de France (seulement 21.4% contre 39.4% en province). Le collectif est plus présent en Ile de France qu'en province (respectivement 68.0% contre 23.6%). Les franciliens ont contracté très majoritairement des NPTZ pour financer des acquisitions seules (68.3% contre 39.9% en province) et surtout l'achat d'appartements dans l'ancien sans travaux (47.9% contre 13.7% en province). L'ancien avec amélioration dans l'individuel est très faible en Ile de France avec seulement 3.2% contre 15.9% en province.

La durée moyenne du NPTZ en Ile de France est plus courte qu'en province de 20.4 mois ; cet écart était de 19.2 mois en 2009, 20.4 mois en 2008 et 9.6 mois en 2004.

Les différences par catégorie d'âge des emprunteurs entre l'Ile de France et la province sont très minimales. Globalement, la part des emprunteurs jeunes est légèrement plus forte en Ile de France (70.4% ont 35 ans et moins contre 68.5% en province) tandis que les emprunteurs des tranches d'âges les plus élevées sont relativement plus présents en province (31.5% ont plus de 35 ans contre 29.6% en Ile de France). La catégorie d'âge la plus représentée demeure celle des 26-35 ans avec un taux de représentativité de 57.1% en Ile de France et 52.1% en province.

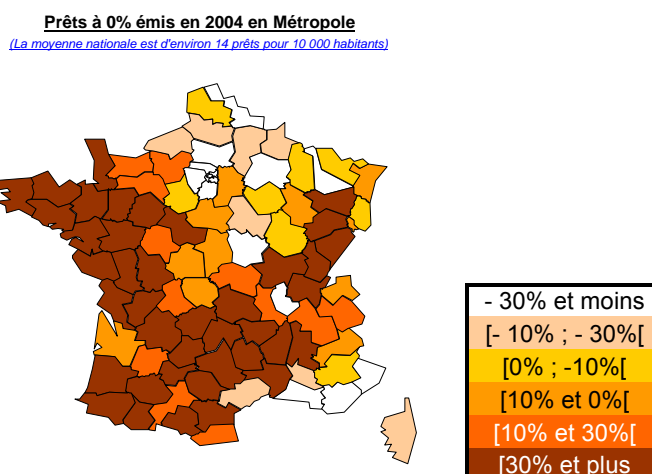
S'agissant de la taille des ménages, le NPTZ attire davantage que son prédécesseur les personnes seules. Ce fait est encore plus vrai pour la région Ile de France où 38.0% des bénéficiaires du nouveau dispositif de PTZ en 2010 sont des personnes seules (28.2% en province), ce qui en fait la classe dominante. Ceci se fait au détriment des familles, et plus particulièrement celles composées de 3 et 4 personnes (29.4% en Ile de France contre 38.5% en province).

Enfin, s'agissant de la CSP, les cadres (26.1%) et les employés (35.1%) sont mieux représentés en Ile de France contre respectivement 8.8% et 33.9% en province au détriment des ouvriers (13.3% en Ile de France soit 15.3 points de moins qu'en province).

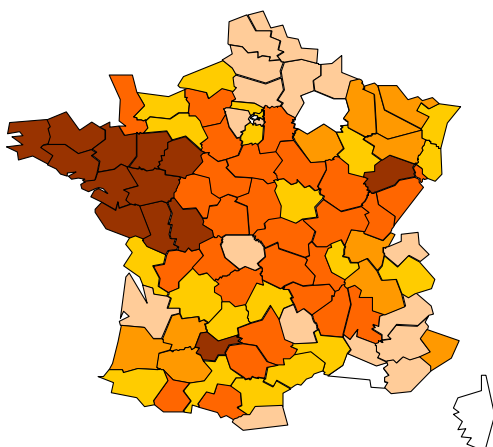
## AUTRES DIFFERENCIATIONS GEOGRAPHIQUES

L'ouest de la France se caractérise par une plus grande fréquence des NPTZ (en nombre de prêts par 10 000 habitants),.

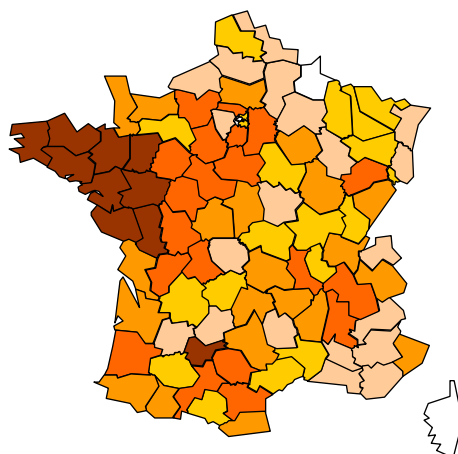
En 2010, la fréquence des NPTZ en Ile de France hors Paris et les Yvelines se situe très légèrement en-dessous de la moyenne nationale de 46 prêts par 10 000 habitants.



**Nouveaux prêts à 0% émis en 2006 en Métropole**  
 (La moyenne nationale est d'environ 38 prêts pour 10 000 habitants)



**Nouveaux prêts à 0% émis en 2010 en Métropole**  
 (La moyenne nationale est d'environ 46 prêts pour 10 000 habitants)



L'échelle est construite par rapport à la moyenne nationale de nombre de prêts par 10 000 habitants<sup>23</sup> selon la génération.

	2004	2006	2010
Moyenne Nationale du nombre (N)PTZ par 10000 habitants	14	38	46
-30% et moins	moins de 10	moins de 26	moins de 32
[-30%;-10%[	de 10 à moins de 13	de 26 à moins de 34	de 32 à moins de 41
[-10%;0%[	de 13 à moins de 14	de 34 à moins de 38	de 41 à moins de 46
[0%;10%[	de 14 à moins de 16	de 38 à moins de 41	de 46 à moins de 50
[10%;30%[	de 16 à moins de 18	de 41 à moins de 49	de 50 à moins de 59
30% et plus	18 et plus	49 et plus	59 et plus

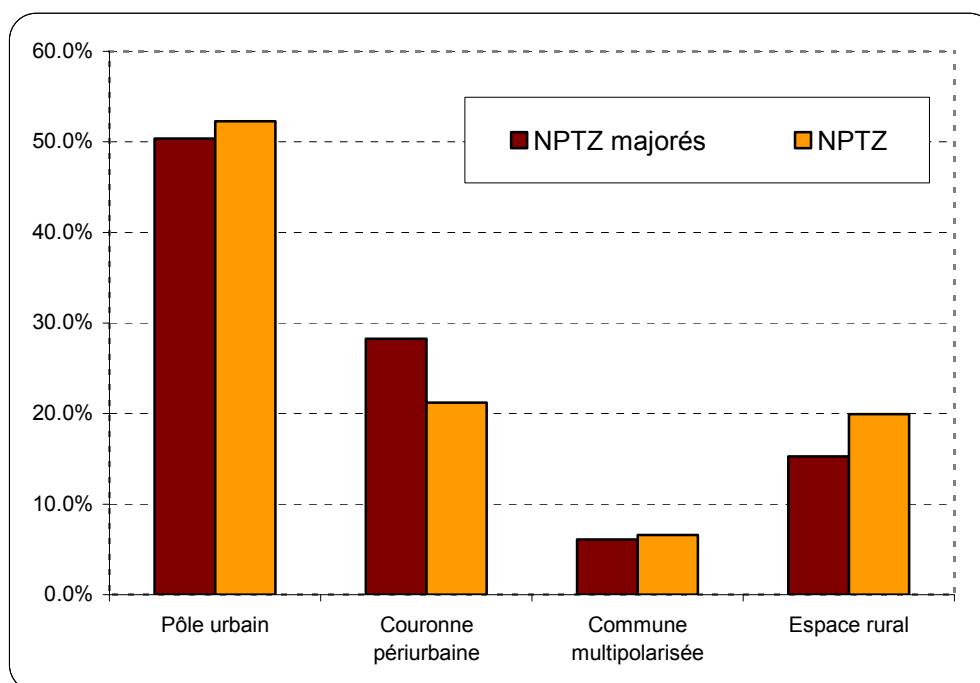
<sup>23</sup> Source: INSEE, recensement 2006.

## 1.5 PRETS A TAUX 0 % MAJORES

En 2010, on totalise 26 893 prêts majorés en métropole, dont 19 455 ENL, 10 742 BBC et 890 prêts au profit des zones ZUS/ZFU (les majoration peuvent se cumuler).

Les NPTZ majorés sont concentrés dans les pôles urbains avec 13 545 prêts (soit 50.4% contre 45.0% en 2009), la localisation en couronne périurbaine arrive en 2<sup>ème</sup> position avec 7 603 prêts (soit 28.3% contre 29.4% en 2009) alors que l'espace rural représente 15.3% des prêts (contre 17.3% en 2009) devant les communes multipolarisées avec seulement 6.1% (contre 8.3% en 2009).

*Répartition des émissions des NPTZ et NPTZ majorés par type de commune en 2010*

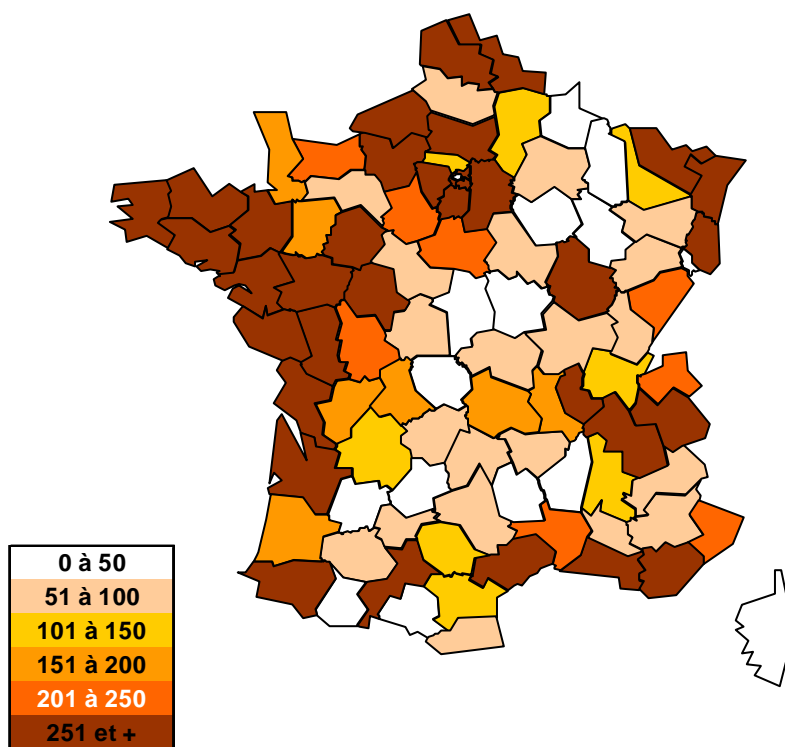


La zone C concentre 41.6% des prêts NPTZ majorés (contre 45.7% dans l'ensemble) suivie de la zone B1 avec une part de 26.3% (contre 17.4% dans l'ensemble) et de la zone B2 une part de 21.2% (contre 20.3% dans l'ensemble), tandis que la zone A arrive en dernière position avec seulement 10.8% (contre 16.6% dans l'ensemble).

La répartition départementale des prêts à 0 % majorés est donnée sur la carte ci-après : on enregistre des prêts à 0% majorés dans tous les départements. Le plus grand nombre de prêts majorés est constaté en Ile et Vilaine avec 1 585 prêts suivi des Bouches du Rhône avec 1 399 prêts et de la Loire Atlantique avec 1 174 prêts.

## **Nouveaux prêts à 0% majorés émis en 2010 en Métropole**

*(La moyenne nationale est d'environ 4 prêts pour 10 000 habitants)*



La population des bénéficiaires de prêts majorés est un peu différente de celle bénéficiaire de NPTZ.

Le nombre de ménages de petite taille (isolé ou 2 personnes) s'établit à 45.2% de l'ensemble des prêts majorés (contre 36.0% en 2009 et 55.8% pour l'ensemble des NPTZ). Les ménages composés de plus de 3 personnes perdent 9.1 points par rapport à l'année dernière pour atteindre 54.8% (contre 44.2% pour l'ensemble des NPTZ).

La proportion des couples mariés ou vivant maritalement s'élève à 63.3% de l'ensemble avec respectivement 8 104 et 8 907 prêts (55.4% de l'ensemble des NPTZ). Par ailleurs, le nombre de célibataires bénéficiaires de majorations s'établit à 8 198 prêts (soit 30.5% de l'ensemble contre 38.2% de l'ensemble des NPTZ). Enfin les divorcés et séparés ne représentent que 6.0%, soit la même part que l'ensemble des NPTZ.

Les CSP des emprunteurs se répartissent comme suit : 35.6% des NPTZ majorés sont pour les employés (contre 33.9% en 2009 et 34.0% pour l'ensemble des NPTZ) devant les ouvriers avec 27.8% (contre 36.5% en 2009 et 26.2% pour l'ensemble des NPTZ). La part des professions intermédiaires se situe à 24.2% (contre 21.1% en 2009 et 22.1% pour l'ensemble des NPTZ).



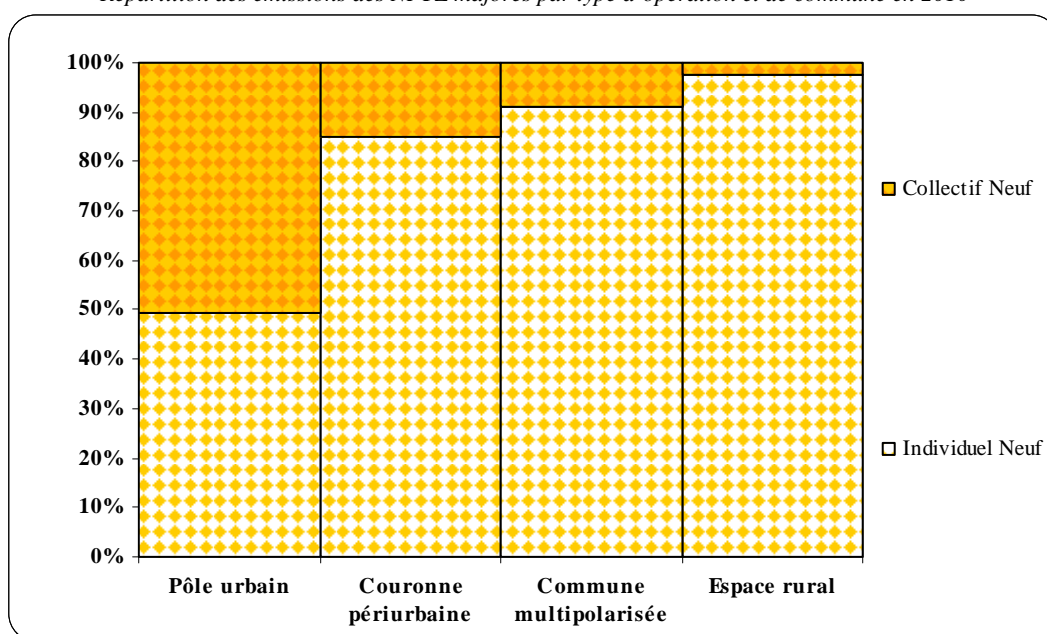
Les trois catégories ouvriers, employés et professions intermédiaires totalisent 87.6% contre 82.3% dans l'ensemble des NPTZ.

La catégorie d'âge de 25-35 ans est la classe la plus fréquente avec 52.6% de l'ensemble, les emprunteurs âgés de 35 ans et moins dépassent ceux âgés de plus de 35 ans avec respectivement 17 685 et 9 208 prêts.

85.4% des emprunteurs sont des anciens locataires du secteur privé (contre 78.3% dans l'ensemble) alors que ceux vivant chez leurs parents ne représentent que 6.4% (contre 3.7% en 2009).

La proportion des maisons dans l'ensemble des prêts majorés est majoritaire pour tous les types de communes, à l'exception des pôles urbains où la part des appartements est très légèrement plus importante que celle des maisons.

*Répartition des émissions des NPTZ majorés par type d'opération et de commune en 2010*



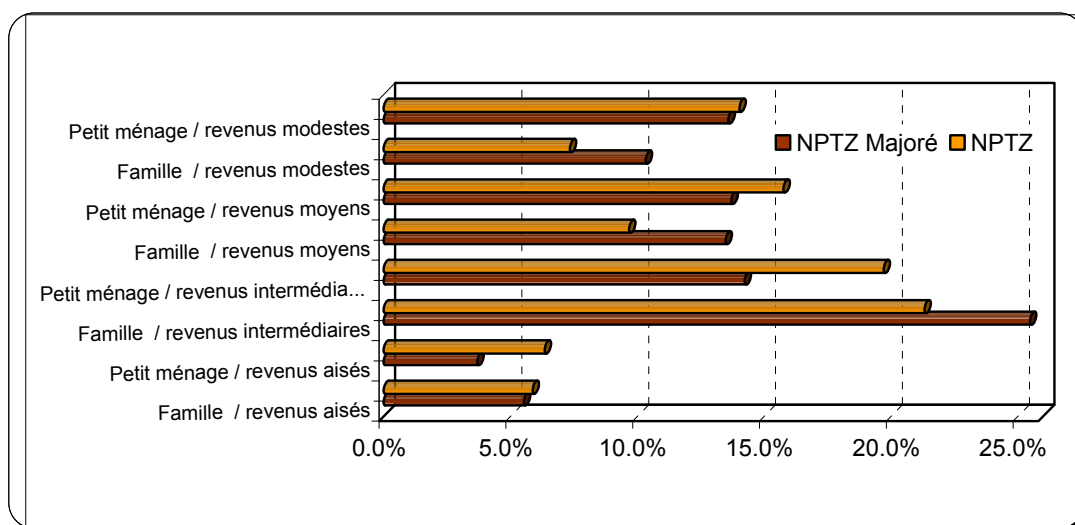
Par ailleurs, les opérations dans l'individuel (69.4%) sont plus nombreuses que dans le collectif (30.6%).

La surface moyenne des logements acquis à l'aide d'un NPTZ majoré est de 87.5 m<sup>2</sup> (identique à celle de l'ensemble des NPTZ) pour 4.0 pièces contre 3.8 pièces dans l'ensemble. Les appartements ne comportent que 2.9 pièces en moyenne pour une superficie de 62.0 m<sup>2</sup>. En individuel, la surface moyenne est de 98.8 m<sup>2</sup> pour 4.4 pièces en moyenne.

Le montant moyen d'opération NPTZ majoré en 2010, s'établit à 175 900 € contre 167 200 € dans l'ensemble du neuf et 153 500 € dans l'ensemble des prêts à 0%, alors que le montant moyen du NPTZ majoré, est autour de 48 800 € contre 22 400 € dans l'ensemble.

Les revenus modestes représentent 23.9 % (contre 21.4% de l'ensemble) et les revenus moyens 27.2% (contre 25.4% de l'ensemble). La proportion des ménages à revenus intermédiaires se situe à 39.7% (contre 41.0% dans l'ensemble) devant les revenus aisés avec 9.2 % des prêts (contre 12.2% dans l'ensemble).

*Répartition des émissions des NPTZ et NPTZ majorés par type de ménage et revenu en 2010*



Concernant les prêts avec majoration BBC, ils sont au nombre de 10 742 en 2010, soit 3.8% de l'ensemble des NPTZ émis en 2010.

Les NPTZ avec majoration BBC ont un montant moyen de 52 000 € contre 22 400 € dans l'ensemble pour un montant moyen d'opération égal à 191 200 € contre 153 500 € dans l'ensemble.

*Caractéristiques des NPTZ avec majoration BBC émis en 2010*

	BBC
Effectif	10 742
Montant moyen du NPTZ	52 040 €
Montant moyen d'opération	191 221 €
Revenu moyen	31 734 €
RFR moyen	23 842 €
Durée totale du NPTZ (en mois)	245
Durée totale du prêt principal (en mois)	302
Nombre de personnes	2.7
Individuel / Collectif	74% / 26%

## Parts de marché des prêteurs

La part du Crédit Foncier de France est de 30.1% en termes de montant prêté alors qu'elle n'est que de 20.9% dans l'ensemble des NPTZ.

Par ailleurs, la part des Caisses d'Epargne est de 9.9%, soit 3.8 points de moins que dans l'ensemble (13.7%).

*Parts de marché en montant prêté des NPTZ avec majoration BBC émis en 2010*

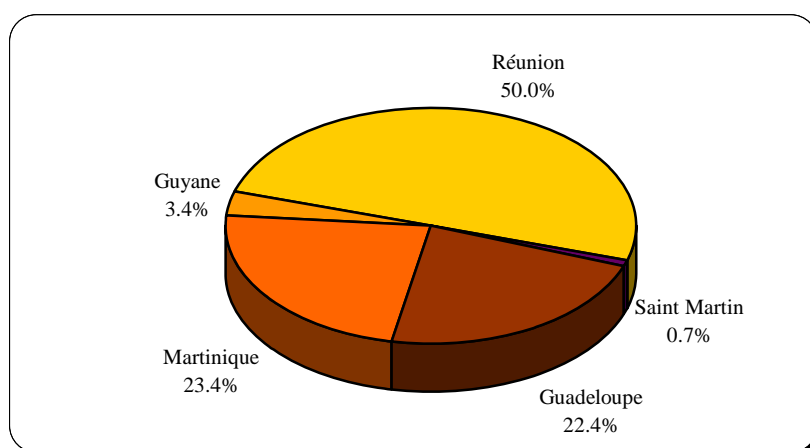
	<b>BBC</b>
<b>Crédit Immobilier de France</b>	7.4%
<b>Crédit Foncier de France</b>	30.1%
<b>Caisse d'Epargne (BPCE)</b>	9.9%
<b>Banques Populaires (BPCE)</b>	4.1%
<b>Crédit du Nord</b>	0.2%
<b>Société Générale</b>	1.8%
<b>Crédit Agricole</b>	18.5%
<b>LCL</b>	2.0%
<b>Crédit Mutuel</b>	19.0%
<b>CIC</b>	3.3%
<b>BNP Paribas</b>	1.8%
<b>BNP Paribas Personal Finance</b>	0.7%
<b>Autres établissements</b>	1.4%

## ÉMISSION DE NPTZ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Les déclarations au 31 mars 2011 recensent 1 115 NPTZ émis dans les DOM en 2010 pour un montant global prêté de 31.7 millions d'euros. l'augmentation par rapport à 2009 est de 45.9%, soit 351 prêts de plus (annexes 22 à 24).

La Réunion perd du terrain avec 50.0% (malgré 129 prêts de plus par rapport à l'année dernière), au profit de la Martinique qui gagne 3.5 points par rapport à l'année précédente, et représente désormais 23.4% de la production, ainsi que la Guadeloupe qui gagne 2.7% et représente en 2010 22.4% de la production. La Guyane baisse légèrement et représente seulement 3.4% des prêts DOM.

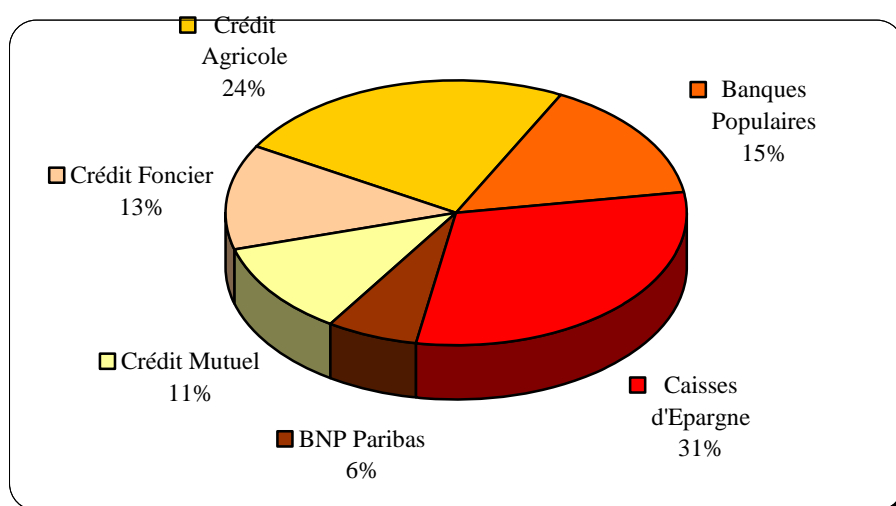
*Répartition départementale des NPTZ DOM en 2010*



Le montant moyen du NPTZ DOM, se situe autour de 28 400 € en 2010 contre 31 000 € en 2009 (soit une baisse de 8.4% par rapport à l'année précédente). En 2010, on observe une légère hausse du montant moyen d'opération de 0.8%, pour s'établir à 143 000 €, soit 1 100 euros de plus que l'année dernière.

En 2010, le premier réseau demeure celui composé des Banques Populaires, Caisses d'Epargne et Crédit Foncier avec 58.2%, soit une diminution de 8.1 points par rapport à 2009, le réseau suivant est celui du Crédit Agricole arrive en 2<sup>ème</sup> position avec 24.1% de parts de marché devant le Crédit Mutuel avec seulement 11.3%. Enfin, la BNP Paribas ne réalise que 6.2% de la production distribuée dans les DOM.

Parts de marché des établissements émetteurs de NPTZ DOM en 2010



## 2.1 CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

La part de l'individuel a perdu 3.4 points en 2010 mais reste largement majoritaire avec 81.5% des opérations : 56.8% des NPTZ dans les DOM concernent l'individuel neuf. La part de l'ancien seul augmente de 1.6 point pour arriver à 30.8% des opérations. Le neuf représente 61.5% des opérations (contre 62.8% en 2009, 58.0% en 2008 et 62.6% en 2007).

Structure de répartition des émissions de NPTZ DOM par type d'opération

	2008		2009		2010	
Individuel Neuf	402	55.5%	455	59.6%	633	56.8%
Collectif Neuf	18	2.5%	25	3.3%	53	4.8%
Individuel Acquisition amélioration	39	5.4%	49	6.4%	58	5.2%
Collectif Acquisition amélioration	14	1.9%	12	1.6%	28	2.5%
Individuel Acquisition seule	153	21.1%	145	19.0%	218	19.6%
Collectif Acquisition seule	98	13.5%	78	10.2%	125	11.2%
Ensemble	724	100%	764	100%	1 115	100%

Le coût moyen de l'opération en 2010 dans les DOM atteint 143 000 €, soit une hausse de 0.8% par rapport à 2009. En différenciant selon le type d'opération, il s'avère que cette hausse ne concerne que l'individuel neuf avec +4.5% par rapport à 2009, alors que pour le collectif neuf, l'individuel ancien et le collectif ancien, les baisses sont respectivement de -10.6%, -4.4% et -0.3% .

La surface moyenne des logements acquis à l'aide d'un NPTZ DOM en 2010 est de 91 m<sup>2</sup> pour 4 pièces, soit une diminution de 3 m<sup>2</sup> pour un même nombre de pièces. Les appartements

comportent moins de 3 pièces en moyenne pour une superficie de 59 m<sup>2</sup> dans le neuf et 63 m<sup>2</sup> dans l'ancien. En individuel, la surface moyenne est de 101 m<sup>2</sup> dans le neuf et 89 m<sup>2</sup> dans l'ancien pour 4 pièces.

## **2.2 CARACTERISTIQUES DES MENAGES BENEFICIAIRES**

En 2010, la part cumulée des quatre premières tranches redescend à 82.7% contre une part cumulée de 84.3% en 2009, 88.7% en 2008 et 86.3% en 2007.

En 2010, la catégorie d'âge de 25-35 ans est la plus représentée avec 45.9% de l'ensemble. Contrairement à l'année dernière, les emprunteurs de moins de 35 ans dépassent les 35 ans et plus avec respectivement 559 et 555 prêts NPTZ, soit 50.1% contre 48.8% en 2009 et 50.8% en 2008).

Le nombre de ménages de petite taille est en hausse en 2010 pour s'établir à 46.1% de l'ensemble NPTZ DOM. Les ménages composés de 3 personnes et plus conservent la majorité avec une proportion de 53.9%.

S'agissant des CSP des emprunteurs dans les DOM, 49.7% des NPTZ sont pour les employés. La part des professions intermédiaires se situe à 23.1%, alors que la part cumulée des ouvriers, employés et professions intermédiaires atteint 84.8% (contre 81.8% en 2009).

En regroupant les données selon la situation matrimoniale de l'emprunteur, le nombre de célibataires reste le plus représenté (43.9%) devant celui des couples mariés. Par ailleurs, contrairement à 2009, la part des mariés diminue au profit des célibataires ; l'ensemble des catégories mariés et vivant maritalement reste majoritaire avec 48.4%.

62.2% des emprunteurs sont anciens locataires du secteur privé (soit 4.3 points de plus par rapport à 2009) et plus d'un quart vit chez leurs parents.

### **2.3 DISPOSITIF SPECIFIQUE AUX DOM**

S'agissant du dispositif mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2007, profitant aux ménages dont les ressources sont inférieures à 60% des plafonds, 1272 prêts au total ont été accordés avec cette mesure (dont 381 prêts en 2010) soit 39.0% de l'ensemble des prêts émis dans les DOM entre 2007 et 2010 (leur part en 2010 est de 34.2%).

En 2010, à l'image de l'ensemble des NPTZ aux DOM, la Réunion est majoritaire avec 211 prêts, soit une part de 55.4%. On enregistre 81 prêts pour la Martinique (soit 21.3% contre 23.4% dans l'ensemble), alors que pour la Guadeloupe et la Guyane, on comptabilise respectivement 79 et 7 prêts. 3 prêts ont été accordés à Saint Martin.

En 2010, la surface moyenne des logements financés via ce volet spécifique est de 85 m<sup>2</sup> pour 4 pièces, soit 6 m<sup>2</sup> de moins que dans l'ensemble. Dans le collectif, les appartements comportent 3 pièces en moyenne pour une superficie de 61 m<sup>2</sup> dans le neuf (contre 59 m<sup>2</sup> dans l'ensemble) et 59 m<sup>2</sup> dans l'ancien (contre 63 m<sup>2</sup> dans l'ensemble). En individuel, la surface moyenne est de 87 m<sup>2</sup> dans l'ancien et 93 m<sup>2</sup> dans le neuf.

Concernant les CSP des emprunteurs, 47.8% sont des employés (contre 49.7% dans l'ensemble des prêts aux DOM), la part des professions intermédiaires est de 23.6% (contre 23.1% dans l'ensemble), alors que la part cumulée des ouvriers, employés et professions intermédiaires est un peu plus élevée que dans l'ensemble des NPTZ en Outre Mer, elle s'établit à 86.1% (contre 84.8%).

Les trois premières tranches du barème rassemblent 97.1% des prêts spécifiques, dont 56.4% pour la seule première tranche (il n'y a pas des bénéficiaires éligibles aux mesures spécifiques aux DOM dans la 5<sup>ème</sup> tranche).

44% de ces PTZ sont dans l'ancien contre 56% dans le neuf. En 2009, 43% étaient dans l'ancien contre 46% en 2008 et 36% en 2007. On recense aussi 34 prêts dans les ZUS/ZFU soit 2.7% des NPTZ du nouveau dispositif aux DOM, dont 14 en 2010, 11 en 2009, 5 en 2008 et 4 en 2007.

Quant à la répartition des parts de marchés de la distribution de ces prêts spécifiques. Le groupe BPCE/Crédit Foncier est leader du marché en 2010 avec 57.4% (contre 58.2% dans l'ensemble des prêts DOM). Le réseau suivant est le Crédit Agricole avec 26.6% (contre 24.1% dans l'ensemble des prêts DOM), le groupe Crédit Mutuel est en 3<sup>e</sup> position avec 11.7% de parts de marché (contre 11.3% dans l'ensemble des prêts DOM).

## **2.4 COMPARAISON ENTRE LES EMPRUNTEURS DANS LES DOM ET EN METROPOLE**

En comparaison avec la métropole, les emprunteurs dans les DOM :

- sont un peu moins représentés dans les tranches de revenus les plus faibles (55.2% pour les trois premières tranches du barème contre 55.9% en Métropole), sachant que cette proportion était de 61.9% en 2008 dans les DOM;
- sont plus présents dans les catégories d'âges plus élevées (49.8% des emprunteurs âgés de plus de 35 ans contre 31.2% en France métropolitaine) ;
- sont relativement plus souvent regroupés en familles (53.9% des 3 personnes et plus contre 44.2% en Métropole) ;
- sont plus souvent employés (49.7% contre 34.0% en métropole) et relativement moins souvent ouvriers (11.9% contre 26.2% en métropole) ;
- sont relativement plus souvent célibataires (43.9% contre seulement 38.2% en France métropolitaine) avec une part relativement plus importante des couples mariés par rapport au concubinage (avec un écart entre ces deux statuts de 13.6 points au profit des mariés contre 3.8 points au profit du concubinage en France métropolitaine) ;
- vivent plus, en proportion, chez leurs parents (28.9% contre seulement 10.2% en France métropolitaine).
- Quatre prêts majorés (ENL ou BBC) seulement dans les DOM contre 26 893 prêts en Métropole.



### **3      ANNEXES**

## ANNEXES

<b>Annexe 1-1 :</b>	<b>Répartition en 2010 des NPTZ par type d'opération et zone géographique (effectifs)</b>	<b>3</b>
<b>Annexe 1-2 :</b>	<b>Répartition en 2010 des NPTZ par type d'opération et zone géographique (caractéristiques moyennes)</b>	<b>4</b>
<b>Annexe 2 :</b>	<b>Répartition des émissions de NPTZ par type d'opération et catégorie de commune</b>	<b>5</b>
<b>Annexe 3 :</b>	<b>Coût moyen d'opération et montant moyen du NPTZ par type d'opération</b>	<b>6</b>
<b>Annexe 4 :</b>	<b>Répartition des CSP selon le type de commune</b>	<b>7</b>
<b>Annexe 5 :</b>	<b>Répartition des emprunteurs selon leur situation familiale et le type de commune</b>	<b>8</b>
<b>Annexe 6 :</b>	<b>Répartition des emprunteurs selon leur revenu mensuel N et le type de commune</b>	<b>9</b>
<b>Annexe 7 :</b>	<b>Comparaison des émissions de NPTZ par catégorie de commune de l'ancien et du futur logement</b>	<b>10</b>
<b>Annexe 8 :</b>	<b>Répartition des émissions selon les caractéristiques socio-démographiques des emprunteurs</b>	<b>11</b>
<b>Annexe 9 :</b>	<b>Répartition des émissions par catégorie de ménage et type d'opération</b>	<b>12</b>
<b>Annexe 10 :</b>	<b>Répartition des émissions de NPTZ par tranches du barème et type d'opération</b>	<b>13</b>
<b>Annexe 11 :</b>	<b>Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence</b>	<b>14</b>
<b>Annexe 12 :</b>	<b>Evolution des revenus mensuels de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ</b>	<b>15</b>
<b>Annexe 13 :</b>	<b>Revenu mensuel de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ en 2010</b>	<b>16</b>
<b>Annexe 14 :</b>	<b>Parts de marché des établissements</b>	<b>17</b>
<b>Annexe 15 :</b>	<b>Répartition des émissions par taux d'apport personnel des ménages et type d'opération</b>	<b>18</b>
<b>Annexe 16 :</b>	<b>Caractéristiques des prêts principaux</b>	<b>19</b>
<b>Annexe 17-1 :</b>	<b>Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2010</b>	<b>20</b>
<b>Annexe 17-2 :</b>	<b>Répartition des plans de financement selon l'opération en 2010</b>	<b>21</b>
<b>Annexe 18-1 :</b>	<b>Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2009</b>	<b>22</b>
<b>Annexe 18-2 :</b>	<b>Répartition des plans de financement selon l'opération en 2009</b>	<b>23</b>
<b>Annexe 19-1 :</b>	<b>Répartition géographique des NPTZ émis en 2010 par type d'opération</b>	<b>24</b>
<b>Annexe 19-2 :</b>	<b>Répartition géographique des NPTZ émis en 2010 par type d'opération (suite)</b>	<b>25</b>

<b>Annexe 19-3 :</b>	<b>Répartition géographique des NPTZ émis en 2010 par type d'opération (suite)</b>	<b>26</b>
<b>Annexe 20 :</b>	<b>NPTZ émis en 2010, finançant un logement situé en Province</b>	<b>27</b>
<b>Annexe 21 :</b>	<b>NPTZ émis en 2010, finançant un logement situé en Ile de France</b>	<b>28</b>
<b>Annexe 22 :</b>	<b>Principales caractéristiques des NPTZ émis dans les DOM</b>	<b>29</b>
<b>Annexe 23 :</b>	<b>Répartition des ménages bénéficiaires de NPTZ DOM selon l'âge de l'emprunteur</b>	<b>30</b>
<b>Annexe 24 :</b>	<b>Parts de marché des établissements émetteurs de NPTZ DOM</b>	<b>31</b>

## Annexe 1-1 : Répartition en 2010 des NPTZ par type d'opération et zone géographique (effectifs)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

2010	Zone A			Zone B1			Zone B2			Zone C			Ensemble		
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne
Neuf (hors construction) - individuel	1 268	2,7%	14,0%	2 728	5,5%	30,1%	2 485	4,3%	27,4%	2 574	2,0%	28,4%	9 055	3,2%	100%
Neuf (hors construction) - collectif	6 580	13,8%	35,9%	7 338	14,8%	40,1%	2 354	4,1%	12,9%	2 032	1,6%	11,1%	18 304	6,4%	100%
Construction (avec terrain) - individuel	1 142	2,4%	1,9%	3 820	7,7%	6,2%	10 888	18,7%	17,8%	45 428	34,7%	74,1%	61 278	21,4%	100%
Construction (sans terrain) - individuel	359	0,8%	2,3%	1 202	2,4%	7,7%	2 286	3,9%	14,6%	11 864	9,1%	75,5%	15 711	5,5%	100%
Neuf BBC	1 417	3,0%	13,2%	2 278	4,6%	21,2%	1 901	3,3%	17,7%	5 146	3,9%	47,9%	10 742	3,8%	100%
Neuf non BBC	7 932	16,7%	8,5%	12 810	25,8%	13,7%	16 112	27,7%	17,2%	56 752	43,4%	60,6%	93 606	32,7%	100%
Total neuf	9 349	19,6%	9,0%	15 088	30,4%	14,5%	18 013	31,0%	17,3%	61 898	47,3%	59,3%	104 348	36,5%	100%
Ancien avec travaux - individuel	1 224	2,6%	3,1%	3 498	7,0%	8,8%	8 778	15,1%	22,1%	26 149	20,0%	66,0%	39 649	13,9%	100%
Ancien avec travaux - collectif	3 965	8,3%	26,9%	4 626	9,3%	31,4%	4 193	7,2%	28,4%	1 956	1,5%	13,3%	14 740	5,1%	100%
Ancien sans travaux - individuel	8 212	17,2%	11,3%	10 441	21,0%	14,4%	17 300	29,8%	23,9%	36 541	27,9%	50,4%	72 494	25,3%	100%
Ancien sans travaux - collectif	24 856	52,2%	45,2%	16 043	32,3%	29,2%	9 835	16,9%	17,9%	4 291	3,3%	7,8%	55 025	19,2%	100%
Total ancien	38 257	80,4%	21,0%	34 608	69,6%	19,0%	40 106	69,0%	22,0%	68 937	52,7%	37,9%	181 908	63,5%	100%
Ensemble	47 606	100%	16,6%	49 696	100%	17,4%	58 119	100%	20,3%	130 835	100%	45,7%	286 256	100%	100%

Note : la ligne "Total neuf" est le cumul des lignes "Neuf (hors construction)" et "Construction" ou des lignes "Neuf BBC" et "Neuf non BBC" (même total).

## Annexe 1-2 : Répartition en 2010 des NPTZ par type d'opération et zone géographique (caractéristiques moyennes)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

2010	Zone A			Zone B1			Zone B2			Zone C			Ensemble			
	Montant moyen opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Durée moyenne (en mois)
Neuf (hors construction) - individuel	241 890 €	21,1%	51 080 €	183 720 €	24,1%	44 250 €	166 470 €	25,0%	41 670 €	156 910 €	21,5%	33 730 €	179 460 €	23,1%	41 510 €	220
Neuf (hors construction) - collectif	200 070 €	22,4%	44 840 €	161 510 €	23,4%	37 820 €	147 810 €	22,7%	33 610 €	139 230 €	19,6%	27 350 €	171 050 €	22,6%	38 640 €	260
Construction (avec terrain) - individuel	264 770 €	19,5%	51 610 €	210 820 €	20,8%	43 830 €	179 560 €	23,3%	41 900 €	161 520 €	21,5%	34 760 €	169 700 €	21,8%	36 910 €	200
Construction (sans terrain) - individuel	222 040 €	21,7%	48 290 €	160 750 €	23,3%	37 480 €	151 080 €	24,3%	36 780 €	141 120 €	22,2%	31 370 €	145 910 €	22,6%	33 010 €	200
Neuf BBC	216 348 €	26,5%	57 386 €	186 841 €	27,5%	51 322 €	190 736 €	28,3%	53 967 €	184 784 €	27,2%	50 175 €	190 414 €	27,3%	52 040 €	245
Neuf non BBC	214 156 €	20,9%	44 730 €	176 354 €	21,9%	38 548 €	167 542 €	23,0%	38 504 €	154 141 €	21,0%	32 343 €	164 541 €	21,5%	35 303 €	213
Total Neuf	214 490 €	21,7%	46 650 €	177 930 €	22,8%	40 480 €	169 990 €	23,6%	40 140 €	156 690 €	21,6%	33 830 €	167 200 €	22,1%	37 030 €	220
Ancien avec travaux - individuel	224 330 €	9,8%	21 910 €	160 030 €	8,9%	14 180 €	132 040 €	10,5%	13 930 €	119 940 €	10,7%	12 790 €	129 340 €	10,4%	13 450 €	170
Ancien avec travaux - collectif	181 180 €	10,3%	18 620 €	127 940 €	9,2%	11 830 €	98 050 €	11,2%	11 030 €	95 750 €	10,9%	10 390 €	129 410 €	10,2%	13 240 €	190
Ancien sans travaux - individuel	225 970 €	9,4%	21 340 €	172 430 €	8,0%	13 730 €	148 150 €	9,3%	13 820 €	137 880 €	9,3%	12 800 €	155 190 €	9,1%	14 150 €	160
Ancien sans travaux - collectif	181 700 €	10,1%	18 370 €	136 120 €	8,4%	11 400 €	107 680 €	10,0%	10 730 €	104 640 €	9,6%	10 030 €	149 060 €	9,6%	14 320 €	180
Total Ancien	192 480 €	9,9%	19 150 €	148 390 €	8,4%	12 440 €	129 460 €	9,9%	12 790 €	127 810 €	9,8%	12 560 €	145 610 €	9,6%	13 970 €	170
Ensemble	196 810 €	12%	24 550 €	157 360 €	13%	20 950 €	142 020 €	15%	21 270 €	141 470 €	16%	22 620 €	153 480 €	15%	22 380 €	190

## Annexe 2 : Répartition des émissions de NPTZ par type d'opération et catégorie de commune

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2010	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	22 423	15,0%	26,1%	29 335	48,3%	34,1%	8 486	44,9%	9,9%	25 800	45,2%	30,0%	86 044	30,1%
Collectif Neuf	14 925	10,0%	81,5%	2 484	4,1%	13,6%	377	2,0%	2,1%	518	0,9%	2,8%	18 304	6,4%
Individuel Ancien	48 916	32,7%	43,6%	25 477	42,0%	22,7%	9 044	47,9%	8,1%	28 706	50,3%	25,6%	112 143	39,2%
Collectif Ancien	63 340	42,3%	90,8%	3 430	5,6%	4,9%	977	5,2%	1,4%	2 018	3,5%	2,9%	69 765	24,4%
<b>Ensemble</b>	<b>149 604</b>	<b>100%</b>	<b>52,3%</b>	<b>60 726</b>	<b>100%</b>	<b>21,2%</b>	<b>18 884</b>	<b>100%</b>	<b>6,6%</b>	<b>57 042</b>	<b>100%</b>	<b>19,9%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

2009	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	15 511	13,2%	26,2%	19 122	43,9%	32,3%	6 035	43,2%	10,2%	18 462	44,6%	31,2%	59 130	27,3%
Collectif Neuf	10 538	9,0%	81,8%	1 611	3,7%	12,5%	267	1,9%	2,1%	466	1,1%	3,6%	12 882	6,0%
Individuel Ancien	39 726	33,8%	45,1%	20 316	46,6%	23,1%	6 982	50,0%	7,9%	21 021	50,8%	23,9%	88 045	40,7%
Collectif Ancien	51 791	44,1%	91,8%	2 555	5,9%	4,5%	677	4,8%	1,2%	1 423	3,4%	2,5%	56 446	26,1%
<b>Ensemble</b>	<b>117 566</b>	<b>100%</b>	<b>54,3%</b>	<b>43 604</b>	<b>100%</b>	<b>20,1%</b>	<b>13 961</b>	<b>100%</b>	<b>6,4%</b>	<b>41 372</b>	<b>100%</b>	<b>19,1%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	11 581	10,2%	21,0%	17 165	43,1%	31,2%	5 691	42,4%	10,3%	20 586	45,6%	37,4%	55 023	26,0%
Collectif Neuf	7 975	7,1%	80,7%	1 243	3,1%	12,6%	256	1,9%	2,6%	413	0,9%	4,2%	9 887	4,7%
Individuel Ancien	39 959	35,3%	45,7%	18 598	46,7%	21,3%	6 667	49,7%	7,6%	22 208	49,2%	25,4%	87 432	41,3%
Collectif Ancien	53 547	47,4%	90,5%	2 850	7,2%	4,8%	810	6,0%	1,4%	1 929	4,3%	3,3%	59 136	28,0%
<b>Ensemble</b>	<b>113 062</b>	<b>100%</b>	<b>53,5%</b>	<b>39 856</b>	<b>100%</b>	<b>18,8%</b>	<b>13 424</b>	<b>100%</b>	<b>6,3%</b>	<b>45 136</b>	<b>100%</b>	<b>21,3%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	13 577	10,4%	20,4%	20 784	44,9%	31,3%	7 233	44,9%	10,9%	24 814	47,5%	37,4%	66 408	27,1%
Collectif Neuf	9 312	7,1%	76,7%	1 841	4,0%	15,2%	468	2,9%	3,9%	515	1,0%	4,2%	12 136	4,9%
Individuel Ancien	46 056	35,3%	47,1%	20 010	43,3%	20,5%	7 342	45,6%	7,5%	24 308	46,5%	24,9%	97 716	39,8%
Collectif Ancien	61 638	47,2%	89,4%	3 619	7,8%	5,2%	1 067	6,6%	1,5%	2 654	5,1%	3,8%	68 978	28,1%
<b>Ensemble</b>	<b>130 583</b>	<b>100%</b>	<b>53,2%</b>	<b>46 254</b>	<b>100%</b>	<b>18,9%</b>	<b>16 110</b>	<b>100%</b>	<b>6,6%</b>	<b>52 291</b>	<b>100%</b>	<b>21,3%</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>

### Annexe 3 : Coût moyen d'opération et montant moyen du NPTZ par type d'opération

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2010	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité	
		moyenne du	PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ
Individuel Neuf	179 800 €	23,0%	41 400 €	169 600 €	21,4%	36 300 €	166 800 €	20,9%	34 800 €	150 700 €	22,3%	33 600 €
Collectif Neuf	175 100 €	22,9%	40 100 €	153 400 €	21,7%	33 300 €	153 200 €	20,7%	31 700 €	135 400 €	19,2%	26 000 €
Individuel Ancien	158 200 €	9,5%	15 000 €	151 600 €	8,8%	13 400 €	141 800 €	9,2%	13 100 €	121 100 €	10,4%	12 600 €
Collectif Ancien	146 900 €	9,8%	14 400 €	130 900 €	8,6%	11 300 €	120 600 €	9,5%	11 400 €	100 400 €	10,5%	10 500 €
<b>Ensemble</b>	<b>158 400 €</b>	<b>13,4%</b>	<b>21 200 €</b>	<b>159 200 €</b>	<b>15,8%</b>	<b>25 200 €</b>	<b>152 200 €</b>	<b>15,2%</b>	<b>23 100 €</b>	<b>133 900 €</b>	<b>16,6%</b>	<b>22 200 €</b>

2009	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité	
		moyenne du	PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ
Individuel Neuf	171 600 €	24,2%	41 500 €	161 700 €	22,7%	36 700 €	158 900 €	22,7%	36 000 €	144 500 €	23,7%	34 200 €
Collectif Neuf	170 400 €	22,2%	37 900 €	148 600 €	21,3%	31 700 €	149 800 €	19,1%	28 600 €	133 900 €	19,4%	26 000 €
Individuel Ancien	158 000 €	9,7%	15 300 €	150 500 €	9,0%	13 600 €	138 600 €	9,6%	13 300 €	120 300 €	10,6%	12 800 €
Collectif Ancien	143 000 €	10,3%	14 700 €	127 200 €	9,0%	11 400 €	114 400 €	10,1%	11 500 €	97 700 €	10,7%	10 500 €
<b>Ensemble</b>	<b>154 300 €</b>	<b>13,3%</b>	<b>20 500 €</b>	<b>154 000 €</b>	<b>15,8%</b>	<b>24 300 €</b>	<b>146 400 €</b>	<b>15,9%</b>	<b>23 300 €</b>	<b>130 500 €</b>	<b>17,2%</b>	<b>22 400 €</b>

2008	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité	
		moyenne du	PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ
Individuel Neuf	166 500 €	11,6%	19 300 €	157 000 €	11,8%	18 600 €	155 400 €	12,0%	18 600 €	142 000 €	12,9%	18 300 €
Collectif Neuf	171 600 €	10,4%	17 900 €	152 700 €	10,2%	15 600 €	156 600 €	9,3%	14 500 €	140 600 €	9,7%	13 700 €
Individuel Ancien	152 400 €	9,7%	14 800 €	149 800 €	8,9%	13 400 €	140 500 €	9,5%	13 300 €	119 900 €	10,7%	12 800 €
Collectif Ancien	143 800 €	10,2%	14 700 €	133 200 €	8,8%	11 700 €	122 300 €	9,5%	11 600 €	104 500 €	10,4%	10 900 €
<b>Ensemble</b>	<b>151 100 €</b>	<b>10,2%</b>	<b>15 400 €</b>	<b>151 800 €</b>	<b>10,3%</b>	<b>15 600 €</b>	<b>146 100 €</b>	<b>10,6%</b>	<b>15 500 €</b>	<b>129 500 €</b>	<b>11,7%</b>	<b>15 200 €</b>

2007	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité		Opération	Quotité	
		moyenne du	PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ		moyenne	du PTZ
Individuel Neuf	167 500 €	11,3%	18 900 €	157 300 €	11,8%	18 500 €	155 700 €	11,9%	18 500 €	141 100 €	12,9%	18 200 €
Collectif Neuf	173 900 €	9,8%	17 000 €	154 500 €	10,0%	15 400 €	155 700 €	9,4%	14 600 €	142 000 €	9,7%	13 800 €
Individuel Ancien	150 900 €	9,7%	14 600 €	151 400 €	8,9%	13 500 €	141 400 €	9,4%	13 300 €	120 500 €	10,6%	12 800 €
Collectif Ancien	145 500 €	10,1%	14 700 €	135 100 €	8,8%	11 900 €	127 000 €	9,3%	11 800 €	106 700 €	10,7%	11 400 €
<b>Ensemble</b>	<b>151 700 €</b>	<b>10,1%</b>	<b>15 300 €</b>	<b>152 900 €</b>	<b>10,3%</b>	<b>15 700 €</b>	<b>147 300 €</b>	<b>10,5%</b>	<b>15 500 €</b>	<b>129 800 €</b>	<b>11,8%</b>	<b>15 300 €</b>

## Annexe 4 : Répartition des CSP selon le type de commune

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2010	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	167	0,1%	7,4%	512	0,8%	22,7%	200	1,1%	8,9%	1 379	2,4%	61,1%	2 258	0,8%
Artisans, commerçants	3 860	2,6%	48,0%	1 670	2,8%	20,8%	512	2,7%	6,4%	2 000	3,5%	24,9%	8 042	2,8%
Cadres	24 702	16,5%	74,2%	4 583	7,5%	13,8%	1 131	6,0%	3,4%	2 881	5,1%	8,7%	33 297	11,6%
Prof. Intermédiaires	35 200	23,5%	55,7%	13 681	22,5%	21,7%	4 009	21,2%	6,3%	10 293	18,0%	16,3%	63 183	22,1%
Employés	54 211	36,2%	55,6%	20 735	34,1%	21,3%	5 693	30,1%	5,8%	16 831	29,5%	17,3%	97 470	34,0%
Ouvriers	27 823	18,6%	37,1%	18 352	30,2%	24,5%	6 892	36,5%	9,2%	21 828	38,3%	29,1%	74 895	26,2%
Retraités	1 012	0,7%	49,7%	283	0,5%	13,9%	99	0,5%	4,9%	642	1,1%	31,5%	2 036	0,7%
Inactifs	2 629	1,8%	51,8%	910	1,5%	17,9%	348	1,8%	6,9%	1 188	2,1%	23,4%	5 075	1,8%
<b>Ensemble</b>	<b>149 604</b>	<b>100%</b>	<b>52,3%</b>	<b>60 726</b>	<b>100%</b>	<b>21,2%</b>	<b>18 884</b>	<b>100%</b>	<b>6,6%</b>	<b>57 042</b>	<b>100%</b>	<b>19,9%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

2009	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	128	0,1%	7,2%	394	0,9%	22,2%	160	1,1%	9,0%	1 095	2,6%	61,6%	1 777	0,8%
Artisans, commerçants	2 908	2,5%	49,9%	1 176	2,7%	20,2%	366	2,6%	6,3%	1 379	3,3%	23,7%	5 829	2,7%
Cadres	19 667	16,7%	74,5%	3 597	8,2%	13,6%	885	6,3%	3,4%	2 252	5,4%	8,5%	26 401	12,2%
Prof. Intermédiaires	27 480	23,4%	57,3%	9 953	22,8%	20,8%	2 929	21,0%	6,1%	7 563	18,3%	15,8%	47 925	22,1%
Employés	42 189	35,9%	58,2%	14 381	33,0%	19,8%	4 061	29,1%	5,6%	11 867	28,7%	16,4%	72 498	33,5%
Ouvriers	22 032	18,7%	39,1%	13 229	30,3%	23,5%	5 238	37,5%	9,3%	15 819	38,2%	28,1%	56 318	26,0%
Retraités	870	0,7%	55,4%	187	0,4%	11,9%	70	0,5%	4,5%	444	1,1%	28,3%	1 571	0,7%
Inactifs	2 292	1,9%	54,8%	687	1,6%	16,4%	252	1,8%	6,0%	953	2,3%	22,8%	4 184	1,9%
<b>Ensemble</b>	<b>117 566</b>	<b>100%</b>	<b>54,3%</b>	<b>43 604</b>	<b>100%</b>	<b>20,1%</b>	<b>13 961</b>	<b>100%</b>	<b>6,4%</b>	<b>41 372</b>	<b>100%</b>	<b>19,1%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	143	0,1%	7,1%	480	1,2%	23,9%	175	1,3%	8,7%	1 209	2,7%	60,2%	2 007	0,9%
Artisans, commerçants	2 561	2,3%	47,9%	1 078	2,7%	20,1%	323	2,4%	6,0%	1 388	3,1%	25,9%	5 350	2,5%
Cadres	19 594	17,3%	74,1%	3 356	8,4%	12,7%	897	6,7%	3,4%	2 591	5,7%	9,8%	26 438	12,5%
Prof. Intermédiaires	25 583	22,6%	57,0%	8 697	21,8%	19,4%	2 776	20,7%	6,2%	7 813	17,3%	17,4%	44 869	21,2%
Employés	39 141	34,6%	57,6%	12 714	31,9%	18,7%	3 739	27,9%	5,5%	12 367	27,4%	18,2%	67 961	32,1%
Ouvriers	22 809	20,2%	38,8%	12 579	31,6%	21,4%	5 135	38,3%	8,7%	18 267	40,5%	31,1%	58 790	27,8%
Retraités	692	0,6%	53,8%	152	0,4%	11,8%	57	0,4%	4,4%	386	0,9%	30,0%	1 287	0,6%
Inactifs	2 539	2,2%	53,2%	800	2,0%	16,8%	322	2,4%	6,7%	1 115	2,5%	23,3%	4 776	2,3%
<b>Ensemble</b>	<b>113 062</b>	<b>100%</b>	<b>53,5%</b>	<b>39 856</b>	<b>100%</b>	<b>18,8%</b>	<b>13 424</b>	<b>100%</b>	<b>6,3%</b>	<b>45 136</b>	<b>100%</b>	<b>21,3%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	153	0,1%	7,5%	491	1%	24,0%	171	1,1%	8,4%	1 232	2,4%	60,2%	2 047	0,8%
Artisans, commerçants	2 884	2,2%	47,7%	1 185	3%	19,6%	367	2,3%	6,1%	1 609	3,1%	26,6%	6 045	2,5%
Cadres	23 672	18,1%	73,8%	4 112	9%	12,8%	1 134	7,0%	3,5%	3 157	6,0%	9,8%	32 075	13,1%
Prof. Intermédiaires	30 285	23,2%	56,5%	10 442	23%	19,5%	3 372	20,9%	6,3%	9 479	18,1%	17,7%	53 578	21,8%
Employés	44 989	34,5%	56,9%	14 840	32%	18,8%	4 529	28,1%	5,7%	14 728	28,2%	18,6%	79 086	32,2%
Ouvriers	24 329	18,6%	37,7%	13 930	30%	21,6%	6 045	37,5%	9,4%	20 164	38,6%	31,3%	64 468	26,3%
Retraités	731	0,6%	54,1%	164	0%	12,1%	64	0,4%	4,7%	391	0,7%	29,0%	1 350	0,6%
Inactifs	3 540	2,7%	53,7%	1 090	2%	16,5%	428	2,7%	6,5%	1 531	2,9%	23,2%	6 589	2,7%
<b>Ensemble</b>	<b>130 583</b>	<b>100,0%</b>	<b>53,2%</b>	<b>46 254</b>	<b>100%</b>	<b>18,9%</b>	<b>16 110</b>	<b>100%</b>	<b>6,6%</b>	<b>52 291</b>	<b>100%</b>	<b>21,3%</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>



Annexe 5 : Répartition des emprunteurs selon leur situation familiale et le type de commune  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2010	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	57 682	38,6%	67,6%	11 514	19,0%	13,5%	3 481	18,4%	4,1%	12 673	22,2%	14,8%	85 350	29,8%
2 personnes	35 973	24,0%	48,3%	17 278	28,5%	23,2%	5 598	29,6%	7,5%	15 594	27,3%	20,9%	74 443	26,0%
3 personnes	26 409	17,7%	43,5%	15 683	25,8%	25,8%	4 779	25,3%	7,9%	13 899	24,4%	22,9%	60 770	21,2%
4 personnes	19 714	13,2%	43,6%	11 625	19,1%	25,7%	3 500	18,5%	7,7%	10 395	18,2%	23,0%	45 234	15,8%
5 personnes	7 464	5,0%	47,0%	3 713	6,1%	23,4%	1 194	6,3%	7,5%	3 521	6,2%	22,2%	15 892	5,6%
6 personnes et plus	2 362	1,6%	51,7%	913	1,5%	20,0%	332	1,8%	7,3%	960	1,7%	21,0%	4 567	1,6%
Ensemble	149 604	100%	52,3%	60 726	100%	21,2%	18 884	100%	6,6%	57 042	100%	19,9%	286 256	100%

2009	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	43 167	36,7%	69,8%	7 792	17,9%	12,6%	2 328	16,7%	3,8%	8 575	20,7%	13,9%	61 862	28,6%
2 personnes	29 864	25,4%	51,4%	12 650	29,0%	21,8%	4 196	30,1%	7,2%	11 337	27,4%	19,5%	58 047	26,8%
3 personnes	21 079	17,9%	45,8%	11 101	25,5%	24,1%	3 512	25,2%	7,6%	10 332	25,0%	22,4%	46 024	21,3%
4 personnes	15 537	13,2%	45,3%	8 448	19,4%	24,6%	2 670	19,1%	7,8%	7 659	18,5%	22,3%	34 314	15,8%
5 personnes	5 971	5,1%	47,6%	2 878	6,6%	23,0%	991	7,1%	7,9%	2 699	6,5%	21,5%	12 539	5,8%
6 personnes et plus	1 948	1,7%	52,4%	735	1,7%	19,8%	264	1,9%	7,1%	770	1,9%	20,7%	3 717	1,7%
Ensemble	117 566	100%	54,3%	43 604	100%	20,1%	13 961	100%	6,4%	41 372	100%	19,1%	216 503	100%

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	42 944	38,0%	69,9%	7 104	17,8%	11,6%	2 253	16,8%	3,7%	9 123	20,2%	14,9%	61 424	29,0%
2 personnes	30 066	26,6%	50,5%	12 438	31,2%	20,9%	4 164	31,0%	7,0%	12 845	28,5%	21,6%	59 513	28,1%
3 personnes	19 299	17,1%	43,7%	10 328	25,9%	23,4%	3 370	25,1%	7,6%	11 139	24,7%	25,2%	44 136	20,9%
4 personnes	13 672	12,1%	43,2%	7 137	17,9%	22,6%	2 481	18,5%	7,8%	8 325	18,4%	26,3%	31 615	14,9%
5 personnes	5 349	4,7%	47,0%	2 247	5,6%	19,7%	901	6,7%	7,9%	2 885	6,4%	25,3%	11 382	5,4%
6 personnes et plus	1 732	1,5%	50,8%	602	1,5%	17,7%	255	1,9%	7,5%	819	1,8%	24,0%	3 408	1,6%
Ensemble	113 062	100%	53,5%	39 856	100%	18,8%	13 424	100%	6,3%	45 136	100%	21,3%	211 478	100%

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	50 794	38,9%	70,7%	8 048	17,4%	11,2%	2 741	17,0%	3,8%	10 283	19,7%	14,3%	71 866	29,3%
2 personnes	34 311	26,3%	50,4%	14 053	30,4%	20,6%	5 003	31,1%	7,3%	14 709	28,1%	21,6%	68 076	27,8%
3 personnes	22 231	17,0%	43,4%	12 079	26,1%	23,6%	3 976	24,7%	7,8%	12 945	24,8%	25,3%	51 231	20,9%
4 personnes	15 555	11,9%	41,9%	8 581	18,6%	23,1%	3 013	18,7%	8,1%	9 973	19,1%	26,9%	37 122	15,1%
5 personnes	5 828	4,5%	44,2%	2 847	6,2%	21,6%	1 058	6,6%	8,0%	3 455	6,6%	26,2%	13 188	5,4%
6 personnes et plus	1 864	1,4%	49,6%	646	1,4%	17,2%	319	2,0%	8,5%	926	1,8%	24,7%	3 755	1,5%
Ensemble	130 583	100%	53,2%	46 254	100%	18,9%	16 110	100%	6,6%	52 291	100%	21,3%	245 238	100%

## Annexe 6 : Répartition des emprunteurs selon leur revenu mensuel N et le type de commune

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2010	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	61 740	59%	41,7%	17 114	16,3%	28,4%	5 645	5,4%	30,1%	20 769	19,7%	36,6%	105 268	37,1%
2 - 3 SMIC	53 555	44%	36,2%	29 785	24,7%	49,4%	9 300	7,7%	49,5%	27 795	23,1%	49,0%	120 435	42,5%
3 - 4 SMIC	25 706	53%	17,4%	11 941	24,7%	19,8%	3 418	7,1%	18,2%	7 270	15,0%	12,8%	48 335	17,0%
4 - 5 SMIC	5 433	71%	3,7%	1 216	15,8%	2,0%	330	4,3%	1,8%	706	9,2%	1,2%	7 685	2,7%
Au moins 5 SMIC	1 458	74%	1,0%	267	13,6%	0,4%	85	4,3%	0,5%	154	7,8%	0,3%	1 964	0,7%
<b>Effectif exploité</b>	<b>147 892</b>	<b>52,1%</b>	<b>100%</b>	<b>60 323</b>	<b>21,3%</b>	<b>100%</b>	<b>18 778</b>	<b>6,6%</b>	<b>100%</b>	<b>56 694</b>	<b>20,0%</b>	<b>100%</b>	<b>283 687</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>1 712</b>			<b>403</b>			<b>106</b>			<b>348</b>			<b>2 569</b>	

2009	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	46 995	61%	40,3%	11 605	15,1%	26,8%	3 991	5,2%	28,7%	14 496	18,8%	35,3%	77 087	35,9%
2 - 3 SMIC	42 508	46%	36,4%	21 472	23,4%	49,6%	7 034	7,7%	50,6%	20 640	22,5%	50,2%	91 654	42,6%
3 - 4 SMIC	21 264	56%	18,2%	8 925	23,5%	20,6%	2 588	6,8%	18,6%	5 277	13,9%	12,8%	38 054	17,7%
4 - 5 SMIC	4 625	72%	4,0%	1 005	15,7%	2,3%	230	3,6%	1,7%	545	8,5%	1,3%	6 405	3,0%
Au moins 5 SMIC	1 264	72%	1,1%	291	16,5%	0,7%	53	3,0%	0,4%	156	8,8%	0,4%	1 764	0,8%
<b>Effectif exploité</b>	<b>116 656</b>	<b>54,3%</b>	<b>100%</b>	<b>43 298</b>	<b>20,1%</b>	<b>100%</b>	<b>13 896</b>	<b>6,5%</b>	<b>100%</b>	<b>41 114</b>	<b>19,1%</b>	<b>100%</b>	<b>214 964</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>910</b>			<b>306</b>			<b>65</b>			<b>258</b>			<b>1 539</b>	

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	40 477	61%	41,6%	9 674	14,6%	30,4%	3 390	5,1%	30,8%	12 938	19,5%	37,9%	66 479	38,2%
2 - 3 SMIC	34 764	49%	35,8%	14 708	20,7%	46,2%	5 265	7,4%	47,8%	16 312	23,0%	47,8%	71 049	40,8%
3 - 4 SMIC	16 867	56%	17,3%	6 539	21,9%	20,5%	2 104	7,0%	19,1%	4 374	14,6%	12,8%	29 884	17,2%
4 - 5 SMIC	4 064	75%	4,2%	749	13,7%	2,4%	206	3,8%	1,9%	430	7,9%	1,3%	5 449	3,1%
Au moins 5 SMIC	1 066	77%	1,1%	161	11,6%	0,5%	52	3,8%	0,5%	104	7,5%	0,3%	1 383	0,8%
<b>Effectif exploité</b>	<b>97 238</b>	<b>55,8%</b>	<b>100%</b>	<b>31 831</b>	<b>18,3%</b>	<b>100%</b>	<b>11 017</b>	<b>6,3%</b>	<b>100%</b>	<b>34 158</b>	<b>19,6%</b>	<b>100%</b>	<b>174 244</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>15 824</b>			<b>8 025</b>			<b>2 407</b>			<b>10 978</b>			<b>37 234</b>	

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	43 490	63%	39,0%	9 399	13,5%	25,8%	3 519	5,1%	26,3%	12 975	18,7%	33,8%	69 383	34,8%
2 - 3 SMIC	40 781	49%	36,6%	17 331	20,6%	47,5%	6 654	7,9%	49,7%	19 229	22,9%	50,1%	83 995	42,1%
3 - 4 SMIC	21 057	55%	18,9%	8 566	22,5%	23,5%	2 880	7,6%	21,5%	5 553	14,6%	14,5%	38 056	19,1%
4 - 5 SMIC	4 922	73%	4,4%	997	14,7%	2,7%	289	4,3%	2,2%	562	8,3%	1,5%	6 770	3,4%
Au moins 5 SMIC	1 153	79%	1,0%	172	11,8%	0,5%	38	2,6%	0,3%	93	6,4%	0,2%	1 456	0,7%
<b>Effectif exploité</b>	<b>111 403</b>	<b>55,8%</b>	<b>100%</b>	<b>36 465</b>	<b>18,3%</b>	<b>100%</b>	<b>13 380</b>	<b>6,7%</b>	<b>100%</b>	<b>38 412</b>	<b>19,2%</b>	<b>100%</b>	<b>199 660</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>19 180</b>			<b>9 789</b>			<b>2 730</b>			<b>13 879</b>			<b>45 578</b>	

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

**Annexe 7 : Comparaison des émissions de NPTZ par catégorie de commune de l'ancien et du futur logement**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2010		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	104 442	69,8%	80,6%	16 210	26,7%	12,5%	3 879	20,5%	3,0%	4 980	8,7%	3,8%	129 511	45,2%
	Couronne périurbaine	26 936	18,0%	36,9%	33 483	55,1%	45,8%	4 753	25,2%	6,5%	7 878	13,8%	10,8%	73 050	25,5%
	Commune multipolarisée	6 056	4,0%	30,1%	3 273	5,4%	16,2%	7 260	38,4%	36,0%	3 561	6,2%	17,7%	20 150	7,0%
	Espace rural	12 165	8,1%	19,1%	7 758	12,8%	12,2%	2 992	15,8%	4,7%	40 621	71,2%	63,9%	63 536	22,2%
Ensemble renseigné		149 599	100%	52%	60 724	100%	21%	18 884	100%	7%	57 040	100%	20%	286 247	100%

2009		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	82 279	70,0%	81,8%	11 849	27,2%	11,8%	2 829	20,3%	2,8%	3 651	8,8%	3,6%	100 608	46,5%
	Couronne périurbaine	21 107	18,0%	39,3%	23 768	54,5%	44,3%	3 370	24,1%	6,3%	5 454	13,2%	10,2%	53 699	24,8%
	Commune multipolarisée	4 829	4,1%	31,8%	2 346	5,4%	15,4%	5 425	38,9%	35,7%	2 595	6,3%	17,1%	15 195	7,0%
	Espace rural	9 344	7,9%	19,9%	5 641	12,9%	12,0%	2 336	16,7%	5,0%	29 669	71,7%	63,1%	46 990	21,7%
Ensemble renseigné		117 559	100%	54%	43 604	100%	20%	13 960	100%	6%	41 369	100%	19%	216 492	100%

2008		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	78 269	69,2%	82,2%	10 107	25,4%	10,6%	2 691	20,0%	2,8%	4 111	9,1%	4,3%	95 178	45,0%
	Couronne périurbaine	20 508	18,1%	39,3%	21 994	55,2%	42,2%	3 374	25,1%	6,5%	6 271	13,9%	12,0%	52 147	24,7%
	Commune multipolarisée	4 754	4,2%	31,9%	2 207	5,5%	14,8%	5 150	38,4%	34,6%	2 784	6,2%	18,7%	14 895	7,0%
	Espace rural	9 526	8,4%	19,3%	5 544	13,9%	11,3%	2 208	16,4%	4,5%	31 969	70,8%	64,9%	49 247	23,3%
Ensemble renseigné		113 057	100%	53%	39 852	100%	19%	13 423	100%	6%	45 135	100%	21%	211 467	100%

2007		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	90 502	69,3%	81,0%	12 197	26,4%	10,9%	3 560	22,1%	3,2%	5 440	10,4%	4,9%	111 699	45,5%
	Couronne périurbaine	23 873	18,3%	39,3%	25 312	54,7%	41,7%	4 022	25,0%	6,6%	7 557	14,5%	12,4%	60 764	24,8%
	Commune multipolarisée	5 483	4,2%	32,1%	2 455	5,3%	14,4%	5 935	36,8%	34,7%	3 221	6,2%	18,8%	17 094	7,0%
	Espace rural	10 723	8,2%	19,3%	6 289	13,6%	11,3%	2 591	16,1%	4,7%	36 070	69,0%	64,8%	55 673	22,7%
Ensemble renseigné		130 581	100%	53%	46 253	100%	19%	16 108	100%	7%	52 288	100%	21%	245 230	100%

**Annexe 8 : Répartition des émissions selon les caractéristiques socio-démographiques des emprunteurs**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

**Age de l'emprunteur**

	2007		2008		2009		2010	
âge <=25	39 898	16,3%	33 177	15,7%	34 195	15,8%	45 495	15,9%
25< âge <=35	138 042	56,3%	117 599	55,6%	116 185	53,7%	151 440	52,9%
35< âge <=45	49 963	20,4%	44 351	21,0%	47 388	21,9%	64 389	22,5%
45< âge <=65	17 096	7,0%	16 081	7,6%	18 419	8,5%	24 565	8,6%
65> âge	239	0,1%	270	0,1%	316	0,1%	367	0,1%
<b>Ensemble</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

**Statut matrimonial de l'emprunteur**

	2007		2008		2009		2010	
Marié	67 953	27,7%	56 097	26,5%	58 487	27,0%	73 925	25,8%
Veuf	902	0,4%	764	0,4%	869	0,4%	1 033	0,4%
Divorcé ou séparé	11 936	4,9%	10 968	5,2%	12 421	5,7%	17 126	6,0%
Célibataire	92 525	37,7%	77 617	36,7%	79 288	36,6%	109 397	38,2%
Vivant maritalement	71 922	29,3%	66 032	31,2%	65 438	30,2%	84 775	29,6%
<b>Ensemble</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

**Ancien statut d'occupation de l'emprunteur**

	2007		2008		2009		2010	
Locataire HLM	16 964	6,9%	8 028	3,8%	8 495	3,9%	11 454	4,0%
Autre locataire	171 378	69,9%	160 536	75,9%	169 185	78,1%	224 165	78,3%
Vivait chez ses parents	32 556	13,3%	23 465	11,1%	21 435	9,9%	29 180	10,2%
Autres statuts	24 340	9,9%	19 449	9,2%	17 388	8,0%	21 457	7,5%
<b>Ensemble</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

**CSP de l'emprunteur (\*)**

	2007		2008		2009		2010	
Agriculteurs	2 047	0,8%	2 007	0,9%	1 777	0,8%	2 258	0,8%
Artisans, commerçants	6 045	2,5%	5 350	2,5%	5 829	2,7%	8 042	2,8%
Cadres	32 075	13,1%	26 438	12,5%	26 401	12,2%	33 297	11,6%
Prof. Intermédiaires	53 578	21,8%	44 869	21,2%	47 925	22,1%	63 183	22,1%
Employés	79 086	32,2%	67 961	32,1%	72 498	33,5%	97 470	34,0%
Ouvriers	64 468	26,3%	58 790	27,8%	56 318	26,0%	74 895	26,2%
Retraités	1 350	0,6%	1 287	0,6%	1 571	0,7%	2 036	0,7%
Inactifs	6 589	2,7%	4 776	2,3%	4 184	1,9%	5 075	1,8%
<b>Ensemble</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

(\*) Plus de détails relatifs à la CSP à l'annexe 4

## Annexe 9 : Répartition des émissions par catégorie de ménage et type d'opération

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

	Petit ménage (1 ou 2 personnes)	Famille (au moins 3 personnes)
<b>Revenus modestes</b>	moins de 1.5 SMIC (1)	moins de 2 SMIC
<b>Revenus moyens</b>	de 1.5 à 2 SMIC	de 2 à 2.5 SMIC
<b>Revenus intermédiaires</b>	de 2 à 3 SMIC	de 2.5 à 3.5 SMIC
<b>Revenus aisés</b>	plus de 3 SMIC	plus de 3.5 SMIC

(1) Sur la base d'un SMIC mensuel net pour 151.67h de travail à 1005.37€ en 2007, 1037.53€ en 2008, 1050.63€ en 2009, 1055.40€ en 2010

	2007		2008		2009		2010	
Petit ménage / revenus modestes	26 412	13,2%	26 389	15,1%	29 409	13,7%	39 762	14,0%
Famille / revenus modestes	14 985	7,5%	16 981	9,7%	16 179	7,5%	20 812	7,3%
Petit ménage / revenus moyens	27 986	14,0%	23 109	13,3%	31 499	14,7%	44 694	15,8%
Famille / revenus moyens	17 522	8,8%	14 858	8,5%	20 363	9,5%	27 440	9,7%
Petit ménage / revenus intermédiaires	42 653	21,4%	36 121	20,7%	43 141	20,1%	55 889	19,7%
Famille / revenus intermédiaires	40 412	20,2%	33 092	19,0%	45 920	21,4%	60 455	21,3%
Petit ménage / revenus aisés	16 350	8,2%	13 389	7,7%	15 031	7,0%	17 987	6,3%
Famille / revenus aisés	13 340	6,7%	10 305	5,9%	13 422	6,2%	16 648	5,9%
<b>Effectif exploité</b>	<b>199 660</b>	<b>100%</b>	<b>174 244</b>	<b>100%</b>	<b>214 964</b>	<b>100%</b>	<b>283 687</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>45 578</b>		<b>37 234</b>		<b>1 539</b>		<b>2 569</b>	

2010	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Petit ménage / revenus modestes	6 169	7,2%	4 277	23,5%	14 445	13,0%	14 871	21,6%	39 762	14,0%
Famille / revenus modestes	9 069	10,6%	761	4,2%	8 223	7,4%	2 759	4,0%	20 812	7,3%
Petit ménage / revenus moyens	6 989	8,2%	4 971	27,4%	14 674	13,2%	18 060	26,3%	44 694	15,8%
Famille / revenus moyens	12 501	14,6%	797	4,4%	11 329	10,2%	2 813	4,1%	27 440	9,7%
Petit ménage / revenus intermédiaires	16 096	18,8%	3 374	18,6%	21 558	19,4%	14 861	21,6%	55 889	19,7%
Famille / revenus intermédiaires	25 776	30,2%	1 933	10,6%	26 416	23,7%	6 330	9,2%	60 455	21,3%
Petit ménage / revenus aisés	3 831	4,5%	1 255	6,9%	6 760	6,1%	6 141	8,9%	17 987	6,3%
Famille / revenus aisés	5 055	5,9%	807	4,4%	7 863	7,1%	2 923	4,3%	16 648	5,9%
<b>Effectif exploité</b>	<b>85 486</b>	<b>100%</b>	<b>18 175</b>	<b>100%</b>	<b>111 268</b>	<b>100%</b>	<b>68 758</b>	<b>100%</b>	<b>283 687</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>558</b>		<b>129</b>		<b>875</b>		<b>1 007</b>		<b>2 569</b>	

2010	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Petit ménage / revenus modestes	15,5%		10,8%		36,3%		37,4%		100%	
Famille / revenus modestes	43,6%		3,7%		39,5%		13,3%		100%	
Petit ménage / revenus moyens	15,6%		11,1%		32,8%		40,4%		100%	
Famille / revenus moyens	45,6%		2,9%		41,3%		10,3%		100%	
Petit ménage / revenus intermédiaires	28,8%		6,0%		38,6%		26,6%		100%	
Famille / revenus intermédiaires	42,6%		3,2%		43,7%		10,5%		100%	
Petit ménage / revenus aisés	21,3%		7,0%		37,6%		34,1%		100%	
Famille / revenus aisés	30,4%		4,8%		47,2%		17,6%		100%	
<b>Effectif exploité</b>	<b>30,1%</b>		<b>6,4%</b>		<b>39,2%</b>		<b>24,2%</b>		<b>100%</b>	

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

## Annexe 10 : Répartition des émissions de NPTZ par tranches du barème et type d'opération

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

Revenu de l'année de référence	2007		2008		2009		01<->05 2010		06<->12 2010	
Tranche 1	60 985	24,9%	53 563	25,3%	49 170	22,7%	27 081	22,4%	35 155	21,3%
Tranche 2	41 992	17,1%	36 216	17,1%	35 856	16,6%	20 304	16,8%	28 744	17,4%
Tranche 3	43 904	17,9%	37 516	17,7%	37 134	17,2%	20 294	16,8%	28 374	17,2%
Tranche 4	70 920	28,9%	60 808	28,8%	64 287	29,7%	35 953	29,8%	49 518	29,9%
Tranche 5	27 437	11,2%	23 375	11,1%	30 056	13,9%	17 196	14,2%	23 637	14,3%
<b>Ensemble</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>	<b>120 828</b>	<b>100%</b>	<b>165 428</b>	<b>100%</b>

2010	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Tranche 1	13 340	15,5%	5 589	30,5%	22 642	20,2%	20 665	29,6%	62 236	21,7%
Tranche 2	12 537	14,6%	3 998	21,8%	18 101	16,1%	14 412	20,7%	49 048	17,1%
Tranche 3	14 747	17,1%	3 126	17,1%	18 595	16,6%	12 200	17,5%	48 668	17,0%
Tranche 4	32 432	37,7%	3 351	18,3%	35 888	32,0%	13 800	19,8%	85 471	29,9%
Tranche 5	12 988	15,1%	2 240	12,2%	16 917	15,1%	8 688	12,5%	40 833	14,3%
<b>Effectifs</b>	<b>86 044</b>	<b>100%</b>	<b>18 304</b>	<b>100%</b>	<b>112 143</b>	<b>100%</b>	<b>69 765</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

2009	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Tranche 1	9 880	16,7%	4 241	32,9%	17 722	20,1%	17 327	30,7%	49 170	22,7%
Tranche 2	8 644	14,6%	2 650	20,6%	13 582	15,4%	10 980	19,5%	35 856	16,6%
Tranche 3	10 365	17,5%	2 173	16,9%	15 034	17,1%	9 562	16,9%	37 134	17,2%
Tranche 4	22 077	37,3%	2 368	18,4%	28 486	32,4%	11 356	20,1%	64 287	29,7%
Tranche 5	8 164	13,8%	1 450	11,3%	13 221	15,0%	7 221	12,8%	30 056	13,9%
<b>Effectifs</b>	<b>59 130</b>	<b>100%</b>	<b>12 882</b>	<b>100%</b>	<b>88 045</b>	<b>100%</b>	<b>56 446</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>

**Annexe 11 : Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

**Evolution du revenu mensuel moyen entre l'année de référence et l'année N par tranche(1) du barème**

	2007		2008		2009		01<->05 2010		06<->12 2010	
	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-1
Tranche 1	1 720	59,3%	1 750	63,6%	1 780	64,8%	1 840	70,4%	1 740	59,6%
Tranche 2	2 050	24,2%	2 080	26,1%	2 070	25,5%	2 090	26,7%	1 990	20,6%
Tranche 3	2 370	17,9%	2 380	18,4%	2 420	20,4%	2 450	21,9%	2 350	16,9%
Tranche 4	2 810	10,2%	2 770	8,6%	2 870	12,1%	2 910	13,7%	2 820	9,7%
Tranche 5	3 540	4,1%	3 500	2,9%	3 590	5,3%	3 610	5,9%	3 510	3,5%
<b>Ensemble</b>	<b>2 420</b>	<b>18,6%</b>	<b>2 410</b>	<b>18,7%</b>	<b>2 510</b>	<b>19,5%</b>	<b>2 550</b>	<b>21,4%</b>	<b>2 460</b>	<b>16,6%</b>

(1) Tranches du barème NPTZ :

A partir de 01/04/2007

Tranche 1 moins de 15 800 €  
Tranche 2 de 15 801 € à 19 750 €  
Tranche 3 de 19 751 € à 23 688 €  
Tranche 4 de 23 689 € à 31 588 €  
Tranche 5 plus de 31 588 €

Avant 01/04/2007

Tranche 1 moins de 12 640 €  
Tranche 2 de 12 640 € à 15 800 €  
Tranche 3 de 15 800 € à 18 950 €  
Tranche 4 de 18 950 € à 25 270 €  
Tranche 5 plus de 25 270 €

## Annexe 12 : Evolution des revenus mensuels de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ (déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

Evolution du SMIC mensuel net pour 151.67h de travail (35h/semaine)

SMIC en 2007 : 1005.37 €

SMIC en 2008 : 1037.53 €

SMIC en 2009 : 1050.63 €

SMIC en 2010 : 1055.40 €

	2010		2009	
Revenu mensuel <1 SMIC	2 023	0,7%	3 107	1,4%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	43 900	15,5%	31 893	14,8%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	59 345	20,9%	42 087	19,6%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	57 290	20,2%	42 848	19,9%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	63 145	22,3%	48 806	22,7%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	34 291	12,1%	26 609	12,4%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	14 044	5,0%	11 445	5,3%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	5 420	1,9%	4 453	2,1%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	2 265	0,8%	1 952	0,9%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	1 015	0,4%	864	0,4%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	949	0,3%	900	0,4%
<b>Effectif exploité</b>	<b>283 687</b>	<b>100%</b>	<b>214 964</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>2 569</b>		<b>1 539</b>	

	2008		2007	
Revenu mensuel <1 SMIC	10 650	6,1%	6 640	3,3%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	25 708	14,8%	26 498	13,3%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	30 121	17,3%	36 245	18,2%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	33 463	19,2%	39 605	19,8%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	37 586	21,6%	44 390	22,2%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	20 777	11,9%	26 233	13,1%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	9 107	5,2%	11 823	5,9%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	3 803	2,2%	4 857	2,4%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	1 646	0,9%	1 913	1,0%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	722	0,4%	800	0,4%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	661	0,4%	656	0,3%
<b>Effectif exploité</b>	<b>174 244</b>	<b>100%</b>	<b>199 660</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>37 234</b>		<b>45 578</b>	

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.



## Annexe 13 : Revenu mensuel de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ en 2010

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

(SMIC en 2010 : 1055.40 €nets)	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf		Ensemble	
Revenu mensuel <1 SMIC	438	21,7%	1 110	54,9%	475	23,5%	2 023	100%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	10 069	22,9%	20 968	47,8%	12 863	29,3%	43 900	100%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	11 495	19,4%	28 952	48,8%	18 898	31,8%	59 345	100%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	11 277	19,7%	23 036	40,2%	22 977	40,1%	57 290	100%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	11 489	18,2%	24 302	38,5%	27 354	43,3%	63 145	100%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	5 604	16,3%	15 080	44,0%	13 607	39,7%	34 291	100%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	2 123	15,1%	7 196	51,2%	4 725	33,6%	14 044	100%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	807	14,9%	3 014	55,6%	1 599	29,5%	5 420	100%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	326	14,4%	1 309	57,8%	630	27,8%	2 265	100%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	159	15,7%	581	57,2%	275	27,1%	1 015	100%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	139	14,6%	552	58,2%	258	27,2%	949	100%
<b>Effectif exploité</b>	<b>53 926</b>	<b>19,0%</b>	<b>126 100</b>	<b>44,5%</b>	<b>103 661</b>	<b>36,5%</b>	<b>283 687</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>463</b>	<b>18,0%</b>	<b>1 419</b>	<b>55,2%</b>	<b>687</b>	<b>26,7%</b>	<b>2 569</b>	

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf		Ensemble	
	% colonne	Nombre moyen de personnes	% colonne	Nombre moyen de personnes	% colonne	Nombre moyen de personnes	% colonne	Nombre moyen de personnes
Revenu mensuel <1 SMIC	0,8%	1,5	0,9%	1,4	0,5%	1,7	0,7%	1,5
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	18,7%	1,4	16,6%	1,4	12,4%	1,7	15,5%	1,5
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	21,3%	1,9	23,0%	1,6	18,2%	2,2	20,9%	1,9
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	20,9%	2,6	18,3%	2,3	22,2%	2,9	20,2%	2,6
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	21,3%	2,9	19,3%	2,8	26,4%	3,0	22,3%	2,9
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	10,4%	3,2	12,0%	3,0	13,1%	3,3	12,1%	3,2
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	3,9%	3,4	5,7%	3,1	4,6%	3,5	5,0%	3,3
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	1,5%	3,4	2,4%	3,3	1,5%	3,6	1,9%	3,4
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	0,6%	3,4	1,0%	3,3	0,6%	3,6	0,8%	3,4
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	0,3%	3,8	0,5%	3,6	0,3%	3,5	0,4%	3,6
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	0,3%	3,4	0,4%	3,2	0,2%	3,6	0,3%	3,3
<b>Effectif exploité</b>	<b>100%</b>	<b>2,4</b>	<b>100%</b>	<b>2,3</b>	<b>100%</b>	<b>2,8</b>	<b>100%</b>	<b>2,5</b>

### Montant moyen d'opération (en €) / Quotité moyenne du PTZ

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf		Ensemble	
Revenu mensuel <1 SMIC	84 500	11,7%	103 200	10,0%	131 500	21,9%	108 700	13,5%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	89 100	11,2%	105 500	10,0%	131 600	23,3%	109 500	14,9%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	109 400	10,6%	127 800	9,3%	149 100	22,6%	131 100	14,3%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	127 100	11,0%	148 900	9,7%	159 500	23,4%	149 000	15,8%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	144 400	10,3%	164 700	9,5%	172 700	22,1%	164 600	15,4%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	167 900	9,6%	188 700	9,1%	195 300	20,9%	188 000	14,0%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	194 500	9,0%	214 400	8,7%	216 900	20,2%	212 500	12,7%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	216 100	8,5%	240 700	8,3%	240 600	19,0%	237 200	11,5%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	240 100	7,8%	256 300	7,8%	256 300	17,8%	254 200	10,6%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	255 300	7,7%	277 200	7,5%	263 800	17,2%	270 100	10,1%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	254 200	7,2%	268 100	7,2%	262 600	17,3%	264 700	9,9%
<b>Montant moyen sur l'effectif exploité</b>	<b>129 400</b>	<b>10,4%</b>	<b>152 500</b>	<b>9,3%</b>	<b>167 200</b>	<b>22,1%</b>	<b>153 500</b>	<b>14,6%</b>

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

## Annexe 14 : Parts de marché des établissements

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

	2010			2009		
	Effectif	Montant prêté M€	%	Effectif	Montant prêté M€	%
Banques Populaires (BPCE)	20 931	404,4	6,3%	15 403	297,5	6,3%
Caisses d'Epargne (BPCE)	42 158	877,3	13,7%	27 680	548,7	11,6%
Crédit Foncier	45 227	1 335,9	20,9%	45 096	1 164,2	24,7%
Crédit du Nord	2 487	44,5	0,7%	1 664	30,2	0,6%
Société Générale	14 329	268,9	4,2%	11 928	229,3	4,9%
Crédit Agricole	59 783	1 268,0	19,8%	43 086	908,8	19,2%
LCL	11 983	243,7	3,8%	9 923	203,2	4,3%
Crédit Mutuel	40 148	867,4	13,5%	27 257	565,1	12,0%
CIC	12 351	246,4	3,8%	9 053	177,5	3,8%
BNP Paribas	12 073	235,1	3,7%	10 800	218,4	4,6%
BNP Paribas Personal Finance	2 222	53,2	0,8%	1 103	25,6	0,5%
Crédit Immobilier	16 735	462,5	7,2%	12 766	337,3	7,1%
La Banque Postale	5 052	81,6	1,3%			
Autres *	777	16,5	0,3%	744	16,4	0,3%
<b>Ensemble</b>	<b>286 256</b>	<b>6 405,4</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>4 722,2</b>	<b>100%</b>

	2008			2007		
	Effectif	Montant prêté M€	%	Effectif	Montant prêté M€	%
Banques Populaires (BPCE)	18 032	268,6	8,2%	19 851	297,0	7,9%
Caisses d'Epargne (BPCE)	24 801	363,5	11,2%	26 654	387,9	10,3%
Crédit Foncier	33 190	559,5	17,2%	31 905	536,0	14,2%
Crédit du Nord	1 841	26,9	0,8%	794	11,2	0,3%
Société Générale	11 210	177,2	5,4%	15 666	247,2	6,6%
Crédit Agricole	44 427	655,4	20,1%	55 342	811,7	21,5%
LCL	7 176	114,1	3,5%	8 013	128,0	3,4%
Crédit Mutuel	30 689	449,6	13,8%	41 929	623,1	16,5%
CIC	13 553	207,2	6,4%	20 013	310,9	8,2%
BNP Paribas	9 098	146,2	4,5%	8 321	134,3	3,6%
BNP Paribas Personal Finance	1 767	29,0	0,9%	1 614	25,5	0,7%
Crédit Immobilier	14 402	240,5	7,4%	13 811	233,7	6,2%
Autres *	1 292	22,3	0,7%	1 325	22,7	0,6%
<b>Ensemble</b>	<b>211 478</b>	<b>3 259,9</b>	<b>100%</b>	<b>245 238</b>	<b>3 769,3</b>	<b>100%</b>

(\*) La rubrique « Autres » regroupe tous les EC indépendants dont la part de marché est inférieure à 0.5%

**Annexe 15 : Répartition des émissions par taux d'apport personnel\* des ménages et type d'opération**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2010	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	40 906	23,9%	75,2%	67 992	39,7%	53,3%	62 292	36,4%	59,7%	171 190	59,8%
5% <= tx d'apport < 15%	5 447	12,8%	10,0%	18 681	43,8%	14,6%	18 486	43,4%	17,7%	42 614	14,9%
15% <= tx d'apport < 25%	3 061	11,8%	5,6%	12 826	49,6%	10,1%	9 985	38,6%	9,6%	25 872	9,0%
25% <= tx d'apport < 50%	3 592	10,7%	6,6%	19 151	57,1%	15,0%	10 769	32,1%	10,3%	33 512	11,7%
tx d'apport >= 50%	1 383	10,6%	2,5%	8 869	67,9%	7,0%	2 816	21,5%	2,7%	13 068	4,6%
<b>Ensemble</b>	<b>54 389</b>	<b>19,0%</b>	<b>100%</b>	<b>127 519</b>	<b>44,5%</b>	<b>100%</b>	<b>104 348</b>	<b>36,5%</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>

2009	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	33 502	27,8%	67,4%	47 865	39,7%	50,5%	39 147	32,5%	54,4%	120 514	55,7%
5% <= tx d'apport < 15%	6 241	17,9%	12,5%	14 664	42,0%	15,5%	14 039	40,2%	19,5%	34 944	16,1%
15% <= tx d'apport < 25%	3 428	16,1%	6,9%	10 114	47,6%	10,7%	7 695	36,2%	10,7%	21 237	9,8%
25% <= tx d'apport < 50%	4 685	16,7%	9,4%	14 777	52,8%	15,6%	8 529	30,5%	11,8%	27 991	12,9%
tx d'apport >= 50%	1 886	16,0%	3,8%	7 329	62,0%	7,7%	2 602	22,0%	3,6%	11 817	5,5%
<b>Ensemble</b>	<b>49 742</b>	<b>23,0%</b>	<b>100%</b>	<b>94 749</b>	<b>43,8%</b>	<b>100%</b>	<b>72 012</b>	<b>33,3%</b>	<b>100%</b>	<b>216 503</b>	<b>100%</b>

2008	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	30 241	25,8%	70,5%	52 928	45,1%	51,0%	34 237	29,2%	52,7%	117 406	55,5%
5% <= tx d'apport < 15%	4 779	15,2%	11,1%	15 208	48,5%	14,7%	11 352	36,2%	17,5%	31 339	14,8%
15% <= tx d'apport < 25%	2 845	13,7%	6,6%	10 864	52,2%	10,5%	7 100	34,1%	10,9%	20 809	9,8%
25% <= tx d'apport < 50%	3 551	12,3%	8,3%	16 657	57,5%	16,1%	8 761	30,2%	13,5%	28 969	13,7%
tx d'apport >= 50%	1 469	11,3%	3,4%	8 026	62,0%	7,7%	3 460	26,7%	5,3%	12 955	6,1%
<b>Ensemble</b>	<b>42 885</b>	<b>20,3%</b>	<b>100%</b>	<b>103 683</b>	<b>49,0%</b>	<b>100%</b>	<b>64 910</b>	<b>30,7%</b>	<b>100%</b>	<b>211 478</b>	<b>100%</b>

2007	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	32 905	23,4%	73,1%	64 547	46,0%	53%	42 904	30,6%	54,6%	140 356	57,2%
5% <= tx d'apport < 15%	4 755	13,2%	10,6%	17 957	50,0%	15%	13 191	36,7%	16,8%	35 903	14,6%
15% <= tx d'apport < 25%	2 848	12,0%	6,3%	12 364	52,2%	10%	8 462	35,7%	10,8%	23 674	9,7%
25% <= tx d'apport < 50%	3 339	10,4%	7,4%	18 495	57,7%	15%	10 237	31,9%	13,0%	32 071	13,1%
tx d'apport >= 50%	1 179	8,9%	2,6%	8 305	62,8%	7%	3 750	28,3%	4,8%	13 234	5,4%
<b>Ensemble</b>	<b>45 026</b>	<b>18,4%</b>	<b>100%</b>	<b>121 668</b>	<b>49,6%</b>	<b>100%</b>	<b>78 544</b>	<b>32,0%</b>	<b>100%</b>	<b>245 238</b>	<b>100%</b>

\* quand la différence entre le montant d'opération et le montant de l'ensemble des prêts est inférieure à 0, on considère que l'apport personnel est nul.

**Annexe 16 : Caractéristiques des prêts principaux**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

<u>ANCIEN</u>		2007	2008	2009	2010
PC	Taux nominal fixe moyen *	4,24	4,86	4,29	3,65
	Durée moyenne (en années)	21,8	22,1	21,1	21,3
	Montant moyen d'opération	154 600	153 700	145 400	156 700
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	64,6%	63,3%	60,7%	65,9%
PAS	Taux nominal fixe moyen *	4,37	5,03	4,43	3,76
	Durée moyenne (en années)	23,6	24,0	23,6	23,6
	Montant moyen d'opération	136 600	137 200	139 300	135 800
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	68,0%	67,5%	69,1%	69,6%
Autre prêt éligible au marché hypothécaire	Taux nominal fixe moyen *	4,26	4,91	4,64	3,60
	Durée moyenne (en années)	23,2	23,4	22,3	22,1
	Montant moyen d'opération	131 100	131 900	137 600	134 900
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	73,7%	71,8%	69,5%	70,9%
Prêt libre	Taux nominal fixe moyen *	4,23	4,86	4,28	3,66
	Durée moyenne (en années)	23,3	23,2	22,4	22,5
	Montant moyen d'opération	145 900	144 700	146 300	149 500
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	70,8%	69,6%	68,6%	69,8%

<u>NEUF</u>		2007	2008	2009	2010
PC	Taux nominal fixe moyen *	4,18	4,83	4,23	3,69
	Durée moyenne (en années)	23,7	23,8	21,4	23,8
	Montant moyen d'opération	160 900	162 400	161 900	173 000
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	67,5%	65,3%	51,9%	60,8%
PAS	Taux nominal fixe moyen *	4,27	4,98	4,42	3,78
	Durée moyenne (en années)	24,9	25,3	24,8	25,4
	Montant moyen d'opération	149 200	149 700	156 500	162 100
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	70,6%	69,3%	60,6%	61,2%
Autre prêt éligible au marché hypothécaire	Taux nominal fixe moyen *	4,22	4,84	4,47	3,61
	Durée moyenne (en années)	23,7	24,1	22,6	23,0
	Montant moyen d'opération	147 400	148 100	155 800	161 300
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	67,2%	66,1%	56,4%	57,5%
Prêt libre	Taux nominal fixe moyen *	4,15	4,76	4,26	3,64
	Durée moyenne (en années)	23,9	24,0	23,0	24,1
	Montant moyen d'opération	159 500	158 600	163 700	169 400
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	68,9%	67,7%	59,7%	61,5%
Pass-Foncier	Taux nominal fixe moyen *			1,25	3,43
	Durée moyenne (en années)			27,4	31,6
	Montant moyen d'opération			178 200	175 100
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération			21,5%	19,8%

\* Taux moyens des prêts de 20 ans ; les autres caractéristiques sont calculées sur l'ensemble des prêts.

# Annexe 17-1 : Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2010

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

## Effectifs 2010

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Pass-Foncier	Autre prêt social	Prêt 1%	Total
Seul	23 722	3 907	23 987	100 132	102	2	92	17	151 961
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	0	0	718	42 072	149	1 386	222	170	44 717
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	0	0	15 213	6 561	21	53	12	23	21 883
... + 1 ou plusieurs prêts 1% (hors Pass-Foncier)	2 424	670	1 519	7 854	13	11	9	6	12 506
... + 1 ou plusieurs PAS	2 782	0	0	0	8	5 999	89	481	9 359
... + 1 ou plusieurs PEL	1 411	491	2 107	4 518	118	22	11	28	8 706
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	781	184	432	3 118	3	77	14	3	4 612
... + 1 ou plusieurs PC	0	905	0	0	12	1 289	20	114	2 340
... + 1 ou plusieurs Pass-Foncier	1 593	225	189	141	0	0	0	0	2 148
... + Autres combinaisons	956	349	2 286	7 185	44	1 744	72	167	12 803
<b>Ensemble (1)</b>	<b>33 669</b>	<b>6 731</b>	<b>46 451</b>	<b>171 581</b>	<b>470</b>	<b>10 583</b>	<b>541</b>	<b>1 009</b>	<b>271 035</b>

Ensemble des PTZ exploité en 2010 (1) : **271 035**

(1) Les 15 221 PTZ non exploités correspondent à des erreurs de déclarations des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

## Annexe 17-2 : Répartition des plans de financement selon l'opération en 2010 (\*\*)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

Prêt Principal ...		PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Pass-Foncier	Autre prêt social	Prêt 1%
<b>Seul</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	5,4%	0,8%	9,8%	40,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	6,1%	1,1%	9,9%	42,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	14,0%	2,3%	6,9%	27,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs autres prêts libres</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,0%	0,3%	21,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,0%	0,2%	16,3%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
	<i>Neuf</i>	0,0%	0,0%	0,3%	11,6%	0,0%	1,5%	0,0%	0,1%
<b>... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,0%	8,1%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,0%	5,0%	4,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,0%	0,0%	5,1%	1,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs prêts 1% (hors Pass-Foncier)</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,8%	0,2%	0,5%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,6%	0,1%	0,5%	3,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	1,4%	0,4%	0,7%	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs PAS</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	6,3%	0,1%	0,5%
<b>... + 1 ou plusieurs PEL</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,5%	0,1%	0,6%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,4%	0,2%	0,9%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,7%	0,2%	0,7%	1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,3%	0,0%	0,1%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,2%	0,0%	0,2%	1,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,5%	0,1%	0,2%	0,8%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs PC</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,0%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	1,4%	0,0%	0,1%
<b>... + 1 ou plusieurs Pass-Foncier</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	1,7%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + Autres combinaisons</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,2%	0,1%	0,9%	2,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,2%	0,1%	0,6%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,7%	0,2%	1,2%	2,2%	0,0%	1,8%	0,0%	0,2%
<b>Ensemble</b>									
	<i>Acquisition amélioration</i>	8,1%	1,5%	20,2%	69,9%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
	<i>Acquisition seule</i>	8,0%	1,7%	17,3%	72,5%	0,2%	0,0%	0,2%	0,1%
	<i>Neuf</i>	20,6%	4,0%	15,3%	47,7%	0,2%	11,1%	0,2%	0,9%

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

(\*\*) Les pourcentages sont issus du rapport du nombre de plans dans l'ensemble plans par opération (la somme des poids par opération est égale à 100%)

## Annexe 18-1 : Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2009

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2010)

### Effectifs 2009

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Pass-Foncier	Autre prêt social	Prêt 1%	Total
Seul	26 695	1 120	18 444	75 656	465	0	249	16	122 645
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	0	0	805	23 228	358	2	177	192	24 762
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	0	0	7 802	2 795	65	0	17	21	10 700
... + 1 ou plusieurs prêts 1% (hors Pass-Foncier)	4 074	323	2 075	11 058	55	0	28	28	17 641
... + 1 ou plusieurs PAS	1 651	0	0	0	62	229	38	346	2 326
... + 1 ou plusieurs PEL	2 521	453	2 611	7 671	616	0	29	76	13 977
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	824	45	497	2 578	14	1	12	1	3 972
... + 1 ou plusieurs PC	0	172	0	0	25	0	1	15	213
... + 1 ou plusieurs Pass-Foncier	78	0	3	4	0	0	0	0	85
... + Autres combinaisons	876	181	1 718	7 653	208	49	111	182	10 978
<b>Ensemble (1)</b>	<b>36 719</b>	<b>2 294</b>	<b>33 955</b>	<b>130 643</b>	<b>1 868</b>	<b>281</b>	<b>662</b>	<b>877</b>	<b>207 299</b>

Ensemble des PTZ exploité en 2009 (1) : **207 299**

(1) Les 9 204 PTZ non exploités correspondent à des erreurs de déclarations des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

## Annexe 18-2 : Répartition des plans de financement selon l'opération en 2009 (\*\*)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2010)

Prêt Principal ...		PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Pass-Foncier	Autre prêt social	Prêt 1%
<b>Seul</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	7,3%	0,3%	9,0%	39,4%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	9,5%	0,4%	9,5%	39,3%	0,2%	0,0%	0,1%	0,0%
	<i>Neuf</i>	21,8%	0,8%	7,9%	30,4%	0,2%	0,0%	0,2%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs autres prêts libres</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,0%	0,4%	14,9%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,0%	0,3%	10,7%	0,2%	0,0%	0,1%	0,1%
	<i>Neuf</i>	0,0%	0,0%	0,5%	9,2%	0,2%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,0%	5,3%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,0%	3,0%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,0%	0,0%	3,7%	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs prêts 1% (hors Pass-Foncier)</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	1,7%	0,1%	0,9%	5,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	1,6%	0,1%	1,0%	6,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	2,6%	0,2%	1,0%	4,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs PAS</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	1,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,1%	0,5%
<b>... + 1 ou plusieurs PEL</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	1,1%	0,1%	1,1%	3,6%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	1,0%	0,2%	1,3%	4,1%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	1,6%	0,3%	1,4%	3,2%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,3%	0,0%	0,2%	1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,3%	0,0%	0,2%	1,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,6%	0,0%	0,2%	0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + 1 ou plusieurs PC</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... +1 ou plusieurs Pass-Foncier</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Neuf</i>	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>... + Autres combinaisons</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	0,4%	0,1%	1,0%	3,8%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
	<i>Acquisition seule</i>	0,3%	0,1%	0,7%	4,3%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
	<i>Neuf</i>	0,6%	0,1%	0,9%	2,7%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>Ensemble</b>									
	<i>Acquisition amélioration</i>	11,6%	0,8%	17,9%	68,8%	0,7%	0,0%	0,2%	0,1%
	<i>Acquisition seule</i>	13,1%	0,9%	16,2%	68,3%	1,0%	0,0%	0,3%	0,3%
	<i>Neuf</i>	28,8%	1,7%	15,6%	51,3%	1,0%	0,4%	0,5%	0,8%

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

(\*\*) Les pourcentages sont issus du rapport du nombre de plans dans l'ensemble plans par opération (la somme des poids par opération est égale à 100%)



**Annexe 19-1 : Répartition géographique des NPTZ émis en 2010 par type d'opération**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf
Alsace	Bas-Rhin	95,8	1,5%	4 239	1,5%	17,8%	43,8%	38,5%
	Haut-Rhin	56,9	0,9%	2 689	0,9%	21,9%	45,7%	32,3%
		152,7	2,4%	6 928	2,4%	19,4%	44,5%	36,1%
Aquitaine	Dordogne	44,6	0,7%	1 900	0,7%	19,2%	26,6%	54,3%
	Gironde	151,5	2,4%	6 595	2,3%	14,6%	38,8%	46,6%
	Landes	52,0	0,8%	2 108	0,7%	14,7%	25,8%	59,5%
	Lot et Garonne	29,5	0,5%	1 361	0,5%	23,4%	30,6%	45,9%
	Pyrénées Atlantique	84,3	1,3%	3 270	1,1%	14,0%	31,6%	54,4%
		361,8	5,6%	15 234	5,3%	15,8%	33,2%	51,0%
Auvergne	Allier	29,6	0,5%	1 560	0,5%	32,9%	35,4%	31,7%
	Cantal	16,7	0,3%	745	0,3%	22,1%	28,3%	49,5%
	Haute Loire	24,4	0,4%	1 135	0,4%	26,3%	28,5%	45,1%
	Puy de Dôme	60,2	0,9%	3 026	1,1%	26,4%	38,5%	35,2%
		130,9	2,0%	6 466	2,3%	27,5%	34,8%	37,7%
Basse Normandie	Calvados	70,7	1,1%	3 150	1,1%	17,3%	40,1%	42,6%
	Manche	58,9	0,9%	2 483	0,9%	23,2%	26,8%	50,0%
	Orne	27,1	0,4%	1 342	0,5%	31,7%	33,2%	35,1%
		156,8	2,4%	6 975	2,4%	22,2%	34,0%	43,8%
Bourgogne	Côte d'Or	50,7	0,8%	2 576	0,9%	20,3%	48,8%	30,9%
	Nièvre	14,7	0,2%	842	0,3%	33,5%	40,4%	26,1%
	Saône et Loire	47,1	0,7%	2 406	0,8%	27,0%	38,7%	34,3%
	Yonne	28,9	0,5%	1 538	0,5%	24,7%	46,0%	29,3%
		141,4	2,2%	7 362	2,6%	24,9%	44,0%	31,1%
Bretagne	Côtes d'Armor	85,2	1,3%	3 584	1,3%	25,4%	27,9%	46,7%
	Finistère	121,0	1,9%	5 634	2,0%	25,8%	36,4%	37,8%
	Ille et Vilaine	169,6	2,6%	6 720	2,3%	18,0%	31,8%	50,2%
	Morbihan	108,9	1,7%	4 356	1,5%	19,7%	29,3%	50,9%
		484,6	7,6%	20 294	7,1%	21,8%	31,9%	46,3%
Centre	Cher	29,7	0,5%	1 517	0,5%	28,3%	36,8%	34,9%
	Eure et Loir	51,0	0,8%	2 342	0,8%	19,1%	45,4%	35,5%
	Indre	21,4	0,3%	1 109	0,4%	33,0%	34,4%	32,6%
	Indre et Loire	80,3	1,3%	3 255	1,1%	19,5%	33,9%	46,6%
	Loir et Cher	35,4	0,6%	1 721	0,6%	24,6%	38,8%	36,6%
	Loiret	69,8	1,1%	3 381	1,2%	20,9%	45,5%	33,5%
		287,4	4,5%	13 325	4,7%	22,6%	39,9%	37,5%
Champagne	Ardennes	16,9	0,3%	924	0,3%	24,1%	47,8%	28,0%
	Aube	26,7	0,4%	1 413	0,5%	21,2%	48,7%	30,1%
	Marne	37,4	0,6%	1 882	0,7%	19,5%	49,4%	31,1%
	Haute Marne	12,7	0,2%	744	0,3%	31,9%	44,4%	23,8%
		93,7	1,5%	4 963	1,7%	22,7%	48,1%	29,2%
Corse	Corse du Sud	7,6	0,1%	315	0,1%	11,7%	35,9%	52,4%
	Haute Corse	13,4	0,2%	507	0,2%	5,3%	24,3%	70,4%
		21,0	0,3%	822	0,3%	7,8%	28,7%	63,5%
Franche Comté	Doubs	52,3	0,8%	2 548	0,9%	25,3%	41,6%	33,2%
	Jura	23,3	0,4%	1 173	0,4%	28,4%	35,7%	35,9%
	Haute Saône	23,8	0,4%	1 226	0,4%	31,1%	35,4%	33,5%
	Territoire de Belfort	12,2	0,2%	622	0,2%	26,0%	46,1%	27,8%
		111,6	1,7%	5 569	1,9%	27,3%	39,5%	33,2%
Haute Normandie	Eure	75,0	1,2%	3 162	1,1%	12,4%	40,3%	47,2%
	Seine Maritime	106,4	1,7%	5 141	1,8%	15,4%	51,0%	33,6%
		181,3	2,8%	8 303	2,9%	14,3%	46,9%	38,8%
Ensemble des prêts		6 405,4	100%	286 256	100%	19,0%	44,5%	36,5%

## Annexe 19-2 : Répartition géographique des NPTZ émis en 2010 par type d'opération (suite)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf
Languedoc-Roussillon	Aude	40,2	0,6%	1 776	0,6%	18,0%	32,7%	49,4%
	Gard	73,4	1,1%	3 094	1,1%	13,9%	36,3%	49,9%
	Hérault	106,8	1,7%	4 523	1,6%	14,3%	39,7%	46,0%
	Lozère	7,6	0,1%	319	0,1%	12,5%	26,0%	61,4%
	Pyrénées Orientales	48,7	0,8%	2 134	0,7%	17,8%	35,4%	46,8%
Languedoc-Roussillon		276,6	4,3%	11 846	4,1%	15,3%	36,6%	48,1%
Limousin	Corrèze	24,9	0,4%	1 128	0,4%	23,0%	31,1%	45,9%
	Creuse	9,1	0,1%	448	0,2%	28,6%	26,8%	44,6%
	Haute Vienne	39,1	0,6%	1 926	0,7%	26,1%	35,9%	38,1%
Limousin		73,1	1,1%	3 502	1,2%	25,4%	33,2%	41,4%
Lorraine	Meurthe et Moselle	55,9	0,9%	3 271	1,1%	27,9%	51,9%	20,2%
	Meuse	13,5	0,2%	831	0,3%	35,1%	43,3%	21,5%
	Moselle	97,3	1,5%	4 368	1,5%	23,4%	39,1%	37,5%
	Vosges	32,5	0,5%	1 708	0,6%	29,5%	38,8%	31,7%
Lorraine		199,2	3,1%	10 178	3,6%	26,9%	43,5%	29,6%
Midi Pyrénées	Ariège	13,9	0,2%	637	0,2%	22,6%	30,9%	46,5%
	Aveyron	29,2	0,5%	1 367	0,5%	19,9%	32,7%	47,4%
	Haute Garonne	132,1	2,1%	6 174	2,2%	12,6%	47,6%	39,8%
	Gers	20,2	0,3%	856	0,3%	15,8%	31,1%	53,2%
	Lot	16,4	0,3%	704	0,2%	15,6%	27,4%	57,0%
	Hautes Pyrénées	24,4	0,4%	1 138	0,4%	21,0%	34,1%	44,9%
	Tarn	47,2	0,7%	2 019	0,7%	20,5%	28,1%	51,4%
	Tarn et Garonne	33,7	0,5%	1 393	0,5%	16,5%	30,4%	53,1%
Midi Pyrénées		317,1	5,0%	14 288	5,0%	16,2%	38,0%	45,8%
Nord	Nord	172,7	2,7%	9 583	3,3%	28,8%	51,8%	19,4%
	Pas de Calais	129,4	2,0%	6 204	2,2%	26,3%	40,0%	33,8%
Nord		302,2	4,7%	15 787	5,5%	27,8%	47,1%	25,1%
Pays de la Loire	Loire Atlantique	193,4	3,0%	8 135	2,8%	22,9%	31,9%	45,2%
	Maine et Loire	112,6	1,8%	4 977	1,7%	28,9%	29,9%	41,1%
	Mayenne	39,1	0,6%	1 858	0,6%	32,3%	31,2%	36,5%
	Sarthe	61,3	1,0%	3 072	1,1%	32,2%	35,8%	32,0%
	Vendée	115,4	1,8%	4 609	1,6%	21,8%	22,3%	56,0%
Pays de la Loire		521,8	8,1%	22 651	7,9%	26,0%	30,0%	44,0%
Picardie	Aisne	40,8	0,6%	2 139	0,7%	21,6%	48,9%	29,5%
	Oise	88,9	1,4%	3 948	1,4%	10,1%	54,6%	35,2%
	Somme	42,9	0,7%	2 246	0,8%	19,7%	48,4%	31,9%
Picardie		172,7	2,7%	8 333	2,9%	15,6%	51,5%	32,9%
Poitou Charentes	Charente	42,6	0,7%	1 906	0,7%	23,1%	32,2%	44,7%
	Charente Maritime	72,5	1,1%	3 031	1,1%	20,2%	27,1%	52,7%
	Deux Sèvres	49,8	0,8%	2 287	0,8%	32,2%	27,8%	40,0%
	Vienne	50,9	0,8%	2 420	0,8%	30,2%	30,9%	38,9%
Poitou Charentes		215,7	3,4%	9 644	3,4%	26,1%	29,2%	44,6%
Provence Alpes Côte d'Azur	Alpes de Hte Provence	12,7	0,2%	554	0,2%	15,2%	45,7%	39,2%
	Hautes Alpes	10,1	0,2%	474	0,2%	18,8%	43,2%	38,0%
	Alpes Maritimes	117,1	1,8%	5 246	1,8%	15,5%	71,6%	12,9%
	Bouches du Rhône	165,8	2,6%	6 986	2,4%	13,7%	46,7%	39,5%
	Var	91,2	1,4%	3 975	1,4%	12,5%	52,3%	35,2%
	Vaucluse	41,8	0,7%	1 879	0,7%	16,9%	44,6%	38,5%
Provence Alpes Côte d'Azur		438,7	6,8%	19 114	6,7%	14,5%	54,4%	31,2%
<b>Total des prêts</b>		<b>6 405,4</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>	<b>19,0%</b>	<b>44,5%</b>	<b>36,5%</b>

**Annexe 19-3: Répartition géographique des NPTZ émis en 2010 par type d'opération (suite)**  
*(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)*

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf
Rhône Alpes	Ain	62,6	1,0%	2 761	1,0%	18,4%	36,9%	44,7%
	Ardèche	33,0	0,5%	1 467	0,5%	18,8%	32,0%	49,1%
	Drôme	57,5	0,9%	2 550	0,9%	19,1%	36,4%	44,5%
	Isère	136,3	2,1%	5 996	2,1%	14,4%	42,9%	42,7%
	Loire	74,8	1,2%	3 827	1,3%	25,9%	42,6%	31,5%
	Rhône	151,8	2,4%	7 007	2,4%	14,4%	52,2%	33,4%
	Savoie	45,9	0,7%	1 963	0,7%	15,6%	38,8%	45,5%
	Haute Savoie	66,0	1,0%	2 734	1,0%	12,2%	43,9%	43,9%
Rhône Alpes		628,0	9,8%	28 305	9,9%	16,9%	43,2%	39,9%
Ile de France	Paris	66,4	1,0%	3 945	1,4%	17,6%	81,4%	1,1%
	Seine et Marne	181,0	2,8%	6 967	2,4%	6,9%	61,2%	31,9%
	Yvelines	128,7	2,0%	5 246	1,8%	10,9%	70,8%	18,3%
	Essonne	190,2	3,0%	6 859	2,4%	8,0%	61,8%	30,1%
	Hauts de Seine	114,7	1,8%	4 886	1,7%	13,0%	70,3%	16,7%
	Seine Saint Denis	171,1	2,7%	6 820	2,4%	9,1%	70,1%	20,7%
	Val de Marne	137,0	2,1%	5 624	2,0%	8,6%	71,1%	20,3%
	Val d'Oise	147,9	2,3%	6 020	2,1%	11,7%	67,1%	21,2%
Ile de France		1 137,0	17,8%	46 367	16,2%	10,2%	68,3%	21,4%
<b>Total des prêts</b>		<b>6 405,4</b>	<b>100%</b>	<b>286 256</b>	<b>100%</b>	<b>19,0%</b>	<b>44,5%</b>	<b>36,5%</b>

**Annexe 20 :NPTZ émis en 2010, finançant un logement situé en Province**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

<b>Analyse par tranches du barème NPTZ</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne
Tranche 1	54 609	23%	17 480	118 800	14,7%
Tranche 2	42 748	18%	19 540	130 300	15,0%
Tranche 3	41 801	17%	21 450	144 000	14,9%
Tranche 4	74 016	31%	24 800	159 400	15,6%
Tranche 5	26 715	11%	27 920	186 000	15,0%
<b>Ensemble</b>	<b>239 889</b>	<b>100%</b>	<b>21 960</b>	<b>145 200</b>	<b>15,1%</b>

<b>Types d'opération</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
Achat neuf individuel	7 600	3,2%	39 620	168 900	23%	18,1 ans
Achat neuf collectif	12 277	5,1%	35 940	158 800	23%	21,5 ans
Construct° maison ind. (achat terrain)	59 133	24,7%	36 510	167 200	22%	17,0 ans
Construct° maison ind. (hors achat terrain)	15 404	6,4%	32 730	144 600	23%	17,0 ans
Acquisition-Amélioration individuel	38 164	15,9%	13 190	126 200	10%	14,6 ans
Acquisition-Amélioration collectif	11 481	4,8%	11 810	114 300	10%	16,9 ans
Acquisition Seule individuel	63 033	26,3%	13 270	145 700	9%	13,7 ans
Acquisition Seule collectif	32 797	13,7%	11 810	127 500	9%	16,7 ans
<b>Ensemble</b>	<b>239 889</b>	<b>100%</b>	<b>21 960</b>	<b>145 200</b>	<b>15%</b>	<b>16,0 ans</b>

**Caractéristiques du ménage emprunteur**

	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
<b>Age de l'emprunteur</b>						
<= 25 ans	39 323	16,4%	18 450	132 100	14%	18,0 ans
26 à 35 ans	124 976	52,1%	22 220	147 800	15%	15,7 ans
36 à 45 ans	54 381	22,7%	24 730	152 200	16%	15,4 ans
46 à 65 ans	20 886	8,7%	19 910	137 000	15%	15,1 ans
> 65 ans	323	0,1%	15 570	122 400	13%	13,7 ans

**Taille du ménage**

1 personne	67 735	28,2%	13 140	114 500	11%	20,6 ans
2 personnes	62 583	26,1%	20 740	150 200	14%	14,9 ans
3 personnes	53 023	22,1%	25 290	157 200	16%	13,3 ans
4 personnes	39 335	16,4%	29 910	164 800	18%	13,6 ans
5 personnes	13 418	5,6%	32 420	166 500	19%	15,2 ans
6 et plus	3 795	1,6%	33 750	167 400	20%	16,5 ans

**CSP**

Agriculteur	2 252	0,9%	24 060	147 000	16%	18,8 ans
Artisan-commerçant	6 958	2,9%	21 890	158 400	14%	15,3 ans
Cadre	21 176	8,8%	20 130	169 700	12%	14,3 ans
Employé	81 209	33,9%	21 540	143 200	15%	16,3 ans
Inactif	4 652	1,9%	21 380	139 100	15%	17,0 ans
Ouvrier	68 711	28,6%	23 460	136 600	17%	16,4 ans
Profession intermédiaire	53 054	22,1%	21 560	149 200	14%	15,6 ans
Retraité	1 877	0,8%	16 260	125 900	13%	14,6 ans

<b>Ensemble</b>	<b>239 889</b>	<b>100%</b>	<b>21 960</b>	<b>145 200</b>	<b>15%</b>	<b>16,0 ans</b>
-----------------	----------------	-------------	---------------	----------------	------------	-----------------

**Annexe 21: NPTZ émis en 2010, finançant un logement situé en Ile de France**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2011)

<b>Analyse par tranches du barème NPTZ</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne
Tranche 1	7 627	16%	21 040	161 600	13,0%
Tranche 2	6 300	14%	22 060	162 900	13,5%
Tranche 3	6 867	15%	22 540	178 000	12,7%
Tranche 4	11 455	25%	24 000	199 900	12,0%
Tranche 5	14 118	30%	28 890	237 200	12,2%
<b>Ensemble</b>	<b>46 367</b>	<b>100%</b>	<b>24 520</b>	<b>196 500</b>	<b>12,5%</b>

<b>Types d'opération</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
Achat neuf individuel	1 455	3,1%	51 370	234 800	22%	19,9 ans
Achat neuf collectif	6 027	13,0%	44 140	196 300	22%	22,5 ans
Construct° maison ind. (achat terrain)	2 145	4,6%	47 830	239 200	20%	17,4 ans
Construct° maison ind. (hors achat terrain)	307	0,7%	47 420	213 300	22%	18,5 ans
Acquisition-Amélioration individuel	1 485	3,2%	20 050	211 500	9%	10,7 ans
Acquisition-Amélioration collectif	3 259	7,0%	18 280	182 900	10%	13,1 ans
Acquisition Seule individuel	9 461	20,4%	19 990	218 700	9%	10,6 ans
Acquisition Seule collectif	22 228	47,9%	18 030	181 200	10%	13,3 ans
<b>Ensemble</b>	<b>46 367</b>	<b>100%</b>	<b>24 520</b>	<b>196 500</b>	<b>12%</b>	<b>14,3 ans</b>

**Caractéristiques du ménage emprunteur**

	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
<b>Age de l'emprunteur</b>						
<= 25 ans	6 172	13,3%	21 120	172 500	12%	17,4 ans
26 à 35 ans	26 464	57,1%	23 130	196 300	12%	14,0 ans
36 à 45 ans	10 008	21,6%	28 770	209 100	14%	13,6 ans
46 à 65 ans	3 679	7,9%	28 750	204 400	14%	13,3 ans
> 65 ans	44	0,1%	20 750	188 200	11%	11,6 ans

**Taille du ménage**

1 personne	17 615	38,0%	17 630	163 600	11%	17,9 ans
2 personnes	11 860	25,6%	24 250	207 800	12%	12,0 ans
3 personnes	7 747	16,7%	28 240	215 900	13%	11,5 ans
4 personnes	5 899	12,7%	33 130	227 900	15%	11,9 ans
5 personnes	2 474	5,3%	37 280	231 900	16%	13,7 ans
6 et plus	772	1,7%	41 980	233 700	18%	15,1 ans

**CSP**

Agriculteur	6	0,0%	21 230	214 400	10%	11,3 ans
Artisan-commerçant	1 084	2,3%	26 740	227 200	12%	13,7 ans
Cadre	12 121	26,1%	22 050	223 600	10%	12,2 ans
Employé	16 261	35,1%	24 750	183 600	13%	15,2 ans
Inactif	423	0,9%	25 660	202 000	13%	15,7 ans
Ouvrier	6 184	13,3%	28 580	182 500	16%	15,7 ans
Profession intermédiaire	10 129	21,8%	24 370	190 400	13%	14,5 ans
Retraité	159	0,3%	23 390	198 900	12%	12,5 ans

<b>Ensemble</b>	<b>46 367</b>	<b>100%</b>	<b>24 520</b>	<b>196 500</b>	<b>12%</b>	<b>14,3 ans</b>
-----------------	---------------	-------------	---------------	----------------	------------	-----------------

## Annexe 22 : Principales caractéristiques des NPTZ émis dans les DOM

(déclarations arrêtées au 31 mars de l'année N+1)

### Répartition des émissions de PTZ DOM par département

	2008				2009				2010			
	Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien		Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien		Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien	
Guadeloupe	149	20,6%	63%	37%	151	19,8%	61%	39%	250	22,4%	60%	40%
Martinique	211	29,1%	54%	46%	152	19,9%	58%	42%	261	23,4%	57%	43%
Guyane	26	3,6%	46%	54%	32	4,2%	66%	34%	38	3,4%	53%	47%
Réunion	338	46,7%	59%	41%	429	56,2%	65%	35%	558	50,0%	66%	34%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>724</b>	<b>100%</b>	<b>58%</b>	<b>42%</b>	<b>764</b>	<b>100%</b>	<b>63%</b>	<b>37%</b>	<b>1 115</b>	<b>100%</b>	<b>62%</b>	<b>38%</b>

### Coût moyen d'opération et montant moyen du PTZ DOM par type d'opération

( en euros )	2008			2009			2010		
	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	138 400	16,0%	22 100	147 500	26,2%	38 600	154 100	23,0%	35 500
Collectif Neuf	172 500	10,8%	18 700	160 500	20,9%	33 500	143 500	21,7%	31 200
Individuel Ancien	132 600	14,9%	19 700	136 600	14,6%	20 000	130 600	14,9%	19 400
Collectif Ancien	112 100	14,0%	15 700	119 700	12,6%	15 100	119 400	12,3%	14 700
<b>Ensemble DOM</b>	<b>133 800</b>	<b>15,2%</b>	<b>20 400</b>	<b>141 900</b>	<b>21,8%</b>	<b>31 000</b>	<b>143 000</b>	<b>19,9%</b>	<b>28 400</b>

### Surface moyenne et nombre de pièces moyen par type d'opération

	2008		2009		2010	
Individuel Neuf	105,4 m²	4,0	101,7 m²	4,0	100,6 m²	4,0
Collectif Neuf	68,1 m²	2,9	59,9 m²	2,7	58,7 m²	2,6
Individuel Ancien	95,2 m²	3,7	94,0 m²	3,9	89,3 m²	4,0
Collectif Ancien	61,4 m²	2,8	62,8 m²	3,0	63,3 m²	2,8
<b>Ensemble DOM</b>	<b>94,7 m²</b>	<b>3,7</b>	<b>93,8 m²</b>	<b>3,8</b>	<b>90,7 m²</b>	<b>3,8</b>

### Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM par tranche de revenu fiscal de référence

	2008		2009		2010	
Tranche 1	185	25,6%	168	22,0%	237	21,3%
Tranche 2	126	17,4%	143	18,7%	178	16,0%
Tranche 3	137	18,9%	146	19,1%	201	18,0%
Tranche 4	194	26,8%	187	24,5%	306	27,4%
Tranche 5	82	11,3%	120	15,7%	193	17,3%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>724</b>	<b>100%</b>	<b>764</b>	<b>100%</b>	<b>1 115</b>	<b>100%</b>

**Annexe 23 : Répartition des ménages bénéficiaires de NPTZ DOM selon l'âge de l'emprunteur**  
(déclarations arrêtées au 31 mars de l'année N+1)

	2008		2009		2010	
âge <=25	39	5,4%	35	4,6%	47	4,2%
25< âge <=35	329	45,4%	338	44,2%	512	45,9%
35< âge <=45	267	36,9%	295	38,6%	421	37,8%
45< âge <=65	88	12,2%	96	12,6%	134	12,0%
65< âge	ns	ns	0	0%	ns	ns
<b>Ensemble DOM</b>	<b>724</b>	<b>100%</b>	<b>764</b>	<b>100%</b>	<b>1 115</b>	<b>100%</b>

**Répartition des bénéficiaires de PTZ DOM selon le nombre de personnes dans le ménage**

	2008		2009		2010	
1 ou 2 personnes	339	46,8%	327	42,8%	514	46,1%
3 personnes et plus	385	53,2%	437	57,2%	601	53,9%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>724</b>	<b>100%</b>	<b>764</b>	<b>100%</b>	<b>1 115</b>	<b>100%</b>

**Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM selon la CSP de l'emprunteur**

	2008		2009		2010	
Agriculteurs	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Artisans, commerçants	18	2,5%	31	4,1%	29	2,6%
Cadres	85	11,7%	79	10,3%	116	10,4%
Prof. Intermédiaires	199	27,5%	196	25,7%	258	23,1%
Employés	306	42,3%	331	43,3%	554	49,7%
Ouvriers	96	13,3%	98	12,8%	133	11,9%
Retraités	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Inactifs	11	1,5%	14	1,8%	11	1,0%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>724</b>	<b>100%</b>	<b>764</b>	<b>100%</b>	<b>1 115</b>	<b>100%</b>

**Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM selon la situation matrimoniale de l'emprunteur**

	2008		2009		2010	
Marié	222	30,7%	259	33,9%	346	31,0%
Divorcé ou séparé ou veuf	54	7,5%	60	7,9%	86	7,7%
Célibataire	292	40,3%	305	39,9%	489	43,9%
Vivant maritalement	156	21,5%	140	18,3%	194	17,4%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>724</b>	<b>100%</b>	<b>764</b>	<b>100%</b>	<b>1 115</b>	<b>100%</b>

**Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM selon le précédent statut d'occupation**

	2008		2009		2010	
Locataire HLM	73	10,1%	66	8,6%	72	6,5%
Autre locataire	444	61,3%	443	58,0%	694	62,2%
Vit chez ses parents	186	25,7%	212	27,7%	322	28,9%
Autres statuts	21	2,9%	43	5,6%	27	2,4%
<b>Ensemble</b>	<b>724</b>	<b>100%</b>	<b>764</b>	<b>100%</b>	<b>1 115</b>	<b>100%</b>

ns : (non significatif) = effectif inférieur à 10 à usage interne à l'administration seulement et donc non publiable à l'extérieur pour des raisons de protection du secret statistique relatif aux données individuelles.

## Annexe 24 : Parts de marché des établissements émetteurs de NPTZ DOM

(déclarations arrêtées au 31 mars de l'année N+1)

(Montants en millions d'euros)	2008			2009			2010		
	Effectifs	Montant prêté	%	Effectifs	Montant prêté	%	Effectifs	Montant prêté	%
Banques Populaires (BPCE)	145	3,54	24,0%	140	4,73	20,0%	151	4,76	15,0%
Caisses d'Epargne (BPCE)	186	3,93	26,6%	232	7,14	30,2%	342	9,59	30,2%
Crédit Foncier	100	1,52	10,3%	122	3,80	16,1%	150	4,11	12,9%
Crédit Agricole	135	2,70	18,3%	143	4,31	18,2%	271	7,64	24,1%
Crédit Mutuel	122	2,36	16,0%	86	2,39	10,1%	136	3,59	11,3%
CIC	11	0,20	1,3%	0	0,00	0,0%	ns	ns	ns
BNP Paribas	23	0,49	3,3%	41	1,29	5,5%	62	1,98	6,2%
BNP Paribas Personal Finance	0	0	0%	0	0	0%	ns	ns	ns
Autres *	ns	ns	ns	0	0	0	0	0	0%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>724</b>	<b>14,8</b>	<b>100%</b>	<b>764</b>	<b>23,7</b>	<b>100%</b>	<b>1115</b>	<b>31,7</b>	<b>100%</b>

ns : (non significatif) = effectif inférieur à 10 à usage interne à l'administration seulement et donc non publiable à l'extérieur pour des raisons de protection du secret statistique relatif aux données individuelles.